

Um eine erfolgreiche Rückkehr in die Gesellschaft nach der Haftentlassung zu ermöglichen, müssen Brücken zwischen draußen und drinnen gebaut werden. Das Engagement von Freiwilligen als Mitmenschen und Gesprächspartner im Strafvollzug ist unbedingt notwendig. Fast alle Strafgefangenen kommen wieder zurück in die Gesellschaft und können nur mit Hilfe der Mitmenschen wieder eingegliedert werden: denn „Bürger integrieren Bürger“.

Gemeinsam starteten die Groupe Europe der französischen Association Nationale des Visiteurs de Prison (ANVP) und das Europäische Forum für angewandte Kriminalpolitik (EFK) ein europäisches Projekt zum grenzüberschreitenden Austausch von Freiwilligen im Strafvollzug. In mehreren Treffen und einer Tagung in Trier wurden die gemeinsamen Erfahrungen diskutiert und „Europäische Empfehlungen für das freiwillige Engagement im Strafvollzug“ verabschiedet.

Pour un retour réussi à la société après une incarcération il est indispensable que soient édifiés des ponts entre l'intérieur et l'extérieur. L'intervention de bénévoles comme partenaires de discussions et d'échanges est une nécessité absolue en détention. Presque tous les détenus sont appelés à revenir dans la société et seule l'aide de semblables permet leur réintégration, car « des citoyens intègrent des citoyens ».

Le groupe « Europe » de l'Association Nationale des visiteurs de prison - association française, et le Forum européen de politique criminelle appliquée ont lancé ce projet d'échanges entre des bénévoles intervenant en prison. Lors de diverses rencontres et d'un colloque à Trèves les découvertes communes ont été discutées et les « recommandations européennes pour l'engagement bénévole en prison » ont été arrêtées.



Europaprojekt : Bürger integrieren Bürger – Projekt européen : Des citoyens intègrent des citoyens



Europäisches Projekt: Bürger integrieren Bürger

Projet européen: Des citoyens intègrent des citoyens



Programm
„Europa für Bürgerinnen und Bürger“

**Europäisches Projekt:
Bürger integrieren Bürger**

**Projet européen:
Des citoyens intègrent des citoyens**

EU-Projekt im Rahmen von „Europa für Bürgerinnen und Bürger“

Bürger integrieren Bürger – Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug

Projet européen: Des citoyens intègrent des citoyens

Gliederung – Structure

1. Vorwort – *Avant-Propos*
2. *Recommandations européennes pour le bénévolat en prison*
Europäische Empfehlungen für freiwilliges Engagement im Strafvollzug
3. Inhalt des Projekts
 - Dokument: Antrag für das Projekt
 - Dokument: Plan und Fragebogen für grenzüberschreitende Treffen
 - Document: Plan et Questionnaire
4. Berichte zu grenzüberschreitenden Treffen
 - Longuenesse – Maidstone – Paris
 - Nancy
 - Strasbourg
 - Freiburg
5. Bericht vom Arbeitstreffen in Brüssel
 - Dokument Zeitplan für Weiterarbeit
 - Dokument Einladung Europäische Tagung in Trier
 - Document Invitation au Colloque Européen à Trèves
6. *La resocialisation du point de vue de la politique criminelle*
Prof. em. Henri Bosly, Louvain-la-Neuve, Belgique
Resozialisierung aus kriminalpolitischer Sicht
Prof. em. Henry Bosly, Louvain-la-Neuve, Belgien
7. Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug
Prof. Günter Rieger, Stuttgart, Deutschland
Le bénévolat dans le système pénitentiaire
Prof. Günter Rieger, Stuttgart, Allemagne
8. Ehrenamt im Strafvollzug in der Tschechischen Republik
Jaroslav Hala, Budweis, Tschechische Republik
Bénévolat en prison en République Tchèque
Jaroslav Hala, Budweis, République Tchèque
9. Kommentar aus Sicht der Freiwilligen-Koordination
Wolfgang Krell, Freiwilligen-Zentrum Augsburg, Deutschland
Commentaire: Le point de vue d'un responsable de bénévoles
Wolfgang Krell, Centre de Volontariat Augsburg, Allemagne
10. Kommentar aus Sicht des Strafvollzugs
Dr. Harald Preusker,, Dresden, D
Commentaire: Les bénévoles en prison
Dr. Harald Preusker, Dresden, Allemagne
11. Ergebnis der Evaluation
Résultats des évaluations
12. Schluss – *Conclusion*

1. Vorwort – Avant-Propos

Auf einer Schulung des deutschen Projektbüros „Europa für Bürgerinnen und Bürger“ in Bonn wurde im Dezember 2009 die Idee geboren, ein europäisches Projekt zu starten. Gemeinsam mit der Groupe Europe der Association Nationale des Visiteurs de Prison (ANVP) wurde vom Europäischen Forum für angewandte Kriminalpolitik (EFK) die Idee für grenzüberschreitende Austauschtreffen von Freiwilligen/Ehrenamtlichen im Strafvollzug entwickelt und der Beschluss von europäischen Standards für freiwilliges Engagement im Strafvollzug als Ziel formuliert.

Mit dieser Dokumentation stellen wir dieses gemeinsame Projekt von ANVP und EFK vor und informieren über die Zielsetzung, den Ablauf, die Inhalte der Treffen und Tagungen. Außerdem präsentieren wir den gemeinsamen Beschluss zu den „Europäischen Empfehlungen für das freiwillige Engagement im Strafvollzug“. Alle interessierten Bürgerinnen und Bürger, alle interessierten Institutionen und Organisationen, alle politischen Ebenen laden wir ein zur weiteren fachlichen Diskussion um die Beteiligung der Zivilgesellschaft beim Umgang mit Kriminalität.

L'idée d'un projet européen a émergé lors d'une formation dispensée à Bonn en décembre 2009 par le bureau allemand du projet « L'Europe pour les citoyen(ne)s ». De concert avec le groupe « Europe » de l'Association Nationale des visiteurs de prison (ANVP) le Forum européen de politique criminelle appliquée (EFK) a développé l'idée d'échanges de volontaires/bénévoles intervenant en prison; dans le même temps il fut décidé de se donner comme objectif de formuler des standards pour l'engagement bénévole dans ce domaine.

La documentation ci-jointe présente ce projet commun de l'ANVP et de l'EFK depuis sa mise en place, le déroulement et le contenu des rencontres et colloques jusqu'aux « recommandations européennes pour l'engagement bénévole en prison » que nous avons formulées en commun. Nous invitons tous les citoyen(ne)s, toutes les institutions et organisations intéressées, les responsables politiques à tous les niveaux à poursuivre la discussion sur la participation de la société civile à la réflexion sur la politique criminelle.

Anne-Marie Klopp

René Foltzer

Wolfgang Krell

2. Recommandations européennes pour le bénévolat en prison

Préambule

Depuis le mois de septembre 2010, sous l'égide de l'Association Nationale des Visiteurs de Prison, et du Forum Européen de Politique Criminelle Appliquée, ont eu lieu dans diverses villes européennes, des rencontres transfrontalières entre bénévoles intervenant en milieu carcéral.

Les participants à ces rencontres ont cherché à

- observer et analyser les pratiques des bénévoles de différents pays européens auprès des personnes incarcérées, en vue d'un enrichissement mutuel;
- trouver les moyens d'augmenter la visibilité, la connaissance et la compréhension du milieu carcéral dans nos sociétés.

L'objectif ultime est d'améliorer la réintégration des personnes incarcérées dans la société civile, – sachant que presque toutes reviendront dans la société.

Il est donc de l'intérêt général que la prison soit un lieu où la personne détenue exécute sa peine dans des conditions telles qu'elle puisse en comprendre le sens et préparer son retour dans la société dans les meilleures conditions. Tout au long de l'exécution de sa peine, il conviendra de veiller à ce qu'elle reste en capacité de demeurer actrice de sa propre vie. Cette conviction doit guider les personnes professionnelles ou bénévoles intervenant auprès des personnes détenues.

Notre réflexion et notre action d'aujourd'hui et de demain reposent sur deux convictions simples:

- Aucune personne humaine n'est réductible à son acte.
- Seule une personne ayant un certain sens de sa dignité peut vivre debout et assumer ses responsabilités de citoyen.

Pour un retour réussi dans la société civile à l'issue de la détention l'une des conditions est la création de ponts entre l'extérieur et l'intérieur. La présence humaine et active de bénévoles en milieu carcéral s'avère une nécessité. Ceci d'autant plus que la crise économique, sociale et de sens que connaît la société civile européenne donne une acuité particulière à la nécessité de l'intervention de ses représentants en détention.

Il nous semble important de souligner deux points :

- Les bénévoles intervenant en prison ont un rôle bien spécifique: ils interviennent gratuitement au sens propre et figuré du terme, et n'ont d'autre

mandat que d'écouter et de chercher à établir une relation confidentielle de personne à personne, de citoyen à citoyen comme traits d'union entre les détenus à l'intérieur et la société à l'extérieur.

- Il importe par ailleurs de développer, consolider, les relations entre les bénévoles et les professionnels intervenant en milieu pénitentiaire, dans un climat de respect mutuel. Nous constituons les maillons d'une chaîne qui vise à permettre un meilleur équilibre de nos sociétés civiles.

Du côté institutionnel, les Règles Pénitentiaires Européennes, adoptées en 1973 par le Conseil de l'Europe, dont la dernière mise à jour date de 2006, constituent „un ensemble de règles minima portant sur les aspects de l'administration pénitentiaire qui sont essentiels pour assurer des conditions humaines de détention et un traitement positif dans le cadre d'un système moderne et progressif.“

Du côté des intervenants en détention, notamment des volontaires bénévoles, il apparaît en revanche des pratiques et des statuts très divers d'un pays à l'autre, en fonction de leur ancrage institutionnel.

Pour améliorer la traduction en actes de notre bénévolat en faveur des personnes incarcérées et de nos sociétés, il nous est donc apparu utile de présenter aux autorités responsables, dans nos différents pays européens, un certain nombre de recommandations.

Recommandations

I. Signification du bénévolat en milieu pénitentiaire

La définition du bénévolat telle qu'elle a été donnée par le Centre Européen du Volontariat à Bruxelles (Manifeste 2006) inscrit l'activité du volontaire bénévole dans un contexte sociétal large:

Le bénévolat est une activité entreprise:

- selon la volonté, le choix et la motivation d'une personne;
- sans souci de gain financier (non rémunérée);
- dans des structures organisées ...
- dans le but de profiter à quelqu'un d'autre que le bénévole, et à la société en contribuant aux valeurs d'intérêt général »

Les bénévoles en milieu pénitentiaire:

- font entrer dans le monde très réglementé de la prison le quotidien de l'extérieur.
- peuvent intervenir de diverses manières, par exemple dans des rencontres

individuelles ou des activités de groupes.

- ont un rôle de témoins de la réalité carcérale dans la société civile.
- ont besoin d'un agrément, doivent respecter le règlement intérieur de la prison, mais ne dépendent pas de l'administration pénitentiaire.
- n'entrent pas dans une logique de performance : ils vivent une rencontre humaine avec un concitoyen.

II. Cadre et conditions d'exercice du bénévolat en prison

1. Organisation du bénévolat

Recrutement

- Le recrutement doit respecter le spectre varié de la société.
- Chaque candidat doit être reçu en entretien par une personne spécifiquement désignée à cet effet, pour une évaluation de ses motivations et ses aptitudes.

Formation

- Les bénévoles reçoivent une formation obligatoire et – dans toute la mesure du possible – préalable à leur début d'activité.
- Au cours de cette formation, les bénévoles reçoivent des informations spécifiques sur le fonctionnement de la prison, les règles de sécurité, la confidentialité, l'écoute et autres formes de communication, et l'attitude vis-à-vis des personnes détenues.

Agrément et retrait d'agrément

- Pour l'agrément, des règles claires doivent être respectées ; la procédure ne doit normalement pas excéder 6 mois.
- Avant tout retrait de l'agrément, le bénévole doit être entendu.

Accompagnement et formation continue

- Un bénévole doit pouvoir bénéficier de l'accompagnement et du soutien d'une personne responsable.
- Les bénévoles devraient participer régulièrement à des formations et des échanges d'informations.
- Chaque bénévole devrait être rattaché à une organisation

2. Relations avec l'établissement pénitentiaire

- Des règles claires doivent être définies par les autorités compétentes concernant la possibilité d'intervention de bénévoles en milieu carcéral.
- Les bénévoles et les membres du personnel collaborent à des buts communs.
- Les bénévoles doivent avoir un référent au sein de l'établissement.
- Les personnes détenues et le personnel doivent être informés du droit pour les personnes détenues de rencontrer des bénévoles, et de participer aux activités qu'ils proposent.
- La direction rencontre les bénévoles au moins une fois par an.
- L'administration met à la disposition des bénévoles des locaux et des horaires appropriés pour leurs activités.
- Les bénévoles sont assurés dans l'exercice de leur activité. Un remboursement des frais est proposé.

Conclusions

Les rencontres transfrontalières, qui ont permis de recueillir les éléments nécessaires à l'élaboration de ces recommandations, devront, elles aussi, se renouveler dans l'avenir. Mais, pour y parvenir, nos associations ont besoin de subventions adéquates. Aussi les bénévoles européens demandent aux Institutions européennes un soutien tant matériel que moral.

Le texte des recommandations préparé sur la base de réflexions menées en groupe, et adopté lors du colloque européen à Trèves du 26 au 29 mai 2011 devra faire l'objet d'une large diffusion auprès des membres de nos différentes associations. De plus il devra donner lieu à une démarche commune permettant de le faire valoir auprès des autorités européennes.

Nous espérons que ces recommandations offriront un soutien aux bénévoles en prison ainsi qu'une orientation au milieu pénitentiaire en Europe.

Europäische Empfehlungen zum freiwilligen Engagement im Strafvollzug

Präambel

Das Europäische Forum für angewandte Kriminalpolitik - EFK und die französische Association Nationale des Visiteurs de Prison - ANVP haben seit September 2010 grenzüberschreitende Treffen zwischen freiwillig Engagierten im Strafvollzug in verschiedenen europäischen Städten organisiert.

Dabei wollten die Teilnehmer/innen dieser Treffen,

- die Praxis der Freiwilligenarbeit mit Strafgefangenen in verschiedenen europäischen Ländern analysieren, um sich gegenseitig mit ihrem Wissen zu bereichern,
- Wege suchen, um die Sichtbarkeit des Strafvollzugs in der Gesellschaft, das Wissen und das Verständnis darüber zu verbessern.

Das eindeutige Ziel ist die Wiedereingliederung der inhaftierten Menschen in die Zivilgesellschaft - im Bewusstsein, dass fast alle wieder in die Gesellschaft zurückkommen.

Daher liegt es im allgemeinen Interesse, dass das Gefängnis zu einem Ort wird, wo ein inhaftierter Mensch seine Strafe unter solchen Bedingungen verbüßt, die ihm deren Sinn verstehen lassen und die ihn bestmöglich auf seine Entlassung vorbereiten. Es muss während der gesamten Dauer der Inhaftierung immer darauf geachtet werden, dass die Person in die Lage versetzt wird, Herrin ihres eigenen Lebens zu bleiben. Diese Überzeugung sollte eine Richtschnur sowohl für die beruflichen wie auch für die freiwilligen Mitarbeiter/innen im Strafvollzug sein.

Unser aktuelles und zukünftiges Tun und Reflektieren beruhen auf zwei einfachen Grundüberzeugungen:

- Kein Mensch kann nur auf seine Tat reduziert werden.
- Nur eine Person, die ein gewisses Bewusstsein seiner Würde hat, kann aufrecht leben und Verantwortung für sich als Bürger/in übernehmen.

Um eine erfolgreiche Rückkehr in die Gesellschaft nach der Haftentlassung zu ermöglichen, müssen Brücken zwischen draußen und drinnen gebaut werden. Die Anwesenheit von Freiwilligen als Mitmenschen und Gesprächspartner im Strafvollzug ist unbedingt notwendig.

Diese Notwendigkeit, dass Vertreter/innen der Zivilgesellschaft im Strafvollzug aktiv sind, hat eine besondere Aktualität, die durch die wirtschaftliche und soziale Krise wie auch die Sinnkrise, die die europäische Zivilgesellschaft derzeit erlebt, hervorgerufen wird.

Zwei Punkte sind zu betonen:

- Die Freiwilligen im Strafvollzug haben eine sehr spezifische Rolle: sie arbeiten umsonst im eigentlichen und übertragenen Sinne des Wortes, und haben keinen anderen Auftrag als zuzuhören und zu versuchen, eine Beziehung des Vertrauens zwischen zwei Personen, von Bürger/in zu Bürger/in aufzubauen – als Verbindung zwischen den Gefangenen drinnen und der Gesellschaft draußen.
- Darüber hinaus geht es darum, die Beziehungen zwischen den freiwilligen und beruflichen Mitarbeiter/innen im Strafvollzug zu sichern und weiterzuentwickeln – in einem Klima des gegenseitigen Respekts. Wir sind die Glieder einer gemeinsamen Kette und wollen gemeinsam zu einem besseren Gleichgewicht in unserer Gesellschaft beitragen.

Als formelle Grundlage stellen die Europäischen Strafvollzugsgrundsätze, die 1973 vom Europarat verabschiedet und das letzte Mal 2006 revidiert worden sind, „eine Sammlung von Mindestgrundsätzen für alle Bereiche des Strafvollzugs dar“, „die für menschenwürdige Bedingungen und eine förderliche Behandlung in zeitgemäßen, fortschrittlichen Strafvollzugssystemen wesentlich sind“.

Seitens aller Mitarbeiter/innen im Strafvollzug, und insbesondere der Freiwilligen, sind die Praxis und die Regeln der institutionellen Verankerung in Europa von Land zu Land aber sehr verschieden.

Um unseren Einsatz als freiwillig engagierte Bürger/innen für die Gefangenen und für die Gesellschaft noch besser zu ermöglichen, erschien es uns sinnvoll, den zuständigen Behörden in unseren verschiedenen europäischen Ländern, einige Empfehlungen vorzulegen.

Empfehlungen

I. Bedeutung des freiwilligen Engagements im Strafvollzug

Das Europäische Freiwilligen-Zentrum in Brüssel verankert mit seiner Definition (Manifest 2006) das freiwillige Engagement in einem breiteren sozialen Kontext:

„Freiwillige engagieren sich:

- aus freiem Willen und aus eigenem Antrieb heraus
- unentgeltlich
- in einem organisierten Rahmen...
- mit dem Ziel, sich für andere einzusetzen und dadurch einen Beitrag für die Gesellschaft im Ganzen zu leisten.“

Das freiwillige Engagement im Strafvollzug

- bringt den Alltag von „Draußen“ in die sehr reglementierte Welt des Strafvollzuges.
- findet in unterschiedlichen Formen statt, z.B. in Einzelkontakten oder Gruppenangeboten.
- ist eine wichtige gesellschaftliche Aufgabe, da die Freiwilligen auch Multiplikatoren für die Realität des Strafvollzugs in die Gesellschaft sind.
- bedarf der Zulassung, respektiert die Hausordnung der Justizvollzugsanstalt, wird aber nicht von der Strafvollzugsbehörde bestimmt.
- bewegt sich nicht in der Logik des Leistungsdenkens, sondern ist eine menschliche Begegnung mit einer/m Mitbürger/in.

II. Rahmenbedingungen für das freiwillige Engagement im Strafvollzug

1. Organisation des freiwilligen Engagements

Gewinnung

- Freiwillig Engagierte sollen ein möglichst vielfältiges Spektrum der Gesellschaft widerspiegeln.
- Der/die Freiwilligenkoordinator/in (Verantwortliche für die Freiwilligenarbeit) soll in einem persönlichen Gespräch Eignung und Motivation prüfen.

Ausbildung

- Die Freiwilligen werden in der Regel vor Beginn ihres Einsatzes für ihre Tätigkeit ausgebildet. Dadurch erwerben sie spezifische Kenntnisse, insbesondere zum Ablauf des Strafvollzuges, Sicherheitsvorschriften, Verschwiegenheit, (Zuhören) Kommunikation und Umgang mit den Inhaftierten.
- Bei der Konzeption und der Durchführung dieser Ausbildung arbeiten Berufliche und Freiwillige zusammen.

Zulassung

- Für die Zulassung und deren Entzug sind eindeutige Regeln einzuhalten. Die Zulassung darf in der Regel nicht länger als sechs Monate dauern.
- Der/die Freiwillige muss beim Entzug der Zulassung gehört werden.

Begleitung und Fortbildung

- Jede/r Freiwillige/r erhält Begleitung und Unterstützung durch eine verantwortliche Person (Freiwilligenkoordinator/in).
- Sie sollen an Fortbildungen, Erfahrungsaustausch o.ä. teilnehmen.
- Jede/r Freiwillige sollte in eine Organisation eingebunden sein.

2. Beziehung zur Justizvollzugsanstalt

- Die Möglichkeit der freiwilligen Tätigkeit im Strafvollzug muss bei den zuständigen staatlichen Organen verbindlich geregelt sein.
- Freiwillige und Mitarbeiter/innen der JVA arbeiten gemeinsam an den Zielen des Strafvollzugs.
- Die Freiwilligen haben eine/n Ansprechpartner/ in der JVA.
- Gefangene und Mitarbeiter/innen des Strafvollzugs werden über das Recht der Gefangenen, Freiwillige zu treffen und deren Angebote, informiert.
- Die Anstaltsleitung bietet mindestens einmal im Jahr ein Treffen mit den Freiwilligen an.
- Die Anstalt stellt angemessene Räumlichkeiten und Besuchszeiten für die Arbeit der Freiwilligen zur Verfügung.
- Die Anstalt stellt den Versicherungsschutz sicher und eine Kostenerstattung wird angeboten.

Schluss

Die grenzüberschreitenden Treffen, die es möglich machten, die notwendigen Elemente für die Ausarbeitung dieser Empfehlungen zusammen zu tragen, sollen auch in Zukunft weitergeführt werden. Um dies zu erreichen sind aber entsprechende Zuschüsse notwendig. Auch die Freiwilligen im Strafvollzug in Europa brauchen eine moralische wie auch materielle Unterstützung.

Die Empfehlungen, die auf der Basis der Überlegungen aus den lokalen Treffen entworfen und auf der Europäischen Tagung vom 26. – 29. Mai 2011 in Trier beschlossen wurden, sollen in unseren verschiedenen Vereinen und Organisationen weit verbreitet werden. Außerdem werden sich EFK und ANVP gemeinsam an die europäischen Behörden wenden, um eine Anerkennung zu erreichen.

Wir hoffen, dass diese Empfehlungen für die Freiwilligen im Strafvollzug eine Unterstützung und für den Strafvollzug in Europa eine Orientierung geben.

3. Inhalt des Projekts

- Dokumentation des Antrages vom Februar 2010 -

CITIZENSHIP EACEA

Action 2 - Une société civile active en Europe

Soutien aux projets initiés par des organisations de la société civile

Bürger integrieren Bürger – BIB

Antrag Stand Februar 2010

A – Antragssteller

Europäisches Forum für angewandte Kriminalpolitik e.V.

Programmbeauftragte: Anne-Marie Klopp

Ziele und Tätigkeiten der Einrichtung

Das EFK verfolgt gemeinnützige Zwecke im Sinne der Abgabenordnung. Zweck des Vereins ist die Förderung und Unterstützung der Völkerverständigung und des europäischen Einigungsprozesses, insbesondere im Bereich der Sozial- und Kriminalpolitik, des gegenseitigen Verständnisses von unterschiedlichen Ansätzen in der Sozial- und Kriminalpolitik, des sozial- und kriminalpolitischen Fortschritts, der Vermittlung von sozial- und kriminalpolitischen Innovationen, der sozialen Integration und der Stärkung gesellschaftlicher Subsidiarität.

Dies wird insbesondere verwirklicht durch instanzenübergreifenden und interdisziplinären Informations- und Meinungsaustausch von Mitgliedern politischer Organisationen, der Kirchen, der öffentlichen Verwaltung, freier Träger und interessierter Bürgerinnen und Bürgern über Kriminalität, Erweiterung des Wissens über Art und Ausmaß der sozialen Ausgrenzung sowie Gewinnung von Multiplikatoren für bürgerschaftliches Engagement.

Rolle im Projekt

Das EFK organisiert seit über 10 Jahren Europäische Tagungen zum Erfahrungsaustausch für Praktiker/innen in kriminalpolitischen Arbeitsfeldern. Als Antragsteller übernimmt das EFK die rechtliche Trägerschaft und arbeitet dabei eng mit der ANVP zusammen. Anne-Marie Klopp ist zweisprachige Kriminologin und koordiniert das Projekt ehrenamtlich für das EFK. Die zweisprachigen Mitglieder des EFK (Deutsch und Französisch) stellen die jeweilige Übersetzung sicher.

Das EFK übernimmt mit Unterstützung der ANVP die Organisation der Veranstaltungen, sorgt für die Dokumentation der Ergebnisse und die Herausgabe des geplanten Buches sowie die Ausbreitung der Ergebnisse sowie die finanzielle Abwicklung.

B – Partnereinrichtung

Association Nationale des Visiteurs de Prison – ANVP
Programmbeauftragter: René Foltzer

Ziele und Tätigkeiten der Einrichtung

Die Association Nationale des Visiteurs de Prison (Nationaler Verband der ehrenamtlichen Besucher/innen im Strafvollzug, auch ANVP genannt) ist seit 1951 als gemeinnützig und seit 2002 als ein nationaler Verein für Jugend und Volksbildung anerkannt. Ziel des Vereins ist, inhaftierten Personen und ihren Angehörigen während der Haft immateriell und materiell zu helfen, die Resozialisierung der inhaftierten Personen bei der Entlassung zu unterstützen und zu fördern. Unter anderem gehören zum Tätigkeitsbereich der regelmäßige Besuch, die Förderung von Stellen, die Haftentlassene oder ihre Familien aufnehmen, die Zusammenarbeit mit anderen Vereinen, die zum Zwecke haben, auf die spezielle Problematik der Inhaftierten aufmerksam zu machen, die Vorbereitung und Durchführung von Veranstaltungen, um die Ziele besser bekannt zu machen und weitere Ziele zu entwickeln. 2008 wurde eine Gruppe EUROPA gegründet, um auf Europa-Ebene eine Vernetzung anzustoßen.

Rolle im Projekt

Die ANVP ist ein nationaler Verband der Ehrenamtlichen Betreuer/innen im Strafvollzug. Er organisiert in Frankreich diese aktiven Bürger/innen und knüpft seit kurzem Verbindungen zu den Nachbarländern. Durch die jahrzehntelange Erfahrung in ihrem Engagement bringen sie wichtige Impulse für die Diskussion auf europäische Ebene ein. Die lokalen Gruppen von ANVP organisieren vor Ort mit Ehrenamtlichen/Freiwilligen aus den Nachbarländern lokale Austauschtreffen und bringen mit Sprecher/innen dieser Treffen ihre Ergebnisse in die weiteren Diskussionen ein. Das Projekt wird von der Europa-Gruppe der ANVP als enger Partner des Antragsstellers organisiert. René Foltzer als Leiter der Europa-Gruppe koordiniert das Projekt ehrenamtlich für ANVP. Die zweisprachigen Mitglieder der ANVP (vor allem Deutsch und Französisch, aber auch Englisch und Spanisch) stellen die Übersetzung sicher.

C – Beschreibung des Projektes

Laufzeit: 1.8.2010 – 30.6.2010

Orte der Aktivitäten:

- für grenzüberschreitende Austauschtreffen: verschiedene grenznahe Orte in Deutschland, Belgien, Frankreich, England
- für Arbeitstreffen: Brüssel – Belgien
- für Tagung: Trier – Deutschland

Kurzbeschreibung des Projektes

Bürger integrieren Bürger: Re-Integration und Resozialisierung von inhaftierten Mitbürger/innen ist letztendlich nur durch aktive Mit-Bürger/innen möglich, die durch ihr Engagement gemeinsame europäische Werte verwirklichen und gleichzeitig die Ausgrenzung von straffällig gewordenen Mitbürger/innen verhindern.

Das Erreichen von Innerer Sicherheit und die damit verbundene notwendige Resozialisierung von Straffälligen ist europaweit ein aktuelles Thema. Durch die Inhaftierung bewusst aus der Gesellschaft ausgeschlossen, um ihre Strafe zu verbüßen, stellt sich bereits während der Haft die Frage, wie die Strafgefangenen in Freiheit ein straffreies Leben führen können.

Seit Jahrzehnten hat das ehrenamtliche/freiwillige Engagement aus der Zivilgesellschaft eine Tradition im Bereich des Strafvollzugs. Ziel des Projektes ist es den grenzüberschreitenden Austausch zwischen aktiven Bürger/innen im Strafvollzug anzustoßen. Es werden dabei die konkreten Einsatzbedingungen eruiert und Gemeinsamkeiten und Unterschiede festgestellt und dokumentiert. Dazu finden lokale Austauschtreffen zwischen den Ländern Belgien, Deutschland, England, Frankreich, die Schweiz, Spanien, Polen, Tschechische Republik statt. Die Ergebnisse dieser lokalen Treffen werden von Sprecher/innen bei einem Arbeitstreffen in Brüssel zusammengetragen und Entwürfe für die zu beschließenden Standards und Empfehlungen diskutiert. Am Ende ist in einer Europäischen Tagung die Verabschiedung von europäischen Standards und Empfehlungen für das Mitwirken der Zivilgesellschaft im Strafvollzug geplant.

Aktive Bürger, die sich im Strafvollzug engagieren, können vom Austausch persönlich profitieren, indem sie voneinander lernen und mit neuen Ideen ihrer Tätigkeit bei den straffällig gewordenen Mitbürger/innen nachgehen. Durch das Projekt entsteht eine nachhaltige europäische Vernetzung dieser engagierten Bürger/innen, was einen Gewinn für die jeweiligen Länder wie auch für Europa insgesamt bedeutet.

D – Technische Leistungsfähigkeit

Erfahrung der Partner auf dem Gebiet

Das EFK besteht seit über 10 Jahren und organisiert seitdem jährlich Europäische Tagungen zum kriminalpolitischen Themen in einem europäischen Land (unter anderem in Deutschland, Ungarn, Polen, Schweiz, Frankreich, Tschechische Republik). Die Aktiven im EFK sind Praktiker aus allen Feldern der Kriminalpolitik aus vielen europäischen Ländern, insbesondere auch aus dem Strafvollzug und dort sowohl berufliche wie auch freiwillig tätig.

Die ANVP ist ein nationaler Verband der Ehrenamtlichen Besucher im Strafvollzug und organisiert auf alle zwei Jahre nationale Tagungen der Ehrenamtlichen. Sie sind anerkannt vom französischen Justizministerium und dort regelmäßiger Gesprächspartner zu Fragen des Ehrenamtes im Strafvollzug. Die Mitglieder der ANVP knüpfen seit einigen Monaten Kontakte zu Ehrenamtlichen im Strafvollzug in den Nachbarländern Frankreichs.

E – Ziele und Prioritäten des EU-Programmes

Unser Projekt entspricht den ausgewählten Zielen, weil:

Im Projekt tauschen sich engagierte Bürger/innen verschiedener europäischer Länder in persönlichen Treffen über ihr Engagement, ihre gemeinsamen Werte und ihre gemeinsamen Vorstellungen eines demokratischen Europas aus. Dabei diskutieren sie gemeinsam über ihre Vorstellungen von Europäischer Bürgerschaft und erarbeiten Empfehlungen und Standards für die Europäische Politik. Durch ihre gemeinsames Ziel, der Wahrung der Menschenwürde und des Bürgerrechtes von Strafgefangenen sowie einer gelingenden Wiedereingliederung stärken sie ihre europäische Identität, die auf den grundlegenden Menschenrechten für alle Menschen in Europa basiert. Gleichzeitig wird Toleranz und Verständnis sowohl der aktiven Ehrenamtlichen untereinander wie auch für die Strafgefangenen vermittelt. Das freiwillige Engagement der Bürger/innen stellt dabei ein wichtiges Feld des informellen Lernens dar, wodurch sie umfangreiche Kompetenzen erlernen.

Resozialisierung ist ein außerordentlich wichtiges Thema für Europa und gerade die Bedeutung des bürgerschaftlichen Engagements für die Re-Integration von straffällige gewordenen Mitbürger/innen muss auf europäische Ebene noch deutlicher werden. Zu oft wird die Resozialisierung nur von staatlichen Behörden und professionellen sozialen Dienstleistern angestrebt und die Rolle der Mitbürger vergessen, obwohl Urteile doch im Namen des Volkes ausgesprochen werden und der Strafvollzug die Resozialisierung zur Sicherung der Bevölkerung betreibt.

Das Projekt hat aufgrund der hohen Zahl von Menschen mit Migrationshintergrund

im Strafvollzug auch einen direkten Bezug zur Problem der Immigration in Europa und gerade ehrenamtlich aktive Bürger/innen mit Migrationshintergrund haben eine wichtige Bedeutung.

Das Europäische Jahr gegen Armut und Ausgrenzung 2010 wie auch das Europäische Jahr des freiwilligen Engagements 2011 sprechen Themen an, die für das Engagement der Ehrenamtlichen im Strafvollzug Alltag sind. Gerade sie können hier wichtige Impulse zu den beiden aktuellen Themenjahren geben.

Relevanz des Projektes und der vorgeschlagenen Methoden

EFK und ANVP haben sich zum Ziel gesetzt, freiwilliges und ehrenamtliche Engagement zu fördern. Zielgruppe des Projektes sind Ehrenamtliche im Strafvollzug aus verschiedenen Ländern Europas. In einem methodischen Dreischritt sind lokale Austauschtreffen, ein Arbeitstreffen mit Sprecher/innen der lokalen Treffen und eine Europäische Tagung geplant. Anknüpfungspunkt ist die konkrete Praxis, denn dadurch werden gerade Ehrenamtliche angesprochen, die keine theoretischen Diskussionen führen wollen.

- **Lokale Austauschtreffen:**

EFK und ANVP organisieren gemeinsam lokale Austauschtreffen von Ehrenamtlichen im Strafvollzug an grenznahen Städten. ANVP übernimmt dabei schwerpunktmäßig die Zusammenarbeit mit den Nachbarländern Frankreichs (England, Spanien, Belgien, Deutschland, Schweiz) – das EFK die Kooperation mit Nachbarländern Deutschlands (Belgien, Luxemburg, Polen, Tschechische Republik).

Inhalt ist die Darstellung der jeweiligen lokalen Arbeitssituation der Ehrenamtlichen, die Diskussion von Unterschieden und Gemeinsamkeiten sowie die Formulierung von Anregungen für europäische Standards und Empfehlungen.

Dabei wird jeweils mit Organisationen zusammengearbeitet, die in diesen Ländern Ehrenamtliche im Strafvollzug vernetzen, wobei der jeweilige nationale Entwicklungsstand hier sehr unterschiedlich ist (z.B. England: nationaler Verband; Belgien: wallonischer Verein in Gründung; Deutschland: keine nationale Vernetzung).

- **Arbeitstreffen in Brüssel:**

Es fungiert als eine Art Zwischentreffen, um die Ergebnisse der lokalen Treffen zu sichern, zusammenzuführen und die geplanten Standards und Empfehlungen vorzubereiten. Hier kooperieren ANVP und EFK mit dem französischsprachigen, belgischen Verein der Ehrenamtlichen im Strafvollzug in Gründung.

Inhaltlich geht es dabei um

- die Zusammenfassung der Unterschiede und Gemeinsamkeiten

- die Zusammenfassung zum aktuellen Stand der Rahmenbedingungen für Ehrenamtliche im Strafvollzug in den jeweiligen Ländern
- die Darstellung der Vor- und Nachteile einzelner nationaler Regelungen
- die Erarbeitung von Entwürfen und Diskussionsvorschläge für Europäische Standards und Empfehlungen

- **Europäische Tagung in Trier:**

Veranstaltet wird diese Tagung im Robert-Schumann-Haus, Partner der Tagung ist die Kath. Akademie Trier, die ein europäisches Profil hat. Zielgruppe sind neben den am Projekt beteiligten aktiven Ehrenamtlichen Fachleute, Wissenschaftler und Europa-Politiker aus den kriminal- und sozialpolitischen Arbeitsfeldern.

Inhaltlich geht es um

- die Darstellung der politischen und sozialen Dimension des bürgerschaftlichen Engagements für die Resozialisierung von Strafgefangenen
- die Darstellung einer Europäischen Kriminalpolitik, der unterschiedlichen lokalen Praxis und die Rolle der Europäischen Zivilgesellschaft
- die Verabschiedung von Europäischen Standards und Empfehlungen für das ehrenamtliche und bürgerschaftliche Engagement im Strafvollzug
- Diskussion der Ergebnisse mit Europapolitikern, die Verantwortung für Kriminalpolitik, Sozialpolitik und Engagementpolitik haben.

Für die Dokumentation der Ergebnisse wird ein Buch veröffentlicht. Gleichzeitig werden EFK und ANVP die Ergebnisse auch auf ihren Internetseiten darstellen und zur Diskussion stellen. Eine weitere Vernetzung auf europäische Ebene ist angestrebt. Dadurch wird die Rolle der Zivilgesellschaft in Europa gestärkt und ihre Bedeutung für ein zentrales Thema Europas, Umgang mit Kriminalität und Resozialisierung von Straffälligen, hervorgehoben.

Erwartete Auswirkungen

Die Ehrenamtlichen im Strafvollzug in Europa werden in ihrer Arbeit und in ihren gemeinsamen Werten ihres Engagements gestärkt durch den persönlichen Austausch. Sie erkennen die Unterschiede der verschiedenen Länder, aber auch die Gemeinsamkeiten des bürgerschaftlichen Engagements für Resozialisierung in Europa.

Die nationalen Netzwerke dieser aktiven Bürger/innen werden zusammengeführt bzw. die Gründung von nationalen Netzwerken wird angeregt. Auf europäischer Ebene wird die Kooperation der nationalen Netzwerke angestoßen und mit gemeinsamen Europäischen Standards und Empfehlungen werden nachhaltige Kooperationen und

eine europäische Vernetzung gestartet. Die Bedeutung der Ehrenamtlichen Arbeit im Strafvollzug wird herausgestellt und mit den verabschiedeten Standards und Empfehlungen wird eine zielgerichtete Diskussion im Nationalen Strafvollzugsbehörden und der europäischen Politik möglich.

Öffentlichkeitswirkung, Folgemaßnahmen und Evaluation

Der Verlauf des Projektes wird in den jeweiligen nationalen Netzwerken der Ehrenamtlichen im Strafvollzug weiter verbreitet, dazu dienen Verbandszeitschriften und Newsletter dieser Verbände. Darüber hinaus wird das Thema auch in nationalen Netzwerken der Straffälligenhilfe und der Engagementförderung eingebracht (das Bundesnetzwerk Bürgerschaftliches Engagement in Deutschland steht hier als Partner zur Verfügung).

Die laufende Beteiligung interessierter Bürger/innen ist über die regelmäßigen Projektberichte auf den Internet-Seiten von EFK und ANVP möglich.

Die Projektleiter/innen von EFK und ANVP kontrollieren in regelmäßigen Arbeitstreffen den Stand des Projektes und die Dokumentation der Ergebnisse. Für die lokalen Austauschtreffen wird ein Berichtsraster entworfen, um die Ergebnisse zu sichern. Entwürfe von Standards und Empfehlungen gehen zurück in die nationale Ebene zu Diskussion und Bearbeitung, gleichzeitig werden sie mit Fachleuten aus Kriminalpolitik, Straffälligenhilfe und Strafvollzug diskutiert.

Die Ergebnisse in Buchform werden versandt an Europa-Politiker, an nationale Strafvollzugsbehörden und an Netzwerke der Kriminalpolitik, Straffälligenhilfe, Engagementförderung und es wird zur Diskussion auf europäischer Ebene aufgerufen.

Publikation

Über das Projekt wird eine schriftliche Dokumentation erstellt, die als Buch in einer Auflage von 400 Stück herausgegeben wird. Inhalte sind

- die Beschreibung der unterschiedlichen Rahmenbedingungen in den verschiedenen europäischen Ländern
- die Bedeutung des ehrenamtlichen Engagements für die Resozialisierung von Strafgefangenen sowohl in Bezug auf die sozial- wie auch kriminalpolitische Entwicklung in Europa
- die Rolle der Bürger in einem geeinten Europa und die Notwendigkeit des stärkeren Einbezugs der Zivilgesellschaft in die gesamt-europäische Entwicklung
- die Europäischen Empfehlungen und Standards für ehrenamtliches Engagement im Strafvollzug

Die Dokumentation wird verteilt an aktive Ehrenamtliche im Strafvollzug, an die Strafvollzugsbehörden, an die Justizministerien der Länder bzw. Bundesländer, an nationale und europäische Politiker sowie an alle interessierten Verbände im Bereich der Kriminalpolitik, der Sozialpolitik und der Engagementpolitik und ist auch im Buchhandel erhältlich.

F- Tätigkeitsprogramm – Zeitplan

Lokale Austauschtreffen

Ablauf

- 10.00 Uhr: Besichtigung Justizvollzugsanstalt
- 11.30 Uhr: Austausch über aktuelle Rolle der Ehrenamtlichen im Strafvollzug und ihren Beitrag zur Resozialisierung
- 14.00 Uhr: Diskussion: Erwartungen der Ehrenamtlichen an den Strafvollzug und ihre zukünftige Bedeutung für die Resozialisierung
- 15.00 Uhr: Diskussion: Standards und Empfehlungen für Ehrenamtliche im Strafvollzug auf Europa-Ebene

Das Datum ist abhängig von der bei der JVA zu beantragenden Besuchsgenehmigung!

Inhalt:

- Stand der Arbeitsituation für Ehrenamtliche im Strafvollzug in den jeweiligen Ländern
- Feststellung der Unterschiede und der Gemeinsamkeiten und Dokumentation
- Dokumentation der Erwartungen für die zukünftige Entwicklung
- Dokumentation von Ideen und Vorschlägen für Europäische Standards und Empfehlungen

Arbeitstreffen der Sprecher/innen der lokalen Treffen

12. März bis 13. März 2011 Brüssel

Ablauf

1. Tag: Anreise bis 11.00 Uhr

- 11.00 Uhr: Beginn: Vorstellung der Ergebnisse aus den lokalen Austauschtreffen
- 14.00 Uhr: Diskussion und Zusammenführung der Unterschiede und Gemeinsamkeiten
- 18.00 Uhr: Abschluss

2. Tag

- 08.00 Uhr: Reflexion über den erreichten Stand der Diskussion
- 11.00 Uhr: Erarbeitung von Entwürfen für Europäische Standards und Empfehlungen
- 15.00 Uhr: Abschlussdiskussion und Verabschiedung der Entwürfe
- 16.00 Uhr: Ende des Arbeitstreffens

Inhalt

- Zusammenfassung zum aktuellen Stand der Rahmenbedingungen für Ehrenamtliche im Strafvollzug in den jeweiligen Ländern
- Zusammenfassung der Unterschiede und Gemeinsamkeiten
- Darstellung der Vor- und Nachteile einzelner nationaler Regelungen
- Erarbeitung von Entwürfen und Diskussionsvorschläge für Europäische Standards und Empfehlungen

Europäische Tagung

Mai 2011 Kath. Akademie Trier

Ablauf

1. Tag:

- vormittag: Europäische Kriminalpolitik und Europäische Zivilgesellschaft – Referate zur Bedeutung bürgerschaftlichen Engagements für die Resozialisierung und Bezug zur europäischen Politik
- nachmittag: Referate – Überblick über die jeweilige nationale Situation
- abends: Diskussion – Erwartungen an die Europäische Politik und an ein Europäisches Netzwerk

2. Tag:

- vormittag: Präsentation der Entwürfe aus dem Arbeitstreffen
- nachmittag: Arbeitsgruppen

3. Tag: Diskussion – Verabschiedung der Europäischen Standards

Inhalt

- Darstellung der politischen und sozialen Dimension des bürgerschaftlichen Engagements für die Resozialisierung von Strafgefangenen
- Darstellung einer Europäischen Kriminalpolitik, der unterschiedlichen lokalen Praxis und die Rolle der Europäischen Zivilgesellschaft
- Verabschiedung von Europäischen Standards und Empfehlungen für das ehrenamtliche und bürgerschaftliche Engagement im Strafvollzug

Stand Februar 2010

- Dokumentation -

Fragebogen zur Durchführung der lokalen Treffen

Um einen soweit wie möglich brauchbaren Vergleich zu erreichen, schlagen wir Ihnen einen Arbeitsplan für die Durchführung sowie einen Fragebogen vor. Vor der Diskussion wird ein Protokollführer bzw. eine Protokollführerin bestimmt. Ideal wäre, die Person verfügt über einen Laptop und kann direkt das Protokoll schreiben. Dies hängt aber von den gegebenen Ressourcen ab.

Vorbemerkungen

Soweit es möglich ist, wäre eine Vorstellungsrunde vor dem „Besuch“ der Anstalt sinnvoll. Die Zeitangaben können je nach Situation geändert werden.

I. Wie wird man heute ehrenamtliche Betreuerin bzw. ehrenamtlicher Betreuer?

1. Verfügt Ihr Staat über ein Strafvollzugsgesetz? Wenn ja, enthält es eine spezielle Norm bezüglich der Mitarbeit externer Ehrenamtlichen und insbesondere der ehrenamtlichen Betreuer/innen? Welche Rolle ist ihnen zuge-dacht? Wird spezifiziert, wer ihr(e) Ansprechpartner/in ist?
2. Falls Ihr Land über kein Strafvollzugsgesetz verfügt, gibt es einen offiziellen Text, der die Mitarbeit von ehrenamtlichen Betreuer/innen reguliert? Gilt er für den ganzen Staat oder nur lokal gar nur in der Anstalt, wo Sie tätig sind?
3. Welche Voraussetzungen müssen erfüllt werden, um den Status eines eh-renamtlichen Betreuers zu erhalten:
 - a) unmittelbare Anfrage bei der Anstalt, wo Sie tätig sein möchten?
 - b) Pflicht sich über einen Verein anzumelden? Wenn ja, handelt es sich um einen städtischen Verein oder um einen freien Träger?
 - c) Welche Verwaltungsschritte müssen vorgenommen werden?
 - d) Wer entscheidet über die mögliche Zulassung?
 - e) Müssen Sie einen Vertrag, eine Charta oder irgendeinen Text unterschreiben?
 - f) Bekommen Sie einen amtlichen Ausweis bei der Zulassung? Ist die Zulassung zeitlich begrenzt oder nicht?
 - g) Kann die Zulassung widerrufen werden? Wenn ja aus welchen Gründen?

4. Ausbildung und Unterstützung

- a) Müssen Sie eine Ausbildung mitmachen? Wenn ja, unter welcher Form?
- b) Gehören Sie einem Verein an? Wenn ja, handelt es sich um einen reinen für ehrenamtliche Betreuung gedachten Verein oder ist er Teil eines Vereins der Straffälligenhilfe, die der Justiz nahe steht oder unabhängig ist?
- c) Wo finden Sie Gehör, Unterstützung?
- d) Existiert ein nationaler oder ein bundesweiter Verein, wo alle lokalen Vereine für ehrenamtliche Betreuung vertreten sind? Wenn dies nicht der Fall ist, wie finden Sie Gehör bei der Strafvollzugsbehörde?

II. Welche Rolle spielt der ehrenamtliche Betreuer heute?

1. Ist Ihnen eine bestimmte Rolle zuge-dacht?
 - a) Wenn ja, unter welcher Form , durch wen und wie?
 - b) Wenn nicht, nach welchen Kriterien handeln Sie?
2. Wie verstehen Sie Ihre Rolle als ehrenamtlicher Betreuer? Möchten Sie:
 - a) Zuhören und einfach da sein? In anderen Worten geht es „einfach“ um eine Begegnung zwischen zwei Bürgern?
 - b) Hilfe anbieten im Sinne einer konkreten Hilfestellung in bestimmten Situationen (Familie den Rechtsanwalt kontaktieren, nach einer Wohnung und Arbeitsstelle suchen, Behördengänge erledigen...). Nur während der Haftzeit oder auch nach der Entlassung?
3. Kontakte zu anderen Stellen, die den Inhaftierten begleiten bzw. betreuen:
 - a) Im Falle einer konkreten Hilfestellung handeln Sie alleine oder in Zusammenarbeit mit dem Sozialdienst?
 - b) Haben Sie regelmäßig Kontakt zu den anderen Stellen, die Hilfestellungen anbieten? Sind Sie eventuell sogar dazu verpflichtet?
4. Kontakte zu Gericht
 - a) Sind Sie der Meinung, dass Sie für die Inhaftierten Partei zu ergreifen und sogar vor Gericht auszusagen haben?
 - b) Bleiben Sie lieber neutral?
5. Fühlen Sie sich aktiv an der Re-Integration, Wiedereingliederung, Resozia-lisierung beteiligt?
 - a) Wenn ja, warum
 - b) Wenn nicht, warum?

III. Welche Rolle in Zukunft?

1. Sind Sie der Meinung, die europäischen Strafvollzugsgrundsätze bringen Verbesserungen für die Inhaftierten und erleichtern Ihre Arbeit?
2. Was bedeutet für Sie die Privatisierung von Strafanstalten?
3. Inwiefern wirkt sich der Sicherheitsdiskurs auf Ihre Tätigkeit?
4. Möchten Sie in Zukunft auf Ihre Tätigkeit durch eine entsprechende Ausbildung vorbereitet werden? Wenn ja, sollte sie obligatorisch sein und welche Fragen sollten behandelt werden?
5. Laufen Sie Ihrer Meinung nach Gefahr, durch die Strafvollzugsbehörde „instrumentalisiert“ zu werden, falls diese eine engere Zusammenarbeit zwischen Ihnen und ihren Fachdiensten wünschte; zum Beispiel bei der Erstellung des Vollzugsplans?
6. Inwiefern würden alle angesprochenen Punkte Unklarheiten auslösen, welche der „Neutralität“ des ehrenamtlichen Betreuers schaden würden?
7. Worin besteht für Sie Ihre Rolle im Eingliederungsprozess ihrer straffällig gewordenen Mitbürger:
 - a) Möchten Sie mehr Handlungsfreiheit haben oder wünschen Sie sich im Gegenteil dazu, dass die Grenzen Ihrer Tätigkeit klar definiert werden?
 - b) Können Sie sich vorstellen, dass Ihr „Da Sein“ ohne besondere Ziele erreichen zu wollen, was einen Freiraum für den Inhaftierten öffnet, dem Inhaftierten dazu verhelfen kann, sein Selbstwertgefühl (zurück) zu erlangen, wieder gerade zu stehen und somit seinen Platz in der Gesellschaft einfacher zurück zu gewinnen?
 - c) Oder handelt es sich hier nur um einen schönen Diskurs, da konkrete Hilfestellungen wichtiger sind?

IV. Standards und Empfehlungen

Aufgrund dessen, was gerade dargestellt worden ist, scheint es unabdingbar:

1. Ausbildungsstandards zu entwickeln, die für alle ehrenamtlichen Betreuer Europa weit gelten, Standards, die auf nationaler bzw. Bundesebene mit den Strafvollzugsbehörden abgestimmt werden sollten; wünschenswert wäre es, dass während des Treffens konkrete Vorschläge gemacht werden und an die Verantwortlichen der Vereine weiter gegeben werden
2. Empfehlungen zu formulieren mit dem Zweck:
 - a) Die Wichtigkeit der Anwesenheit von Bürgern aus der Zivilgesellschaft im Strafvollzug zu betonen; dies, als Öffnung nach außen und als Mittel der Beteiligung der Zivilgesellschaft an dem Wiedereingliederungsprozess
 - b) Die Zulassung zu ehrenamtlicher Betreuung zu harmonisieren
 - c) Die Tätigkeitsfelder klar abzustecken
 - d) Die Zusammenarbeit mit den Strafvollzugsbehörden zu erleichtern...

Stand September 2010

Plan pour le déroulement des rencontres locales

Afin de pouvoir procéder à une comparaison aussi fiable que possible nous vous proposons un plan de travail pour les rencontres locales. Avant d'entrer en discussion une personne du groupe sera chargée de prendre les notes. L'idéal serait que cette personne dispose d'un ordinateur portable et soit en mesure de prendre les notes directement sur l'ordinateur. Mais à chacune et à chacun de voir de quelles ressources elle/il dispose.

Préliminaires

Pour autant que cela soit possible il serait bon qu'avant la visite de la prison un tour de table puisse avoir lieu pour que les participants se présentent. Les horaires que vous avez reçus pourront certainement être agencés en fonction des possibilités locales.

I. Comment devenir visiteur aujourd'hui

1. Existe-t-il une loi pénitentiaire dans votre pays? Si oui, consacre-t-elle une norme à l'intervention de bénévoles en prison et en particulier aux visiteurs de prison? Quel est le rôle qui leur est alors attribué? Précise-t-elle quelles sont leurs référents?
2. Au cas où votre pays ne dispose pas de loi pénitentiaire existe-t-il un texte officiel régulant l'intervention des visiteurs de prison? A-t-il valeur pour l'ensemble de votre pays ou n'est-il valable que pour votre région, votre Land voire la prison dans laquelle vous intervenez
3. Quelles sont les conditions d'admission à la fonction de visiteur:
 - a) Demande directe auprès de la direction de la prison où vous souhaitez intervenir?
 - b) Passage obligé par une association ? Si oui s'agit-il d'une association étatique ou d'une ONG?
 - c) Quelles sont les démarches administratives nécessaires?
 - d) Qui décide de l'agrément?
 - e) Devez-vous signer une convention, une charte ou tout autre papier?
 - f) Recevez-vous une carte au moment de l'agrément? Est-ce que l'agrément est définitif ou limité dans le temps ?
 - g) Peut-on perdre son agrément et si oui pour quelles raisons?
4. Formation et soutien
 - a) Est-ce qu'une formation est exigée? Si oui sous quelle forme?
 - b) Appartenez-vous à une association? Si oui est-elle uniquement une association de visiteurs de prison ou s'inscrit-elle dans une association

d'aide aux justiciables soit proche de la Justice ou encore indépendante?

- c) Où pouvez-vous trouver une écoute, un soutien?
- d) Existe-t-il une association nationale ou fédérale qui regroupe toutes les associations locales de visiteurs de prison dans votre pays? Si ce n'est pas le cas comment vous faites-vous entendre auprès de l'administration pénitentiaire?

II. Quel rôle joue le visiteur aujourd'hui?

1. Est-ce qu'un rôle précis vous est imparti?
 - a) Si oui sous quelle forme, par qui et comment?
 - b) Si non selon quels critères agissez-vous?
2. Comment concevez-vous votre rôle de visiteur ? S'agit-il:
 - a) D'écouter sans autre but que d'être là? En d'autres termes s'agit-il pour vous d'une « simple » rencontre de citoyen à citoyen?
 - b) D'apporter de l'aide dans le sens d'aider concrètement dans des situations précises (contacter la famille, l'avocat etc. aider à trouver un logement, un travail, régler des questions administratives...). Aider durant la détention uniquement ou encore après la détention?
3. Relations avec les autres services prenant en charge ou accompagnant le détenu
 - a) Dans le cas d'une aide concrète agissez-vous seul(e) ou faites-vous cela en relation avec les services sociaux?
 - b) Entretenez-vous des relations régulières avec les autres services de prise en charge? Y êtes-vous éventuellement tenu(e)?
4. Relations avec le tribunal
 - a) Pensez-vous que vous devez prendre parti pour les détenus au point de témoigner au tribunal ou
 - b) Préférez-vous rester neutre?
5. Vous sentez-vous acteurs de ré-intégration, ré-insertion, re-socialisation?
 - a) Si oui pourquoi?
 - b) Si non pourquoi?

III. Quel rôle pour le visiteur de demain?

1. Pensez-vous que les Règles Pénitentiaires Européennes apportent un mieux aux détenus et facilitent votre intervention auprès d'eux?
2. Que représente pour vous la privatisation des établissements pénitentiaires?
3. En quoi le discours sécuritaire entrave-t-il votre travail?
4. Souhaitez-vous à l'avenir pouvoir suivre une formation de base qui vous prépare à votre intervention? Si oui devrait-elle être obligatoire et quelles seraient à votre avis les questions à aborder?
5. Existe-t-il à vos yeux un danger d'« instrumentalisation » par l'administration pénitentiaire dans la mesure où elle souhaiterait une collaboration plus étroite entre vous et ses services par exemple lors de l'élaboration du plan d'exécution de peine
6. En quoi tous les éléments évoqués pourraient-ils conduire à une confusion des rôles qui nuirait à la « neutralité » du visiteur
7. En quoi consiste pour vous votre rôle dans le processus d'intégration de vos concitoyens justiciables :
 - a) Voulez-vous plus de liberté d'action ou au contraire
 - b) Souhaitez-vous que les limites de votre intervention soient clairement définies ?
 - c) Pouvez-vous vous imaginer qu'une simple présence sans but précis à atteindre mais qui ouvre un espace d'expression libre où la parole du détenu n'est pas récupérée puisse permettre au détenu de (re)prendre confiance en lui et de se remettre debout et ainsi de retrouver plus facilement sa place dans la société ?
 - d) Ou ne s'agit-il, ici, que d'un beau discours, l'aide concrète valant plus à vos yeux?

IV. Standards et recommandations à proposer

Sur la base de ce qui a été évoqué il semblerait nécessaire de

1. Mettre sur pied des standards de formation valant pour tous les visiteurs de prison en Europe, standards dont on pourrait discuter au niveau national et fédéral avec l'administration pénitentiaire ; il est souhaitable que des propositions concrètes soient faites lors de la réunion et que celles-ci soient renvoyées aux responsables des associations représentatives
2. Formuler des recommandations ayant pour but de :
 - a) Souligner l'importance de la présence de citoyens appartenant à la société civile en milieu pénitentiaire comme étant une ouverture à l'extérieur et un moyen de faire participer la société civile au processus de ré-intégration
 - b) Harmoniser l'agrément des bénévoles
 - c) Déterminer leurs champs d'intervention
 - d) Faciliter les relations avec l'administration pénitentiaire...

Septembre 2010

4. Berichte zu grenzüberschreitenden Treffen

		Teilnehmer/innen <i>Participants</i>
18.09.2010	Grenzüberschreitendes Treffen in Brüssel – B	9
16.10.2010	Grenzüberschreitendes Treffen in Strasbourg – F	12
20.10.2010	Grenzüberschreitendes Treffen in Maidstone – UK	10
20.11.2010	Grenzüberschreitendes Treffen in Verviers – B	16
26.11.2010	Grenzüberschreitendes Treffen in Nancy – F	11
04.12.2010	Grenzüberschreitendes Treffen in Maubeuge – F	7
20.01.2011	Grenzüberschreitendes Treffen in Emmendingen – D	10
28.01.2011	Grenzüberschreitendes Treffen in Longuenesse – F	12
10.02.2011	Grenzüberschreitendes Treffen in Nanterre – F	9
19.03.2011	Grenzüberschreitendes Treffen in Mulhouse – F	21

Rencontres à Longuenesse – Maidstone – Paris

Maryvonne de Vitton

Dans le cadre du projet européen mené conjointement par l' Association Nationale des Visiteurs de Prison et le Forum Européen de politique criminelle appliquée, les rencontres transfrontalières entre l'Angleterre et la France semblent avoir rencontré un franc succès.

Au mois d'octobre, l'accueil très ouvert et attentionné réservé aux représentants français à la prison de Maidstone dans le Kent, a été tout à fait révélateur du souhait des autorités pénitentiaires locales de faire connaître tout le travail qui peut se faire à leur initiative à l'intérieur de tel ou tel établissement, au bénéfice des personnes détenues.

« Nous sommes là pour former de bons citoyens, pas de bons prisonniers », aime à dire le jeune Directeur de l'établissement.

De même du côté français, à Longuenesse dans le Pas-de-Calais, la rencontre dans un esprit chaleureux a permis à chacun de comprendre tout l'intérêt de ces échanges sur les pratiques d'homologues au-delà des frontières. Accueillants et accueillis y ont appris beaucoup plus qu'ils ne l'imaginaient, et le Directeur de la prison a pu dire en conclusion de la journée: « On sent, à travers de tels échanges, que l'Europe est en marche ».

A Nanterre, les familles et proches des personnes détenues ont retenu l'attention des participants, en tant que maillons essentiels d'une réinsertion réussie. Là encore, il est apparu à chacun combien les échanges d'informations pouvaient être éclairants et enrichissants.

Dans chaque cas, la communication se poursuit au-delà des réunions, et il est clair qu'elle ouvre des perspectives très encourageantes de progrès dans chaque pays, au bénéfice des personnes détenues et de leur resocialisation.

L'idée d'échanges sur les pratiques entre pays européens est donc manifestement attrayante, mais lorsque s'y ajoutent des rencontres humaines directes entre acteurs du monde carcéral et de la société civile de deux pays –bénévoles ou professionnels–, elle devient tout simplement enthousiasmante !

Rencontre à Nancy–Maxéville le 26. septembre 2010

René Foltzer

Ce ne fut pas une mince affaire pour Patrice Klaine, visiteur bénévole à la prison de Nancy–Maxéville, d'organiser cette rencontre transfrontalière. Cette prison de 700 places, construite et fonctionnant avec la participation du secteur privé est à la fois une maison d'arrêt (pour les prévenus) et centre de détention. Elle a ouvert ses portes en juin 2009. La section des visiteurs bénévoles a beaucoup souffert du changement de lieu. Elle est en pleine reconstruction. En réalité la visite des bénévoles luxembourgeois a donné lieu à la première réunion, aussi bien pour les visiteurs de cet établissement que pour l'ensemble de la section de Meurthe et Moselle qui outre l'établissement de Maxéville comprend ceux d'Ecrouves et de Toul. Ce ne fut pas facile non plus pour les visiteurs luxembourgeois de venir à Maxéville.

Pour des raisons de disponibilité du personnel, la rencontre a dû être fixée un jour de semaine, ce qui empêcha plusieurs visiteurs luxembourgeois encore en activité professionnelle de se déplacer. Ce furent pourtant trois courageux qui affrontèrent les frimas de cette journée de novembre pour cette visite et ils ne le regrettèrent pas.

Sous la conduite du formateur des surveillants qui s'est révélé très affable et disponible le groupe d'une bonne douzaine de bénévoles au total pur tout à loisir découvrir ces nouveaux bâtiments très propres et très fonctionnels à première vue. Les hôtes luxembourgeois firent remarquer la prédominance du béton à des endroits où ils auraient souhaité voir un peu de verdure. On leur répondit qu'il était prévu de faire venir de la terre et de planter des arbres. Ce qui les étonna par contre, ce furent les trois appartements de vie familiale où les détenus ont la possibilité de recevoir leurs épouses (ou compagnes) et même leurs enfants pour des séjours de 72 heures au total par trimestre, pris en une ou plusieurs fois.

Après le repas pris au mess du personnel une discussion très intéressante put avoir lieu. Dans un premier temps la Directrice de l'établissement, Madame Curto, venue saluer le groupe, se prêta aux questions des visiteurs locaux qui n'avaient jamais pu la rencontrer en groupe, ni leur référente du SPIP non plus, d'ailleurs. Cela aurait pu se prolonger longtemps, mais la réunion n'était pas programmée pour cette discussion interne : les uns et les autres promirent de se revoir et d'organiser les réunions prévues entre les bénévoles et le SPIP (ce qui eut effectivement lieu par la suite).

L'association luxembourgeoise des visiteurs de prison a été fondée il y a trois ans à l'initiative des deux aumôniers catholiques. Elle regroupe une trentaine de visiteurs d'une dizaine de nationalités, ce qui reflète la structure de la population de ce pays cosmopolite. L'association assure une formation préalable au candidat. Ce sont les aumôniers qui, connaissant les uns et les autres, mettent les détenus en relation avec les visiteurs.

Les visiteurs du département de Meurthe et Moselle présents ne sont pas encore véritablement organisés en section et ils ne se sentent pas vraiment reconnus par les responsables de leurs établissements respectifs (absence des réunions prévues dans la convention avec l' ANVP, délais trop importants pour obtenir l'agrément de visiteur). La rencontre de ce jour constitua en quelque sorte une première à renouveler.

Rencontre à Strasbourg 15. octobre 2010

René Foltzer

Certains visiteurs de prison français devant arriver à Strasbourg par le train, soucieux de faire honneur à la ponctualité allemande, avaient pris leurs dispositions pour être prêts à accueillir leurs hôtes dès 9heures 30 (conformément au programme de la journée) malgré la grève de la SNCF. Malheureusement le car se perdit dans les rues de Strasbourg à cause des déviations dues aux travaux, si bien qu'il se présenta à la maison d'arrêt de l' Elsau avec plus d'une heure de retard.

Les premières victimes de ce retard furent Mme la secrétaire de Monsieur Raymond, Directeur de la Maison d' arrêt, et Mme Mireille Ricous, responsable de l'accueil des

familles, qui avaient préparé un thé-café-croissants pour accueillir dignement les invités. C'était dommage pour les croissants. Mais bien plus dommage encore pour la présentation des locaux et surtout de l'action d'accueil des familles organisé par l'équipe de Mireille Ricous. Dans le domaine de l'accueil des familles en visite chez leurs proches détenus les association françaises sont en avance par rapport à ce qui existe en Allemagne et l'accueil organisé par Mme Ricous est particulièrement remarquable.

Après un mot d'accueil bref mais chaleureux (malgré le froid) de Monsieur Raymond on entreprit la visite de la maison d'arrêt sous la direction de Mr Massé, officier formateur, qui s'acquitta de sa tâche avec bonhomie et compétence, dans un allemand très correct.

La visite permit de comparer la réalité des systèmes pénitentiaires des deux pays. Quelques particularités notables : davantage de possibilités de travailler à Bruchsal qu'à Strasbourg, plus de surpopulation à Strasbourg, des possibilités de visites nettement plus larges à Strasbourg (valable pour les familles des détenus, autant que pour les visiteurs bénévoles). Une originalité intéressante à Strasbourg : la présence d'animaux - deux chiens de race Labrador, des oiseaux, des lapins, des hamsters, destinés à l'origine au quartier des mineurs et aux femmes. Par la suite les hommes ont aussi eu la possibilité , à leur demande, de venir s'occuper une heure par jour de l'animal qui leur a été affecté, à leur grande satisfaction.

Après le repas en commun pris au mess (et pris en charge, il convient de le souligner par la Direction de l'établissement), les visiteurs français et allemands se présentèrent personnellement et présentèrent leur activité. En raison de leur nombre important (plus d'une vingtaine au total) cet échange fut assez sommaire. Il permit cependant de faire ressortir quelques différences dans la pratique des visiteurs : davantage de visites individuelles et d'écoute chez les Français, davantage de visites de groupes et un cadre plus strict chez les Allemands.

Au moment de se séparer on se promit de poursuivre le dialogue entre les deux groupes. Il convient de mettre en exergue l'accueil de la part du Directeur de l'établissement, M. Raymond (on en a parlé plus haut), mais aussi son ouverture: il a donné son accord pour qu'un journaliste allemand participe à la visite (voir son article par ailleurs) et que des photos soient prises à l'intérieur de l' établissement (ce qui ne va pas de soi).

Il serait injuste d'oublier le gros travail de préparation et de traduction fait par Elmar Pichelmaier, citoyen allemand demeurant dans le pays de Baden-Wurtemberg et intervenant comme visiteur de prison à la Maison d'arrêt de Strasbourg. Totalement bilingue il se tint plus particulièrement à la disposition des travailleurs sociaux de

Bruchsal qui avaient fait le déplacement pour répondre à leurs questions, forcément différentes de celles des visiteurs bénévoles. C'était aussi le signe que les bénévoles des deux côtés du Rhin avaient intéressé les professionnels de l'Administration pénitentiaire à leurs contacts transfrontaliers.

Rencontre à Freiburg prévue le 9. octobre 2010 et renvoyée au 20. janvier 2011 pour des questions de disponibilité

René Foltzer

A l'invitation de Barbara Welle la responsable des visiteurs de prison („Betreuer“) de Freiburg, une dizaine de visiteurs de prison haut-rhinois ont pu visiter les diverses structures accompagnant les détenus dans leur retour à la vie en liberté par paliers progressifs.

Sous la direction de M. Friese, travailleur social responsable, nous avons d'abord visité les structures constituant des annexes de la prison de Freiburg, d'abord à Emmendingen, puis à Freiburg même, tout à côté de la prison. Emmendingen est une ville située à une trentaine de kilomètres de Freiburg, qui abrite un vieil établissement pénitentiaire de 60 places.

Dans un premier temps, 18 mois environ avant leur libération, les détenus sont invités à travailler dans la ferme du Stoeckenhof. Ils y sont conduits tous les matins pour y faire du travail potager ou débiter du bois de chauffage à partir de grumes que l'établissement fait venir des forêts voisines. Les légumes produits sur cette ferme sont avant tout destinés à la prison de Freiburg, mais les particuliers viennent s'approvisionner en bois de chauffage et en légumes à des prix très compétitifs. Le but est de remettre les détenus dans des conditions de travail. Cette phase dure entre trois et six mois.

Après cette première phase ils sont invités à chercher eux-mêmes du travail et leur vie en-dehors de la prison prend de plus en plus d'importance: il n'y a pas de parloir à Emmendingen, par exemple et les repas sont pris dans un réfectoire, la télévision se trouve également dans une salle commune. A l'approche de leur libération ils sont transférés dans une structure aménagée à proximité immédiate de la prison de Freiburg, dans les appartements réservés anciennement aux surveillants que nous avons visités dans la foulée. Auparavant Barbara Welle nous a invités à une petite collation dans les locaux du SKM situés juste à côté.

Mais revenons au „Freigängerhaus“ (locaux pour la semi-liberté). Là ils ont plus de possibilités pour trouver du travail ou d'entreprendre des études. Le régime s'assouplit encore, ils ont à leur disposition les outils de communication moderne (téléphone portable, internet) mais ils restent sous main de justice jusqu'à leur libération définitive.

Après cette visite au pas de charge la petite troupe s'est rendue à la „Anlaufstelle“, un centre d'accueil pour les sortants de prison où elle a été accueillie par la responsable du lieu, Dorothee Koepke et la responsable du service social de la prison, Brigitte Kanisch entourés de quelques visiteurs bénévoles déjà bien connus de la délégation française qui les fréquente depuis 2005. Après une rapide présentation de la structure une bonne soupe permet à tous de se restaurer avant de reprendre un échange particulièrement instructif. Les sortants de prison ont là un lieu où ils peuvent venir journallement prendre un petit déjeuner, retrouver des camarades, rencontrer des travailleurs sociaux pour un soutien dans leur lutte pour la réinsertion. A travers le témoignage de l'un d'eux, qui après avoir trouvé un travail a été licencié par son entreprise après avoir été dénoncé par un collègue qui était intervenu dans la prison: exemple vivant du lourd handicap que transportent avec eux les sortants de prison, malgré des structures d'aides bien établies.

5. Bericht vom Arbeitstreffen in Brüssel vom 12./13. März 2011

Nachdem die grenzüberschreitenden Treffen stattgefunden hatten, wurde von jedem Treffen ein Bericht an die Projektleitung geschrieben. Grundlage für die Diskussion bei den Treffen und für den Bericht war der Fragebogen, der von Anne-Marie Klopp vorab ausgearbeitet wurde.

Anne-Marie Klopp und René Foltzer hatten vor dem Arbeitstreffen die Einzelberichte ausgewertet und eine Zusammenstellung der aktuellen Probleme im freiwilligen Engagement im Strafvollzug vorbereitet, die vorab allen Teilnehmer/innen zugesandt wurde.

Die Teilnehmer/innen des Arbeitstreffens waren die Sprecher/innen, die für die einzelnen grenzüberschreitenden Treffen verantwortlich waren. Dazu eingeladen war als Experte auch Prof. Günter Rieger aus Stuttgart, der sich in seiner Forschung intensiv mit bürgerschaftlichen Engagements im Bereich des Strafvollzugs und der Straffälligenhilfe auseinandersetzt. Ziel des Arbeitstreffens war die Reflexion der einzelnen Treffen, die Diskussion über die aktuellen Probleme des freiwilligen Engagements im Strafvollzug, die Vorbereitung der Europäischen Tagung in Trier sowie die Weiterarbeit an den geplanten europäischen Standards.

Durch die Vorbereitung der beiden Projektleiter Anne-Marie Klopp und René Foltzer konnte sehr schnell in die Diskussion eingestiegen werden. Die einzelnen Verantwortlichen der lokalen Treffen berichteten von ihren Zusammenkünften und den diskutierten Themen. Aufbauend auf diesen Berichten konnte dann ein erster Gliederungsentwurf für die geplanten Standards entworfen werden. Für die Weiterarbeit am Textentwurf wurde ein Redaktionsteam gebildet, das aus Anne-Marie Klopp, Solange Pourveur, Claire Capron, Maryvonne de Vitton, Raphael Bonte und René Foltzer bestand. Um die weiteren Schritte zu klären, wurde dann ein gemeinsamer Zeitplan für das Projekt festgelegt.

Gemeinsam wurde außerdem der Entwurf für den genauen Ablauf der Europäischen Tagung Ende Mai in Trier diskutiert und beschlossen.

Das Arbeitstreffen in Brüssel war geprägt von einer sehr intensiven Diskussion und dem gemeinsamen Willen, die geplanten Standards auf der Tagung in Trier zu verabschieden. Die Diskussion, die in Deutsch und Französisch geführt wurde – wobei die Übersetzung konsekutiv erfolgte – war sehr offen und sehr wertschätzend gegenüber den vielfältigen Erfahrungen der freiwillig Engagierten, die bei den grenzüberschrei-

tenden, lokalen Treffen dabei waren. Immer wieder mussten in der Diskussion nationale Organisationsformen genau dargestellt werden und immer wieder mussten alle Teilnehmer/innen ihren Blick weiten auf eine europäische Ebene. Das Arbeitstreffen schloss in einer sehr optimistischen Sicht auf die geplanten Standards, obwohl allen Teilnehmer/innen klar wurde, dass noch viel Arbeit zu tun ist.



- Dokument -

Weiterarbeit: Schritte und Zeitplanung

Stand 13. März 2011

Schritte	Zeitraum	Zuständig
Arbeitstreffen in Brüssel	12./13. März 2011	Alle
Hausaufgabe: Rückmeldung zu Entwurf der Gliederung der Standards - wichtige Punkte - erste Formulierungen - Anmerkungen zur Gliederung	bis 31. März 2011	Alle
Erster Entwurf der Europäischen Standards	bis 12. April 2011	Redaktion
Versand des Ersten Entwurfs an die Arbeitsgruppe	13. April 2011	Redaktion
Rückmeldung zum Ersten Entwurf - Kommentare - Änderungen - Neuvorschläge	bis 27. April 2011	Alle
Zweiter Entwurf der Europäischen Standards	bis 5. Mai 2011	Redaktion
Versand des Zweiten Entwurfs	6. Mai 2011	Redaktion
Rückmeldung zum Zweiten Entwurf	16. Mai 2011	
Erstellung der vorläufigen Standards	bis 21. Mai 2011	Redaktion
Versand an alle angemeldeten Teilnehmer/innen der Tagung in Trier	bis 22. Mai 2011	Redaktion
Diskussion der vorläufigen Standards auf der Tagung in Trier	28. Mai 2011	Teilnehmer/innen der Tagung in Trier
Beschluss über die Europäischen Standards	29. Mai 2011	Teilnehmer/innen der Tagung in Trier
Veröffentlichung der Europäischen Standardsdokumentation in Verbänden, Fachzeitschriften	bis 31. Juli 2011	Vorstand EFK und Vorstand/Gruppe Europe ANVP
Versand an Justizministerien und weitere Europäische Institutionen	bis 30. Sept. 2011	Redaktion

Redaktionsgruppe:

Anne-Marie Klopp, Claire Capron, Solange Pourveur, René Foltzer, Maryvonne de Vitton, Raphael Bonte

Einladung Trier

Hinweise zur Tagung:

Beginn: Donnerstag, 26. Mai 2011, 14.00 Uhr
Ende: Sonntag, 29. Mai 2011, 11.00 Uhr
Ort: Robert Schuman Haus, Begegnungssäle und Katholische Akademie des Bistums Trier, Auf der Jungt 1, 54293 Trier

Teilnehmerinnen und Teilnehmer der Tagung sind über die Rezeption des Tagungshauses
 Tel.: 0049 651 81050 oder im Notfall über
 Tel.: 0049 172 260 03 17 (Handy mit Mailbox) zu erreichen.

Arbeitsprachen der Tagung:
 Deutsch – Französisch / Englisch (geplant)

Anmeldung:

Anmeldungen bitte **bis spätestens 6. Mai 2011** an die Katholische Akademie,
 Postfach 2320, 54213 Trier,
 Tel.: +49 (0)651/8105-232, Fax: +49 (0)651/8105-434
 email: anmeldung.kat@bistum-trier.de

Der Tagungsbeitrag beträgt 230,00 Euro inklusive Pensionskosten (Arbeitsräume, Vollverpflegung, Pausengetränke und Übernachtung im Einzelzimmer), für Studierende sowie Mitglieder des Europäischen Forums 220,00 Euro. Bei Teilnahme ohne Übernachtung beträgt der Tagungsbeitrag 180,00 Euro.

Es handelt sich um ein Pauschalangebot; Einzelleistungen können bei Nichtansprache nicht vergütet werden.

Sie können den Tagungsbeitrag zu Beginn der Tagung bar an der Rezeption bezahlen; Kartenzahlung ist leider nicht möglich.

Sollten Sie sich nach dem Anmeldeschluss abmelden müssen, müssen wir einen Betrag von 50,00 Euro als Erstattung für die uns entstandenen Kosten einbehalten. Bei einer kurzfristigen Ab-



Europäische Tagung
Bürger integrieren Bürger
Wiedereingliederung von Straffälligen durch freiwilliges Engagement

Gefördert von der Europäischen Union
 cd Bildung und Kultur
 Programm „Europa für Bürgerinnen und Bürger“

Das gemeinsame EU-Projekt von ANVP und EFK ist eine Aktion im Rahmen der beiden Europäischen Jahre 2010 und 2011 und wird im Programm „Europa für Bürgerinnen und Bürger“ gefördert.

Europäisches Jahr zur Bekämpfung von Armut und sozialer Ausgrenzung

Europäisches Jahr der Freiwilligentätigkeit 2011

www.kath-akademie-trier.de

Innere Sicherheit und die damit notwendig verbundene Resozialisierung ist europaweit ein aktuelles Thema. Bereits während der Haft, in der die Inhaftierten bewusst aus der Gesellschaft ausgeschlossen werden, um ihre Strafe zu verbüßen stellt sich die Frage, wie Straffangene nach der Entlassung zukünftig ein straffreies Leben führen können.

Aktive Mit-Bürgerinnen und Mit-Bürger bei der Wiedereingliederung von Straffälligen nicht wegzudenken. Durch ihr Engagement verhindern sie die dauerhafte Ausgrenzung von straffällig gewordenen Mitbürgerinnen und Mitbürgern und vertreten dadurch die Werte unserer Gesellschaft.

Seit Jahrzehnten ist in vielen europäischen Ländern das ehrenamtliche und freiwillige Engagement Tradition im Bereich des Strafvollzugs. Seit September 2010 läuft ein gemeinsames europäisches Projekt von EFK und ANVP. Ziel dieser Tagung ist es, den mit dem Projekt begonnenen grenzüberschreitenden Austausch zwischen Freiwilligen im Strafvollzug weiterzuführen.

Wir wollen voneinander lernen, über unsere praktische Arbeit diskutieren und am Ende der Tagung „Europäische Standards für freiwilliges Engagement im Strafvollzug“ beschließen.

Wir freuen uns auf Ihr Kommen und laden Sie herzlich ein!

Wolfgang Krell,
Anne-Marie Klopp
EFK e.V.

René Foltzer
ANVP-Gruppe Europe

Dr. Bernd Steinmetz
Katholische Akademie Trier

Donnerstag, 26. Mai 2011

14.00 Uhr **Praxisbesuch:**
Rückwind - SKM Wittlich
Angehörigenhilfe
18.00 Uhr Anmeldung im Tagungsbüro
bis 18.00 Uhr Abendessen
20.30 Uhr **Begrüßung und Vorstellungsrunde**
Einführung

Freitag, 27. Mai 2011

08.00 Uhr Frühstück
09.00 Uhr Grußworte
9.15 Uhr **Resozialisierung aus kriminalpolitischer Sicht**
Prof. em. HENRI BOSLY, Louvain-la-Neuve, Belgien

10.00 Uhr Kaffeepause
10.30 Uhr **Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug**
Prof. GÜNTER RIEGER
Stuttgart, Deutschland

12.30 Uhr Mittagessen
14.00 Uhr **Engagement im Strafvollzug aus politischer Sicht**
JEAN-MARIE BOCKEL, Staatssekretär a.D.
im Franz. Justizministerium, Mulhouse, Frankreich

15.30 Uhr Kaffeepause
16.00 Uhr **Grenzüberschreitende Treffen**
Bericht über den bisherigen Verlauf des EU-Projektes von EFK und ANVP
ANNE-MARIE KLOPP / RENÉ FOLTZER

17.00 Uhr **Ehrenamt im Strafvollzug in der Tschechischen Republik**
MARCELA FORKORNA-KASSAI und JAROSLAV HALA,
Budweis, Tschech. Republik

18.00 Uhr Abendessen
20.00 Uhr **Mitgliedsversammlung**
Europäisches Forum e.V.

Samstag, 28. Mai 2011

08.00 Uhr Frühstück
09.00 Uhr **Europäische Standards für Freiwilliges/Ehrenamtliches Engagement im Strafvollzug**
Präsentation eines Entwurfs für Europäische Standards
ANNE-MARIE KLOPP (deutsch)
RENE FOLTZER (französisch)
MARYVONNE DE VITTON (englisch)

09.45 Uhr **Kommentar aus Sicht der Freiwilligen-Koordination**
WOLFGANG KRELL, Freiwilligen-Zentrum Augsburg, Deutschland

10.15 Uhr **Kommentar aus Sicht des Strafvollzugs**
HARALD PREUSKER, Ministerialdirigent a.D. im Justizministerium Sachsen, Dresden, Deutschland

10.45 Uhr Kaffeepause
11.15 Uhr **Diskussion im Plenum**
12.30 Uhr Mittagessen
14.30 Uhr **Arbeitsgruppen**
Wie geht es weiter?
Diskussion über lokale Umsetzung zu Themen wie
- Gewinnung
- Ausbildung – Fortbildung
- Kooperation mit Strafvollzug und anderen Diensten

16.00 Uhr Kaffeepause
16.30 Uhr **Arbeitsgruppen**
18.00 Uhr Abendessen
Sonntag, 29. Mai 2011
07.30 Uhr Okumenische Andacht
08.00 Uhr Frühstück
09.00 Uhr **Abschlussdiskussion und Beschluss der Europäischen Standards**
11.00 Uhr Ende der Tagung



RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

INSCRIPTION
Europäisches Forum für angewandte Kriminalpolitik e.V.
Humboldtstrasse 19 A
D-40237 DÜSSELDORF
Fax: ++ 49 (0)211 67 98 436
E-Mail: info@europatorum-kriminalpolitik.org
www.europatorum-kriminalpolitik.org

Date limite de vendredi 6 mai 2011

SECRETARIAT

Kath. Akademie Trier
En cas d'urgence il est possible d'atteindre les participants au:
00 49 172 260 03 17 (portable avec boîte vocale bilingue).

LIEU DU COLLOQUE HEBERGEMENT ET REPAS
Robert-Schuman-Haus
Lieu de rencontre du diocèse de Trèves
Katholische Akademie
Chambres à 1 ou 2 lits.

FRAIS DE PARTICIPATION PAR PERSONNE

Frais de participation avec repas,
Mais **sans hébergement 120.- €**
Frais de participation avec repas,
et avec **hébergement 230.- €**

Une réduction de 10 € est accordée aux membres du Forum Européen de politique criminelle appliquée et aux étudiants sur présentation d'une attestation

L'acquiescement des frais de participation (en €) s'effectuera en liquide au moment de l'arrivée. Aucun paiement par chèque ou carte bancaire ne sera possible !



Colloque européen

Des citoyens intègrent des citoyens

Réintégration de justiciables grâce à un engagement volontaire

Trèves
Allemagne
26 – 29 mai 2011

Colloque en collaboration avec la Kath. Akademie Trèves

Subventionnée par l'Union Européenne



ACCES

Adresse
Robert-Schuman-Haus
Begegnungsstätte des Bistums Trier
Katholische Akademie
Auf der Jungt 1, D-54293 Trier
Tel. : 00 49 651 8 105-232

INFORMATIONS POUR ARRIVER
Pour ce faire rendez-vous sur le site internet
www.kath-akademie-trier.de
sous Kontakt/So finden Sie uns

Pour plus d'informations vous pouvez contacter le Forum Européen de politique criminelle appliquée ou visiter notre site internet:
www.europatorum-kriminalpolitik.org

Le projet européen commun à l'ANVP et à l'EFK se situe dans le cadre des deux années européennes 2010 et 2011 et est subventionné au titre du programme „L'Europe pour les citoyens“.



La sécurité intérieure et la question de la resocialisation des justiciables qui va de pair font la une en Europe aujourd'hui. S'il est nécessaire d'éloigner temporairement les auteurs d'infractions pour subir leur peine, la question se pose dès l'incarcération de savoir ce qui leur permettra de mener une vie en conformité avec les règles de la société après leur libération.

On ne peut ignorer le rôle de concitoyens actifs dans le processus de réintégration. Grâce à leur engagement ils évitent l'exclusion de concitoyens justiciables et représentent auprès d'eux les valeurs de nos sociétés. Depuis des décennies l'engagement bénévole et volontaire en milieu pénitentiaire est une tradition commune à de nombreux pays européens. Depuis septembre 2010 l'IEFK et l'ANVP ont organisé dans le cadre d'un projet européen commun des échanges transfrontaliers entre bénévoles en milieu pénitentiaire. Le but de ce colloque est de donner une suite à ces échanges.

Nous souhaitons nous enrichir mutuellement, échanger sur nos pratiques et à la fin du colloque adopter des « standards européens pour l'engagement bénévole en milieu pénitentiaire ».

Nous nous réjouissons de votre venue et serons heureux de vous accueillir !

Wolfgang Krell
Europäische Forum e. V.

Anne-Marie Klopp
Anne-Marie Klopp/ René Foltzer

Bernd Steinmetz
Kath. Akademie Trier

René Foltzer
ANVP – Groupe Europe

Langues de travail: Allemand – français
Anglais (prévu)

JEUDI, 26 MAI 2011

14h00	Visite Rückenwind – SKM Wittlich Aide aux proches
Avr 18h00	Inscription auprès du secrétariat
18h00	Dîner
20h30	Mots d'accueil et introduction VENDREDI, 27 MAI 2011
08h00	Petit déjeuner
09h00	Mots d'accueil
09h15	La resocialisation du point de vue de la politique criminelle Prof. em. Henri Bosly Louvain-la-Neuve, Belgique
10h00	Pause café
10h30	De l'engagement citoyen en milieu pénitentiaire Prof. Günter Rieger Stuttgart, Allemagne
12h30	Déjeuner
14h00	De l'engagement en milieu pénitentiaire du point de vue politique Jean-Marie Bockel, Ancien Secrétaire d'Etat à la Justice Mulhouse, France
15h30	Pause café
16h00	Rencontres transfrontalières Etat des lieux sur le déroulement actuel du projet européen commun à l'ANVP et à l'IEFK Anne-Marie Klopp/ René Foltzer
17h00	Le bénévolat en milieu pénitentiaire tchèque Marcela Pokorna-Kassai et Jaroslav Hala, Budweis, République Tchèque
18h00	Dîner
20h00	Assemblée Générale de l'IEFK

SAMEDI, 28 MAI 2011

08h00	Petit déjeuner
09h00	Standards européens pour l'engagement volontaire/bénévole en milieu pénitentiaire Présentation d'un projet de standards européens Anne-Marie Klopp (allemand) René Foltzer (français) Maryvonne de Vitton (anglais)
09h45	Commentaire du point de vue de la coordination des volontaires Wolfgang Krell, Freiwilligen-Zentrum Augsburg, Allemagne
10h15	Commentaire du point de vue pénitentiaire Harald Preusker, ancien responsable du département pénitentiaire du Ministère de la Justice de Saxe, Dresde, Allemagne
10h45	Pause café
11h15	Discussion en assemblée plénière
12h30	Déjeuner
14h00	Groupes de travail Quelle suite? Discussion sur la mise en pratique locale sur des thèmes comme - Recrutement - Formation et formation continue - Coopération avec les services pénitentiaires et autres services
16h00	Pause café
18h00	Dîner
07h30	DIMANCHE, 29 MAI 2011 Service ecuménique
08h00	Petit déjeuner
09h00	Discussion finale et adoption des standards européens
11h00	Fin du colloque

6. Resocialisation du point de vue de la politique criminelle

Henri D. BOSLY, Professeur émérite de la Faculté de droit et de criminologie de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve

La notion de resocialisation

La notion de resocialisation implique que la société considère que l'auteur de l'infraction fait partie de la société, que certes l'infraction qu'il a commise va donner lieu à l'application d'une peine privative de liberté qui va l'écarter temporairement de la vie dans la société libre et qu'une fois sa peine exécutée, il retrouvera une place convenable dans cette même société.

Les finalités de la peine

Lorsque sous l'Ancien Régime et dans les décennies qui suivirent la Révolution française, la finalité des peines était aussi bien vindicative que punitive ou « rétributive », la notion de resocialisation n'avait pas de place dans l'univers de la pénologie. On le comprend aisément lorsque les peines applicables étaient la peine de mort et les peines corporelles. celles-ci devaient provoquer la « terreur » dans la population et dès lors, – croyait-on, produire la dissuasion.

Mais cela se vérifiait également à propos de la peine privative de liberté.

Comme l'écrit Maurice Cusson « quand on adopte une philosophie rétributive de la peine, on pense que le criminel est puni parce qu'il a commis un crime et non pour prévenir ou réprimer le crime » (Pourquoi punir ?, Paris, Dalloz, 1987, p. 82).

Les choses commencèrent à changer timidement à partir du moment où plusieurs objectifs furent assignés à la peine privative de liberté et que, parmi ces objectifs, figurait la prévention.

Ce fut le cas lorsque des auteurs tels que Beccaria et Bentham – auteurs bien différents l'un de l'autre il est vrai – plaidèrent pour un adoucissement des peines qui allait aboutir progressivement à un recul de l'usage de la peine de mort et à la disparition plus rapide encore des peines corporelles.

Ces deux auteurs assignent à la peine une fonction de prévention. Beccaria écrivait ainsi: « ...les châtimens n'ont pour but que d'empêcher le coupable de nuire désormais à la société et de détourner ses concitoyens de la voie du crime » (Des délits et des peines, p. 87).

Dans le même sens, Bentham expliquera que la peine s'attachera d'abord au délinquant individuel et tentera d'écarter toute récidive par « l'incapacitation » du délinquant, c. à d. la neutralisation du pouvoir de nuire, par la réformation morale de l'intéressé et par l'intimidation de celui-ci.

Ces deux auteurs prônaient l'un et l'autre l'adoucissement des peines. Pour sa part, Cesare Beccaria s'exprimait ainsi : « Il faut choisir les moyens qui feront sur l'esprit du peuple l'impression, la plus efficace et la plus durable et en même temps la moins cruelle sur le corps du coupable » De son côté, Bentham proposait de choisir la peine de telle façon que « le mal réel soit aussi petit et le mal apparent aussi grand que possible ».

La généralisation de l'emprisonnement en tant que peine

C'est à partir de l'époque au cours de laquelle ces idées se sont concrétisées et furent appliquées que l'emprisonnement devint véritablement une peine qui se généralisa. Cette peine se substitua progressivement aux peines corporelles et à la peine de mort.

Le mythe fondateur de la peine de prison est celui de la recherche humaniste de la bonne peine permettant l'amendement du condamné (G. Kellens, Punir: pénologie et droit des sanctions pénales, Liège, Editions juridiques de l'Université, 2000, p. 177).

Poursuivant les trois finalités qui viennent d'être indiquées ci-dessus et qui furent exprimées par Bentham, l'exécution de la peine de l'emprisonnement ne pouvait toutefois pas contribuer effectivement à la resocialisation de la personne condamnée.

En effet, elle ne le pouvait pas en raison des finalités qui étaient assignées à l'exécution de la peine d'emprisonnement puisque était privilégiée « l'incapacitation » ou la neutralisation de la personne condamnée et que la prévention était assurée par la réformation morale et par l'intimidation de la personne condamnée. On le voit, l'amendement recevait essentiellement à cette époque une connotation morale puisqu'il tendait à l'amélioration morale des condamnés.

Elle ne le pouvait pas non plus parce que la peine d'emprisonnement prononcée et exécutée souffrait d'une insuffisance manifeste d'individualisation. Par réaction contre le système pénal de l'Ancien Régime qui se caractérisait par la rigueur excessive de la peine, l'arbitraire du juge et l'inégalité des citoyens devant la répression, le législateur de la Révolution française s'était donné comme idéal, la réalisation de l'équation entre la peine telle qu'elle était fixée par la loi, déterminée par le juge et exécutée par l'administration pénitentiaire. C'est ainsi que la loi du 25 septembre 1791 mit en vigueur un nouveau code pénal qui avait instauré la peine fixe, le juge faisant ainsi une application mécanique de la loi. (R. Charles, « La rôle du tribunal dans l'application et la détermination des peines », Revue de droit pénal et de criminologie, 1967-68, pp. 666-667).

La pratique judiciaire démontra rapidement l'utopie du système; la loi du 25 frimaire an VIII (16 décembre 1799) mit fin au régime de la peine fixe en matière criminelle et le code pénal de 1810 étendit cette mesure à toutes les peines privatives de liberté temporaire. (R. Charles, op. cit., p. 667).

L'on avait ainsi convenu de la nécessité d'accorder au juge un peu de liberté dans la détermination du taux de la peine en prévoyant des minima et des maxima des peines privatives de liberté. Ce mouvement était certes très timide.

Par ailleurs, l'emprisonnement cellulaire en isolement devait permettre à la personne condamnée de réfléchir sur sa faute et de se réformer moralement.

L'application des théories sociologiques sur la criminologie au XIX^e siècle va conforter la place de l'emprisonnement dans l'arsenal des peines tout en insistant sur l'évolution selon laquelle l'intensité des peines a tendance à décroître en fonction du développement de la société, ce développement se traduisant notamment sur les choix des incriminations, les infractions contre les personnes ayant tendance à devenir les plus importantes.

L'individualisation de la peine

Le mouvement d'individualisation de la peine qui avait pris naissance grâce à la loi de 1799 et au code pénal de 1810 se poursuivit au XIX^e et au XX^e siècles dans deux directions qui produisirent un effet cumulé.

1) La première direction est celle du prononcé de la peine. La liberté donnée au juge dans la détermination du taux de la peine d'emprisonnement et même dans le choix de la peine parmi diverses peines augmentait progressivement.

D'abord l'écart séparant les minima des peines des maxima des peines privatives de liberté augmenta.

Ensuite, le souci de la personnalité de l'auteur de l'infraction se manifesta lorsque le législateur admit la notion d'excuse absolutoire ou atténuante (l'excuse étant une circonstance atténuante expressément prévue par la loi) et par le développement systématique des circonstances atténuantes laissées à l'appréciation du juge. Ce dernier pouvait désormais prononcer des peines inférieures aux minima prévus par la loi. (R. Charles, op. cit., p. 669).

Plus tard, à partir de la fin du XIX^e siècle et surtout au cours du XX^e siècle, le juge disposa d'un choix de peines plus large : en effet, la loi lui permit fréquemment de choisir entre l'emprisonnement et l'amende, de rendre conditionnelle la condamnation à la peine d'emprisonnement en prononçant le sursis à l'exécution des peines,

plus tard de ne pas prononcer de peine (suspension du prononcé de la condamnation, déclaration de culpabilité, dispense de peine, etc...) et enfin de remplacer la peine d'emprisonnement par la peine de travail.

2) La phase de l'exécution de la peine d'emprisonnement devint individualisée. C'est la libération conditionnelle qui constitue le pas décisif dans cette évolution. La peine privative de liberté conserve certes son terme ultime mais elle apparaît pour le surplus comme indéterminée puisque le condamné peut sortir de prison plus tôt qu'annoncé par le juge. La décision de libération conditionnelle est prise selon les législations par une autorité administrative ou par une autorité juridictionnelle spécialisée telle que le juge ou le tribunal de l'application des peines.

Les notions d'amendement et de resocialisation

La décision accordant la libération anticipée du condamné était prise suivant des critères portant sur l'évaluation du comportement du condamné et de sa personnalité, l'exécution de la peine devient alors une période consacrée à son amendement et à sa réinsertion sociale. La libération conditionnelle va rendre indispensable la perspective de la resocialisation de l'intéressé et sera le point de départ d'un mouvement tendant à la reconnaissance des droits des détenus.

La différence entre la peine prononcée par le juge et la peine exécutée par le condamné va connaître de nouveaux développements lorsque seront instituées de nouvelles modalités d'exécution de la peine apportées soit par la politique criminelle (exemples: les différentes formes de congés pénitentiaires et d'exécution fractionnée de la peine) que par les technologies modernes (exemple: le bracelet électronique).

« Quant à la réhabilitation, que ce soit sous la forme d'un simple amendement, d'un traitement, d'une resocialisation, d'une réinsertion ou d'une simple intégration sociale, elle a constitué l'idéal par excellence de la pensée pénale depuis la fin du XIX^e siècle, avant de connaître un déclin au moins relatif depuis les années 1970 » (M. van de Kerchove, *Sens et non-sens de la peine*, Bruxelles, Publ. Fac. Univ. Saint Louis, 2009, p. 212).

Au départ, l'amendement de la personne détenue était considéré d'un point de vue moral parce que provoqué par la prise de conscience par l'intéressé de sa faute et par le remords qui l'habitait désormais.

Par contre, aujourd'hui, il ne peut s'agir d'une amélioration morale car le droit pénal d'une société démocratique se contente d'une amélioration sociale. (B. Bouloc, *Pénologie*, 2^e éd., Paris, Dalloz, 1998, p. 7).

Trois raisons me paraissent expliquer ce changement notoire de perspective.

D'abord la transformation des sociétés démocratiques en sociétés pluralistes de sor-

te qu'il n'y a plus aujourd'hui de consensus sur les comportements moraux et que l'amendement de la personne détenue doit être vu dans la perspective d'une réintégration rendant possible la vie en liberté et donc dans l'établissement de règles permettant une vie « pacifique » dans une communauté.

Ensuite la protection des droits fondamentaux de la personne détenue et notamment de ses droits à la protection de la vie privée, à la liberté de pensée et à la liberté d'expression. Ces droits sont consacrés par des instruments internationaux (exemple: les articles 8, 9 et 10 de la Convention Européenne des droits de l'homme). Comme l'écrit R. Merle (*La pénitence et la peine*, Paris, Cujas et le Cerf, 1985, p. 113) « Si la resocialisation consiste à convertir le délinquant aux valeurs socio-culturelles imposées par le pouvoir qui fait les lois, elle touche au for interne, à la liberté de conscience et d'opinion ».

Enfin, l'incidence de la doctrine de politique criminelle que représente la défense sociale nouvelle (depuis 1945) dont le principal interprète fut Marc Ancel. Cette doctrine se propose d'assurer la défense de la société, mais elle estime que la meilleure protection de la société, la plus efficace et la plus humaine, consiste à réaliser la réadaptation des délinquants par tous les moyens susceptibles d'agir sur leur personnalité en respectant leur dignité et en leur faisant recouvrer le sens de leur responsabilité sociale. (Bouloc, *op. cit.*, p. 21). La protection sociale par la réadaptation du condamné constitue pour la société un véritable devoir; seule la réadaptation du condamné peut éviter que celui-ci ne retombe perpétuellement à la charge de la société sans cesse plus dangereux et moins amendable. La politique criminelle et pénitentiaire de défense sociale est donc la moins onéreuse et la plus rentable, la plus humaine aussi, parfaitement conforme aux deux grands courants de pensée qui imprègnent la civilisation européenne moderne: courant de charité chrétienne envers le prochain, courant de fraternité démocratique des êtres humains libres et égaux en droit issu de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

La notion de resocialisation implique la mise à la disposition de l'auteur de l'infraction, dont l'accord est généralement exigé afin de le responsabiliser, d'une assistance susceptible de l'aider à reprendre normalement sa place dans la communauté (M. van de Kerchove, *op. cit.*, p. 215).

Les nouvelles Règles Pénitentiaires Européennes adoptées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 11 janvier 2006 insistent sur la poursuite de l'objectif de la resocialisation. Ainsi la Règle n°6 énonce que « chaque détention est gérée de manière à faciliter la réintégration dans la société libre des personnes privées de liberté ». La Règle n° 33.3 énonce que « Tout détenu doit bénéficier de dispositions visant à faciliter son retour dans la société après sa libération ». La Règle n°103.4 qui est rela-

tive au projet individuel d'exécution de peine, prévoit dans la mesure du possible une préparation à la libération et la Règle n°107.3 qui est relative au retour progressif à la vie en milieu libre, précise que « ce but peut être atteint grâce à un programme de préparation à la libération ou à la libération conditionnelle assortie d'une assistance sociale efficace ».

L'article 132-24 du code pénal français ajouté par la loi du 12 décembre 2005, mentionne parmi les critères qui sont retenus par le juge pour fixer la nature, le quantum et le régime des peines, celles qui sont susceptibles de « favoriser l'insertion ou la réinsertion du condamné ».

Le mouvement vers la reconnaissance des droits des détenus

Les droits des détenus marquent un important progrès par rapport au système antérieur des privilèges ou des faveurs dans lequel la personne détenue se trouvait à la merci d'un pouvoir discrétionnaire ou d'une humeur quelconque.

La reconnaissance du détenu comme sujet de droits part du principe selon lequel il existe des acquis qui ne peuvent pas être enlevés aux personnes détenues. Elle entend placer la gestion de la peine privative de liberté de plus en plus dans un état de droit. (P. Pelissier, La réhabilitation du détenu existe-t-elle ?, in La condition juridique du détenu, s. l. dir. J. Pradel, Institut de Sciences criminelles de Poitiers, Paris, Cujas, 1993, pp. 63-64).

A cet égard, je ne puis faire mieux que de citer l'énoncé de l'exposé de mission du Service correctionnel du Canada tel qu'il était rédigé en 1989 :

« ...dans toutes nos actions nous avons la responsabilité d'agir équitablement envers les délinquants, compte tenu du fait qu'ils conservent les droits des autres membres de la société, sauf ceux qui doivent être limités en raison de la peine qui leur a été imposée. Nous prendrons toutes les mesures pour que l'esprit de la Charte canadienne des droits et libertés inspire tous nos agissements » (P. Pelissier, op. cit., p. 64).

Les droits des détenus s'adressent à des domaines névralgiques de l'incarcération : droit à l'égalité devant la loi et à la protection devant la loi, à la liberté de parole, droit à ne pas être soumis à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, droit à recevoir les soins de santé, droit à une audition impartiale de sa cause.

La reconnaissance des droits aux détenus est en outre traversée par l'idée fondamentale selon laquelle la personne condamnée conserve tous ses droits sauf évidemment le droit d'aller et venir et les droits qui y sont directement liés mais seulement dans la

mesure où cette restriction est bien nécessaire. La personne détenue ne sera pas privée des autres droits fondamentaux.

L'article 4, e) de la loi canadienne de 1992 sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition dispose que « le délinquant continue à jouir des droits et privilèges reconnus à tout citoyen, sauf de ceux dont la suppression ou restriction est une conséquence nécessaire de la peine qui lui est infligée ». Cette loi est considérée comme représentant une avancée significative en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des détenus canadiens, en reconnaissant clairement les droits et garanties juridiques qui les protègent. (B. Quirion, op. cit., p. 826).

La nouvelle Règle Pénitentiaire Européenne n°2 énonce que « Les personnes privées de liberté conservent tous les droits qui ne leur ont pas été retirés selon la loi par la décision les condamnant à une peine d'emprisonnement ou les plaçant en détention provisoire » et la Règle n° 102.2 énonce que « La privation de liberté constituant une punition en soi, le régime des détenus condamnés ne doit pas aggraver les souffrances inhérentes à l'emprisonnement »

Ces droits doivent recevoir une protection procédurale. « Le système de protection judiciaire des détenus exprime l'idée que ceux-ci ne sont pas des citoyens dégradés, des ennemis de la société, mais bien des membres de celle-ci ». (G. Corstens, (président du Hoge Raad des Pays-Bas) , Les recours ouverts au détenu en droit néerlandais, in La condition juridique du détenu, p. 229).

La reconnaissance des droits doit s'accompagner d'un contrôle indépendant des prisons.

L'action de reconnaissance des droits des détenus connaît toutefois des limites : l'on doit reconnaître que le mouvement de reconnaissance des droits présente une aptitude faible lorsqu'il s'agit de neutraliser la violence entre les détenus, le discours des droits s'adressant davantage aux abus de l'autorité publique légitime et de ses représentants. Le discours de la reconnaissance n'intervient qu'a posteriori quand des violences entre détenus ont causé des dommages graves aux personnes, l'autorité publique devant, selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, prendre des mesures effectives pour rechercher les auteurs de ces faits et veiller à ce qu'ils soient jugés et condamnés au terme d'un procès équitable.

La resocialisation et la reconnaissance des droits confrontées à la réalité de la vie carcérale

A partir des années 1970 environ, la notion de resocialisation a quelque peu perdu de son importance principalement parce qu'elle a été confrontée à la réalité de l'univers pénitentiaire.

En effet, il est paradoxal d'assigner à l'enfermement un objectif tel que la resocialisation – c. à d. la réadaptation en vue du retour à la vie dans le monde libre – puisque la vie en prison est radicalement différente de la vie en liberté dans la société. Comment peut-on sérieusement préparer en prison le retour à la liberté ?

La resocialisation et la reconnaissance des droits contribuent à donner de la prison une image embellie de sorte que ces deux programmes contribuent, sans le vouloir évidemment, au maintien de l'institution pénitentiaire.

Le discours selon lequel le détenu conserve tous ses droits fondamentaux sauf celui consistant dans la liberté d'aller et de venir ne correspond pas à la réalité. En effet, l'enfermement est une peine grave subie toujours avec souffrance et il ne sera jamais la simple et la seule privation d'aller et de venir.

L'idée de traitement est critiquée au nom du droit à la différence et de la violation fréquente des exigences du due process of law.

On ne peut oublier les maux spécifiques qui sont ceux de la prison. Il y a d'abord les maux traditionnels : la violence en prison. Il y a en plus les maux contemporains : la surpopulation des établissements pénitentiaires, les détenus atteints de troubles psychiatriques ou profondément marginalisés d'un point de vue social ne reçoivent pas en prison les traitements spécifiques dont ils ont besoin et le suicide des détenus. (J. P. Ceré, *La prison*, Paris, Dalloz, pp. 94-108).

Déclin ou transformation de la notion de resocialisation au XXI^e siècle

1. L'existence des prisons constitue actuellement un fait indéniable. Bien plus, on constate globalement une tendance « lourde » à l'augmentation de la population carcérale même dans des pays dont la population générale s'accroît lentement. D'un autre côté, on observe que les notions de resocialisation et de reconnaissance des droits des détenus génèrent en vue de leur application des programmes qui améliorent le sort des personnes détenues. Autrement dit, la condition pénitentiaire serait plus mauvaise si ces préoccupations n'existaient pas. Cela suppose évidemment que les programmes de resocialisation et de reconnaissance des droits reçoivent un degré d'effectivité suffisant ou, autrement dit, qu'ils soient pris au sérieux

tant par les autorités politiques et administratives que par les responsables pénitentiaires nationaux et locaux. A cette fin, il est nécessaire aussi que ces responsables pénitentiaires disposent des moyens, notamment financiers, pour mettre en œuvre concrètement ces programmes. Mais cela suppose aussi de la part de tous les acteurs sociaux une volonté de réussir. Ainsi, par exemple, en ce qui concerne la reconnaissance des droits, il n'est pas suffisant de reconnaître des droits matériels mais il faut y ajouter les garanties procédurales et notamment le contrôle indépendant destinés à les rendre effectifs.

2. La notion de détenu autonome et responsable renouvelletelle la perspective de la resocialisation?

Les autorités pénitentiaires en Amérique du Nord évoquent de plus en plus souvent la responsabilité individuelle qui incombe désormais aux personnes judiciairisées en regard de leur propre prise en charge tant au niveau de leur gestion des risques que de leur réinsertion sociale (Bastien Quirion, « Le détenu autonome et responsable : la nouvelle cible de l'intervention correctionnelle au Canada », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2009, p. 819). Cette nouvelle figure est apparue à la jonction entre une perspective clinique d'inspiration cognitive-comportementale et une plus grande reconnaissance des droits des détenus.

La norme d'autonomie exige de l'individu non seulement qu'il reconnaisse la responsabilité de ses actes sur sa trajectoire de vie, mais également qu'il prenne des initiatives à partir de soi pour en devenir véritablement l'acteur » (B. Quirion, *op. cit.*, p. 820).

L'institution vise désormais à former des individus aptes à exercer sur eux-mêmes le dispositif disciplinaire et qui adhèrent pleinement aux nouveaux impératifs sociaux. La responsabilisation renvoie à des actions davantage préventives que réactives puisqu'on vise en fait à outiller le détenu pour en faire un citoyen mieux préparé à son retour en société. Alors que la réhabilitation reposait traditionnellement sur l'intervention des acteurs institutionnels, la responsabilisation mise avant tout sur la participation du détenu à sa propre prise en charge thérapeutique. (B. Quirion, *op. cit.*, pp. 821-822).

Ce nouveau modèle d'intervention à l'égard des détenus repose sur une approche cognitive comportementale. Ainsi, à titre d'exemple, pour réduire la récidive des condamnés détenus, on mise davantage sur l'acquisition d'habilités nécessaires au maintien d'attitudes et de comportements sociaux et en corrigeant les failles du contrevenant dans sa capacité à exercer une auto-surveillance et une auto-gestion de ses propres conduites. On mise donc sur l'acquisition de nouveaux schèmes cognitifs qui permettraient à l'individu de développer une plus grande autonomie et de favoriser l'initiative personnelle. (B. Quirion, *op. cit.*, p. 825).

Au nombre des droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens et donc aux personnes détenues, on trouve le droit de refuser de recevoir des soins thérapeutiques. Le détenu a donc le droit de refuser de participer à un programme thérapeutique.

Mais si le détenu a le droit de refuser de participer à un traitement qui s'appliquera à lui, l'administration a le droit d'en tirer toutes les conséquences. Cela peut, par exemple, aboutir à la situation suivante : le justiciable qui refuse de participer à un programme de contrôle de la colère peut dès lors se voir refuser l'accès à un régime de réinsertion progressive dans la communauté, ce qui aura pour conséquence que sa période de détention ne sera pas raccourcie comme il l'espérait en se basant sur la possibilité que la loi lui offre d'être libéré conditionnellement avant le terme de sa peine. (B. Quirion, op. cit., p. 829).

La question qui se pose, en définitive, est la suivante. En reconnaissant à l'individu le droit de refuser le traitement, améliore-t-on la qualité du programme de réhabilitation des détenus en y ajoutant plus d'autonomie pour l'intéressé ou au contraire, s'agit-il d'annoncer l'abandon de la finalité traditionnelle de la réhabilitation au profit d'une finalité plus circonscrite de la responsabilisation ? Autrement dit, s'agit-il d'une adaptation de l'idéal de la resocialisation qui retrouvera ainsi une nouvelle vie ou s'agit-il au contraire de le remplacer par l'idéal de la responsabilisation ?

Le rôle de la société civile dans le développement de la resocialisation

J'entrevois pour la société civile trois missions.

User de son pouvoir de citoyen pour que l'Etat définisse les finalités des peines privatives de liberté afin que la resocialisation continue à y occuper une place effectivement importante.

Contribuer à attribuer à la victime de l'infraction une place « juste » dans le système pénal (ni plus, ni moins), ce qui implique notamment de définir sereinement le rôle de la victime dans les procédures d'exécution des peines privatives de liberté et en particulier dans la procédure de libération conditionnelle.

Contribuer, dans la mesure de ses possibilités, à faire en sorte que les droits des détenus soient effectivement respectés.

Resozialisierung aus Sicht der Kriminalpolitik

Henri D. BOSLY, Em. Professor, Katholische Universität Löwen, Belgien

Der Begriff der Resozialisierung

Der Begriff der Resozialisierung beinhaltet, dass die Gesellschaft den Straftäter als Teil dieser Gesellschaft ansieht. Also führt eine strafbare Handlung zur Verhängung einer Freiheitsstrafe, aufgrund derer der Straftäter für einen gewissen Zeitraum daran gehindert wird, am Leben der freien Gesellschaft teilzunehmen. Nach Verbüßung dieser Freiheitsstrafe soll er jedoch wieder einen angemessenen Platz in dieser Gesellschaft finden.

Die Zielsetzung der Strafe

Im Ancien Régime und in den Jahrzehnten nach der französischen Revolution war das Ziel des Strafens Rache, aber auch Strafe und Vergeltung. Der Begriff der Resozialisierung hatte damals noch keinen Platz in der Welt der Strafrechtslehre. Dies ist umso einleuchtender, wenn man bedenkt, dass es sich bei den damaligen Strafen um die Todesstrafe oder körperliche Strafen handelte. Sie sollten dazu dienen „Terror“ in der Bevölkerung zu verbreiten und somit – so glaubte man zumindest – abschreckend wirken. Aber dies zeigte sich auch in Bezug auf die Freiheitsstrafe.

Maurice Cusson hat dies folgendermaßen formuliert: „wenn man vom Gedanken der Strafe als Vergeltung ausgeht, dann wird der Kriminelle bestraft, weil er ein Verbrechen begangen hat und nicht, um Verbrechen zu verhindern oder einzudämmen“ (Pourquoi punir?, Paris, Dalloz, 1987, S. 82). Die Dinge ändern sich dann langsam, als der Freiheitsstrafe mehrere Zielsetzungen zugewiesen wurden, unter anderem auch die Prävention. Dies war der Fall als Autoren wie Beccaria und Bentham – zwei Autoren sehr unterschiedlicher Art, das stimmt – sich für eine Milderung der Strafen aussprachen. Dies sollte Schritt für Schritt dazu führen, dass die Todesstrafe immer seltener verhängt wurde und die Körperstrafen sogar noch schneller verschwanden.

Diese beiden Autoren weisen der Strafe eine präventive Funktion zu. Beccaria schrieb dazu: „... Ziel der Bestrafung ist es einzig, den Schuldigen daran zu hindern, der Gesellschaft weiteren Schaden zuzufügen und seine Mitbürger daran zu hindern, den Weg des Verbrechens zu beschreiten“ (Des délits et des peines, S. 87). Bentham wird dazu erläutern, dass sich die Strafe vor allem auf den einzelnen Straftäter bezieht und jeglichen Rückfall durch die „Unfähigmachung“ des Delinquenten zu verhindern sucht, d.h. dass dessen Schädigungsmöglichkeit durch die moralische Besserung des Betroffenen oder durch dessen Einschüchterung neutralisiert wird.

Beide Autoren setzten sich für eine Milderung der Strafen ein. Cesare Beccaria vermerkte dazu folgendes: „Es gilt die Mittel zu wählen, die auf den Geist des Volkes einen möglichst tiefen und nachhaltigen Eindruck hinterlassen und gleichzeitig so wenig grausam wie möglich für den Körper des Schuldigen sind.“ Bentham seinerseits war der Ansicht man solle die Strafe dergestalt auswählen, dass „das tatsächliche Übel so klein wie möglich und das augenscheinliche Übel so groß wie möglich“ sei.

Die Verbreitung der Inhaftierung als Strafe

Ab dem Zeitraum als sich dieses Gedankengut konkretisiert hatte und umgesetzt wurde, wurde die Inhaftierung tatsächlich zu einer allgemein verbreiteten Strafe. Sie ersetzte nach und nach die Körperstrafen und die Todesstrafe. Der Ursprungsmythos der Haftstrafe entspringt der humanistisch geprägten Suche nach der angemessenen Strafe, die eine Besserung des Verurteilten ermöglicht (G. Kellens, Punir: pénologie et droit des sanctions pénales, Lüttich, Editions juridiques de l'Université, 2000, S. 177). Unter Berücksichtigung der drei oben aufgeführten Zielsetzungen - von Bentham so dargestellten - konnte die Vollstreckung der Haftstrafe jedoch keinen wirksamen Beitrag zur Resozialisierung der verurteilten Person leisten. Dies war auch deshalb nicht möglich, da der Zweck der Haftstrafe vor allem in der „Unfähigmachung“ oder der Neutralisierung der verurteilten Person bestand. Vorbeugung wurde durch sittliche Erneuerung und Einschüchterung der verurteilten Person gewährleistet. Man kann also feststellen, dass Besserung damals vor allem eine moralische Konnotation hatte, da sie auf eine sittliche Besserung der Verurteilten abzielte.

Hinzu kam, dass die verhängte und vollzogene Haftstrafe einen offensichtlichen Mangel an Individualisierung aufwies. Als Reaktion auf das Strafrechtssystem des Ancien Régime, das sich durch exzessive Härte der Sanktion, Willkür des Richters und Ungleichheit der Bürger vor der Strafgewalt kennzeichnete, wählte der Gesetzgeber der französischen Revolution als Ideal eine Angleichung der Strafe in Bezug auf das, was vom Gesetz festgelegt, vom Richter bestimmt und von der Strafvollzugsbehörde durchgeführt wurde. So trat mit dem Gesetz vom 25. September 1791 ein neues Strafgesetzbuch in Kraft, welches eine festgesetzte Strafe einführte, so dass der Richter das Gesetz mechanisch anwendete (R. Charles, „La rôle du tribunal dans l'application et la détermination des peines“, Revue de droit pénal et de criminologie, 1967-68, SS. 666-667).

Die Gerichtspraxis zeigte bald die Utopie dieses Systems; das Gesetz vom 25. Frimaire (Reifemonat) des Jahres VIII (16. Dezember 1799) beendete das System der feststehenden Strafen für Strafsachen. Das Strafgesetzbuch von 1810 weitete diese Maßnahme auf alle zeitlich befristeten Freiheitsstrafen aus (R. Charles, op. cit., S. 667). Man sah also ein, dass es notwendig war, dem Richter ein gewisses Maß an Freiheit bei der Festsetzung des Strafmaßes zuzubilligen, weshalb Unter- und Obergrenzen für

Freiheitsstrafen festgelegt wurden. Dieser Ansatz blieb aber immer noch recht zaghaft. Außerdem sollte die Haft in Einzelzellen der verurteilten Person die Gelegenheit geben, über ihre Verfehlungen nachzudenken und sich sittlich zu erneuern.

Die Anwendung soziologischer Theorien auf die Kriminologie des 19. Jahrhunderts wird den Stellenwert der Haftstrafe im Arsenal der Sanktionen festigen, verbunden mit der Tendenz zu Verringerung der Strafintensität je weiter sich die Gesellschaft entwickelt. Diese Veränderung spiegelt sich vor allem in der Wahl der Tatvorwürfe, wobei gegen Personen gerichteten Straftaten tendenziell die größte Bedeutung zukommt.

Die Individualisierung der Strafe

Im 19. und 20. Jahrhundert wurde der Trend zu einer Individualisierung der Strafe, welcher mit dem Gesetz von 1799 und dem Strafgesetzbuch von 1810 begonnen hatte, in zwei verschiedene Richtungen weitergeführt, die sich gegenseitig verstärkten.

1. Die erste Richtung betrifft die Verkündung der Strafe. Dem Richter wurde bei der Festsetzung der Dauer der Haftstrafe und sogar bei den Möglichkeiten der Sanktionswahl nach und nach mehr Freiraum eingeräumt wurde. Anfangs nahm die Spanne zwischen Mindest- und Höchstfreiheitsstrafe zu. Danach folgte die Berücksichtigung der Persönlichkeit des Straftäters, indem der Gesetzgeber die Begriffe des Strafausschließungsgrundes und des Strafmilderungsgrundes einführte (wobei der Strafmilderungsgrund strafmildernde Umstände sind, welche ausdrücklich vom Gesetz vorgesehen sind) und indem es zu einer systematischen Erweiterung der strafmildernden Umstände kam, die im Ermessen des Richters lagen. Diesem war es nunmehr möglich, ein Strafmaß zu verkünden, das unter der gesetzlich vorgesehenen Mindeststrafe lag (R. Charles, op. cit., S. 669). Später dann, gegen Ende des 19. Jahrhunderts und vor allem im Laufe des 20. Jahrhunderts, verfügte der Richter über eine größere Auswahl an Strafen: so gab ihm das Gesetz häufig die Möglichkeit zwischen Haftstrafe und Geldstrafe zu wählen, eine Verurteilung zur Haftstrafe zur Bewährung auszusetzen, indem eine Strafaussetzung verkündet wurde, später indem gar keine Strafe verkündet wurde (Aussetzung der Urteilsverkündung, Schuldigerklärung, Straferlass, usw. ...) und schließlich durch Ersetzen der Haftstrafe durch die Arbeitsstrafe.
2. Der Vollzug der Haftstrafe wurde individualisiert. Der entscheidende Schritt in diese Richtung war die Aussetzung des Strafrestes auf Bewährung. Es bleibt zwar bei dem festgesetzten Ende der Haftstrafe, doch sie erscheint darüber hinaus als unbestimmt, da der Verurteilte die Justizvollzugsanstalt früher verlassen kann als dies vom Richter angekündigt wurde. Der Beschluss zur Strafaussetzung auf Bewährung wird je nach Rechtsordnung von einer Verwaltungsdienststelle oder einer spezialisierten Gerichtsbehörde gefällt, wie z.B. einem Richter oder dem Gericht für die Strafanwendung.

Die Konzepte der Besserung und Resozialisierung

Die Entscheidung über die vorzeitige Entlassung des Verurteilten wurde aufgrund einer Beurteilung des Verhaltens und der Persönlichkeit des Verurteilten getroffen; der Strafvollzug wird somit zu einer Phase, die seiner Besserung und seiner sozialen Wiedereingliederung dient. Die Strafaussetzung zur Bewährung ist aus Sicht der Resozialisierung der Betroffenen eine unbedingte Notwendigkeit und der Beginn einer Bewegung, die sich für die Anerkennung der Rechte von Inhaftierten einsetzt.

Der Unterschied zwischen der vom Richter verkündeten Strafe und der vom Verurteilten verbüßten Strafe wird sich weiter entwickeln, sobald neue Strafvollzugsformen eingeführt werden, entweder durch die Kriminalpolitik (Beispiele: die verschiedenen Formen des Hafturlaubes oder die Strafverbüßung in mehreren Abschnitten) oder durch moderne Techniken (Beispiel: elektronische Fußfessel).

„Was nun die Rehabilitation angeht, entweder durch eine einfache Besserung, eine Behandlung, eine Resozialisierung, eine Wiedereingliederung oder eine einfache soziale Integration, so ist sie das Ideal schlechthin des Strafrechtsgedankens seit Ende des 19. Jahrhunderts, bevor es zu einem mehr oder weniger großen Niedergang in den 1970er-Jahren kam“ (M. van de Kerchove, *Sens et non-sens de la peine*, Bruxelles, Publ.Fac. Univ. Saint Louis, 2009, S. 212).

Anfangs wurde die Besserung der inhaftierten Person vom moralischen Standpunkt aus betrachtet, weil sie durch die Einsicht des Betroffenen in seine Schuld hervorgehoben wurde und durch die Reue, die ihn nunmehr durchdrang. Heute jedoch wird keine moralische Besserung mehr erwartet, da sich das Strafrecht einer demokratischen Gesellschaft mit einer sozialen Besserung begnügt (B. Bouloc, *Pénologie*, 2^e éd., Paris, Dalloz, 1998, S. 7). Für diesen offenkundigen Perspektivenwechsel scheinen mir drei Gründe ausschlaggebend zu sein:

Zuerst einmal der Wandel der demokratischen Gesellschaften in pluralistische Gesellschaften. Dieser bringt es mit sich, dass heutzutage kein Konsens mehr darüber besteht, was moralisch wünschenswertes Verhalten ist. Die Besserung der inhaftierten Person muss also im Sinne einer Wiedereingliederung gesehen werden, welche ein Leben in Freiheit ermöglicht, also einer Festlegung von Regeln, die ein „friedliches“ Zusammenleben in einer Gemeinschaft ermöglichen.

Hinzu kommt der Schutz der Grundrechte der inhaftierten Person und insbesondere ihres Rechts auf Schutz des Privatlebens, auf Gedankenfreiheit und Freiheit der Meinungsäußerung. Diese Rechte werden durch völkerrechtliche Urkunden festgeschrieben (Beispiel: die Artikel 8, 9 und 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention). R. Merle (*La pénitence et la peine*, Paris, Cujas et le Cerf, 1985, p. 113) schreibt dazu:

„Wenn die Resozialisierung darin besteht, den Straftäter zu den soziokulturellen Werten zu bekehren, die von der Macht des Gesetzgebers vorgeschrieben werden, dann berührt sie das Gewissen, die Gewissens- und die Meinungsfreiheit.“

Zuletzt der Einfluss der kriminalpolitischen Doktrin der *Défense sociale nouvelle* (seit 1945), deren wichtigster Vertreter Marc Ancel war. Diese Doktrin zielt darauf ab, die Verteidigung der Gesellschaft zu gewährleisten. Sie geht jedoch davon aus, dass der beste, wirksamste und humanste Schutz der Gesellschaft darin besteht, eine Wiedereingliederung der Täter durch sämtliche Mittel zu gewährleisten, welche auf ihre Persönlichkeit Einfluss nehmen, ihre Würde wahren und sie dabei unterstützen, ihren Sinn für soziale Verantwortung wiederzuerlangen (Bouloc, op. cit., S. 21). Der soziale Schutz durch Rehabilitation des Verurteilten ist eine echte Pflicht für die Gesellschaft; einzig und allein die Rehabilitation des Verurteilten kann verhindern, dass er der Gesellschaft immer wieder zur Last fällt und dabei immer gefährlicher und immer weniger zugänglich wird. Die Kriminal- und Strafvollzugspolitik der *Défense sociale* ist also die kostengünstigste und rentabelste, dabei auch die humanste und entspricht voll und ganz den beiden großen Denkrichtungen der modernen europäischen Zivilisation: der christlichen Barmherzigkeit gegenüber dem Nächsten und der demokratischen Brüderlichkeit freier und gleichberechtigter Menschen, die sich aus den Menschenrechts- und Bürgerrechtserklärungen ergibt.

Das Konzept der Resozialisierung beinhaltet, dass dem Täter – dessen Zustimmung i.d.R. verlangt wird, um ihn dadurch zur Übernahme von Eigenverantwortung zu bewegen – eine Unterstützung zur Verfügung gestellt wird, die ihm dabei hilft, seinen normalen Platz in der Gemeinschaft wieder einzunehmen (M. van de Kerchove, op. cit., S. 215).

Die neuen Europäischen Strafvollzugsgrundsätze, welche am 11. Januar 2006 vom Ministerkomitee des Europarates angenommen wurden, betonen ausdrücklich, dass das Ziel der Resozialisierung angestrebt werden sollte. So besagt Regel Nr. 6: „Jede Freiheitsentziehung ist so durchzuführen, dass sie den betroffenen Personen die Wiedereingliederung in die Gesellschaft erleichtert“. Die Regel 33.3 sieht folgendes vor: „Alle Gefangenen sollen von Vorkehrungen profitieren, die dazu bestimmt sind, ihnen nach der Entlassung bei der Rückkehr in die freie Gesellschaft zu helfen“. Die Regel Nr. 103.4, die sich auf den individuellen Strafvollzugsplan bezieht, sieht im Rahmen des Möglichen eine Vorbereitung auf die Freilassung vor und die Regel Nr. 107.3, welche die schrittweise Rückkehr in die freie Gesellschaft betrifft, präzisiert: « Dieses Ziel kann durch ein in der Justizvollzugsanstalt durchzuführendes Entlassungsvorbereitungsprogramm erreicht werden oder durch teilweise oder bedingte Entlassung unter Aufsicht, in Verbindung mit wirksamer sozialer Unterstützung ».

Artikel 132-24 des französischen Strafgesetzbuches, welcher durch das Gesetz vom 12. Dezember 2005 hinzugefügt wurde, erwähnt als eines der Kriterien, welche vom

Richter herangezogen werden, um die Art der Strafe, das Strafmaß, und die Strafvollzugsordnung festzusetzen, „die Förderung der Eingliederung oder Wiedereingliederung des Verurteilten“.

Hin zu einer Anerkennung der Rechte der Inhaftierten

Die Rechte der Inhaftierten bedeuten einen großen Fortschritt im Vergleich zum früheren System der Privilegien und Begünstigungen, bei denen die Person, der die Freiheit entzogen wurde, einer willkürlichen Macht oder einer beliebigen Laune ausgeliefert war.

Die Anerkennung des Inhaftierten als Rechtssubjekt geht von dem Prinzip aus, dass es Besitzstände gibt, die den Inhaftierten nicht entzogen werden dürfen. Dies führt dazu, dass die Gestaltung der Freiheitsstrafe immer stärker unter rechtsstaatlichen Bedingungen statt zu finden hat (P. Pelissier, „La réhabilitation du détenu existe-t-elle?“ in *La condition juridique du détenu*, S. I. dir. J. Pradel, Institut für Kriminalwissenschaften von Poitiers, Paris, Cujas, 1993, S. 63–64).

Dazu kann ich hier nur einen Auszug aus dem Leitbild der kanadischen Strafbehörde aus dem Jahre 1989 zitieren: „...bei all unseren Handlungen tragen wir Verantwortung dafür, den Tätern gegenüber gerecht zu handeln und zu berücksichtigen, dass sie die gleichen Rechte wahren wie die anderen Mitglieder der Gesellschaft, mit Ausnahme derjenigen Rechte, die aufgrund der verhängten Strafe eingeschränkt werden müssen. Wir werden alle notwendigen Schritte unternehmen, damit der Geist der kanadischen Charta für Rechte und Freiheiten all unsere Handlungen inspiriert“ (P. Pelissier, op. cit., S. 64).

Die Rechte der Inhaftierten betreffen die neuralgischen Punkte der Inhaftierung: Recht auf Gleichheit vor dem Gesetz und auf Schutz vor dem Gesetz, Redefreiheit, das Recht keinen grausamen, inhumanen oder erniedrigenden Strafen oder Behandlungen unterzogen zu werden, das Recht auf medizinische Versorgung, das Recht auf eine unparteiische Anhörung seiner Sache.

Die Anerkennung der Rechte der Inhaftierten wird außerdem durchdrungen von der Grundidee, dass die verurteilte Person sämtliche Rechte wahr, mit Ausnahme natürlich des Rechtes, sich frei zu bewegen und aller damit direkt verbundener Rechte, doch nur in dem Maße, wie diese Einschränkung auch wirklich notwendig ist. Die anderen Grundrechte der inhaftierten Person werden nicht angetastet.

Artikel 4, e) des kanadischen Gesetzes zur Strafvollzugsordnung und zur Freilassung auf Bewährung aus dem Jahre 1992 sieht vor, dass „der Täter weiterhin über die Rech-

te und Privilegien verfügt, die allen Bürgern zuerkannt werden, mit Ausnahme jener, deren Streichung oder Einschränkung eine notwendige Konsequenz der verhängten Strafe sind“. Dieses Gesetz wird als signifikanter Fortschritt in Bezug auf die Verbesserung der Lebensbedingungen der kanadischen Inhaftierten gesehen, indem die Rechte und die Rechtsschutzgarantie, die sie schützen, klar anerkannt werden. (B. Quirion, op. cit., S. 826).

Regel Nr. 2 der neuen europäischen Strafvollzugsgrundsätze besagt: „Personen, denen die Freiheit entzogen wird, behalten alle Rechte, die ihnen durch die Entscheidung, mit der gegen sie eine Freiheitsstrafe verhängt oder Untersuchungshaft angeordnet wird, nicht rechtmäßig aberkannt werden.“ und Regel Nr. 102.2 : „Die Freiheitsstrafe ist allein durch den Entzug der Freiheit eine Strafe. Der Strafvollzug darf daher die mit der Freiheitsstrafe zwangsläufig verbundenen Einschränkungen nicht verstärken.“ Diese Rechte bedürfen eines verfahrensrechtlichen Schutzes. „Das System der Gerichtshilfe für Inhaftierte ist Ausdruck des Gedankens, dass diese weder Bürger zweiter Klasse noch Feinde der Gesellschaft sind, sondern Mitglieder eben dieser Gesellschaft“ (G. Corstens, (Präsident des Hoge Raad der Niederlande), *Les recours ouverts au détenu en droit néerlandais*, in *La condition juridique du détenu*, S. 229). Die Anerkennung der Rechte muss durch eine unabhängige Kontrolle der Justizvollzugsanstalten ergänzt werden.

Die Anerkennung der Rechte der Inhaftierten stößt jedoch auch auf Grenzen: es stimmt, dass die Anerkennung der Rechte wenig bewirkt, wenn es darum geht, die Gewalt zwischen Inhaftierten zu neutralisieren. Dieser Diskurs über die Anerkennung der Rechte gilt vor allem gegenüber den Verstößen der legitimen Staatsgewalt und ihrer Vertreter. Der Diskurs bezüglich der Anerkennung greift erst a posteriori in Bezug auf Gewalt zwischen Inhaftierten, die zu schweren Personenschäden führt. Die Staatsgewalt muss, gemäß der Rechtsprechung des Europäischen Menschenrechtsgeschichtshofes, wirksame Maßnahmen ergreifen, um die Urheber dieser Taten zu ermitteln und sicherzustellen, dass am Ende eines fairen Prozesses ein Urteil gefällt wird und eine Verurteilung stattfindet.

Die Resozialisierung und die Anerkennung der Rechte angesichts des wirklichen Lebens in einer Justizvollzugsanstalt

Seit den 70iger Jahren verlor der Begriff der Resozialisierung an Bedeutung, vor allem deshalb, weil er mit der Realität des Strafvollzugs konfrontiert wurde. Es ist ja auch paradox der Inhaftierung ein Ziel wie z.B. die Resozialisierung – d.h. die Wiederanpassung in Hinblick auf eine Rückkehr in ein freies Leben – vorzugeben, da das Leben in der Justizvollzugsanstalt sich grundlegend von einem freien Leben in der Gesellschaft unterscheidet. Wie kann man im Gefängnis jemanden ernsthaft auf die Rückkehr in die Freiheit vorbereiten?

Resozialisierung und Anerkennung der Rechte tragen dazu bei, das Bild der Justizvollzugsanstalt zu beschönigen, so dass diese beiden Bestrebungen, ohne dies zu wollen natürlich, zum Erhalt der Strafvollzugseinrichtungen beitragen. Der Diskurs gemäß dem der Inhaftierte sämtliche Grundrechte wahrt, mit Ausnahme der Freiheit nach Belieben zu kommen und zu gehen, entspricht nicht der Realität. Die Inhaftierung ist eine schwere Strafe, welche immer mit Leiden verbunden ist und wird nie die einfache Aberkennung des Rechtes zu Kommen und zu Gehen sein. Der Gedanke der Behandlung wird kritisiert im Namen des Rechtes auf Andersartigkeit und der häufigen Missachtung der Vorgaben des *due process of law*.

Man kann die spezifischen Übel der Vollzugsanstalten nicht außer Acht lassen. Zuerst gibt es die traditionellen Übel: die Gewalt in den Vollzugsanstalten. Dann gibt es auch die zeitgenössischen Übel: die Überbelegung der Justizvollzugsanstalten, der Mangel an spezifischen Behandlungsangeboten für Inhaftierte mit psychiatrischen Störungen oder Inhaftierte, die unter starker sozialer Ausgrenzung leiden, der Selbstmord von Inhaftierten. (J. P. Ceré, *La prison*, Paris, Dalloz, S. 94-108).

Niedergang oder Umwandlung des Resozialisierungskonzeptes im 21. Jahrhundert

1. Die Tatsache, dass es Strafvollzugsanstalten gibt, ist unbestritten. Darüber hinaus stellt man weltweit fest, dass es einen starken Trend hin zu einer Erhöhung der Populationen in den Vollzugsanstalten gibt, selbst in jenen Ländern, wo die Gesamtbevölkerung nur langsam wächst. Andererseits ist zu beobachten, dass die Resozialisierungsbemühungen und die Anerkennung der Rechte der Inhaftierten zur Auflage von Programmen führt, welche das Los der Inhaftierten verbessern. Anders gesagt: das Leben in der Vollzugsanstalt wäre schlimmer, wenn es diese Bestrebungen nicht gäbe. Dies setzt natürlich voraus, dass die Programme zur Resozialisierung und zur Anerkennung der Rechte genügend Wirksamkeit zeigen, d.h. dass sie sowohl von der Politik und den Behörden wie auch von den nationalen und lokalen Verantwortlichen für den Strafvollzug ernst genommen werden. Deshalb müssen die Verantwortlichen für den Strafvollzug über die notwendigen Mittel verfügen, insbesondere auch finanzieller Art, um diese Programme auch umsetzen zu können. Dies setzt aber auch voraus, dass sämtliche sozialen Akteure den Willen zum Erfolg haben. Was z.B. die Anerkennung der Rechte angeht, so reicht es nicht, die materiellen Rechte anzuerkennen. Um ihre Wirksamkeit zu gewährleisten müssen sie durch verfahrensrechtliche Garantien und insbesondere durch eine unabhängige Kontrolle ergänzt werden.
2. Wird durch das Konzept des autonomen und eigenverantwortlichen Inhaftierten die Perspektive der Resozialisierung erneuert?

Die Strafvollzugsbehörden in Nordamerika führen immer öfter die individuelle Eigenverantwortung an, welche die Personen, die den Justizbehörden unterstellt sind, für ihre Betreuung übernehmen müssen. Dies gilt sowohl für ihr Risikomanagement als auch für ihre soziale Wiedereingliederung. (Bastien Quirion, « *Le détenu autonome et responsable: la nouvelle cible de l'intervention correctionnelle au Canada* », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2009, S. 819). Diese neue Situation ist entstanden an der Schnittstelle zwischen einer verhaltenstherapeutisch orientierten klinischen Perspektive und einer erweiterten Anerkennung der Rechte der Inhaftierten. Die Eigenständigkeitsvorschrift verlangt von der einzelnen Person nicht nur, dass sie die Verantwortung für ihr Handeln im Laufe ihres Lebens übernimmt, sondern auch dass sie eigenständig die Initiative ergreift, um ihr Leben aktiv selbst zu gestalten (B. Quirion, *op. cit.*, S. 820).

Die Institution soll also nunmehr dazu beitragen, Menschen heranzubilden, die fähig sind auf sich selbst disziplinarisch einzuwirken und somit in die Lage versetzt werden, die neuen sozialen Gebote vollständig einzuhalten. Die Übernahme von Eigenverantwortung agiert vor allem präventiv und nicht reaktiv. Es geht darum, den Inhaftierten mit dem nötigen Rüstzeug auszustatten, um aus ihm einen Bürger zu machen, der besser auf seine Rückkehr in die Gesellschaft vorbereitet ist. Wo früher traditionell die Rehabilitation durch institutionelle Akteure gewährleistet, wurde setzt die Übernahme von Eigenverantwortung vor allem auf die aktive Teilnahme des Inhaftierten an seiner eigenen therapeutischen Betreuung (B. Quirion, *op. cit.*, pp. 821-822). Dieses neue Interventionsmodell in Bezug auf die Inhaftierten gründet auf einem verhaltenstherapeutischen Ansatz. Um zum Beispiel Rückfällen vorzubeugen, setzt man vor allem auf das Aneignen von Fähigkeiten, die es den verurteilten Inhaftierten erlauben sozialverträglich zu denken und zu handeln und Mängel bei der Selbstüberwachung und Selbststeuerung ihres Verhaltens zu korrigieren. Es geht also darum, neue kognitive Schemata zu lernen, die es dem Individuum erlauben, mehr Eigenständigkeit und Eigeninitiative zu entwickeln (B. Quirion, *op.cit.*, S. 825).

Eines der Grundrechte aller Bürger - also auch der Inhaftierten - ist das Recht medizinische Versorgung zu verweigern. Der Inhaftierte hat also das Recht sich zu weigern, an einem Therapieprogramm teilzunehmen. Doch wenn der Inhaftierte das Recht hat eine Behandlung zu verweigern, so hat die Behörde auch das Recht, daraus alle notwendigen Konsequenzen zu ziehen. Dies kann z.B. zu folgender Situation führen: falls ein Täter sich weigert an einem Programm zur Aggressionskontrolle teilzunehmen, kann dies dazu führen, dass ihm die Teilnahme an einem Programm zur schrittweisen Wiedereingliederung in die Gesellschaft verwehrt wird. Dies wiederum hat zur Folge, dass die von ihm auf Grundlage der gesetzlichen Möglichkeiten erhoffte vorzeitige Entlassung auf Bewährung nicht gewährt und seine Haftdauer nicht verkürzt wird (B. Quirion, *op. cit.*, S. 829).

Die Frage, die sich letztendlich stellt, ist folgende: Wenn dem Individuum das Recht zugebilligt wird eine Behandlung zu verweigern, wird dann die Qualität des Rehabilitationsprogrammes für Inhaftierte durch dieses größere Selbstbestimmungsrecht verbessert oder geht es im Gegensatz dazu darum, das traditionelle Ziel der Rehabilitation aufzugeben zugunsten einer begrenzteren Zielsetzung, der Übernahme von Eigenverantwortung? Anders formuliert: geht es darum das Ideal der Resozialisierung anzupassen, damit ihm neues Leben eingehaucht werden kann oder soll es durch ein neues Ideal, die Übernahme von Eigenverantwortung, ersetzt werden?

Die Rolle der bürgerlich-rechtlichen Gesellschaft bei der Entwicklung der Resozialisierung

Für die bürgerlichrechtliche Gesellschaft sehe ich drei Aufgaben.

- Die Macht als Bürger nutzen damit der Staat die Zielsetzungen der Freiheitsstrafen so definiert dass auch weiterhin die Resozialisierung dabei eine wirklich wichtige Rolle spielt.
- Dazu beitragen, dem Opfer des Verbrechens einen „gerechten“ Platz im Strafrechtssystem zuzuweisen (nicht mehr und nicht weniger), was wiederum bedeutet dass die Rolle des Opfers bei den Durchführungsverfahren der Freiheitsstrafen und insbesondere bei dem Verfahren zur Freilassung auf Bewährung definiert wird.
- Im Rahmen ihrer Möglichkeiten dazu beitragen dass die Rechte der Inhaftierten auch tatsächlich respektiert werden.

7. Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug

Prof. Günter Rieger, Stuttgart, Deutschland

500 v. Chr. ermahnte der Athener Perikles seine Mitbürger: „Wer an den Dingen der Stadt keinen Anteil nimmt, ist kein stiller, sondern ein schlechter Bürger“. Das öffentliche Engagement der Bürger war ihm ein unverzichtbarer Nährboden der Demokratie. Öffentliches, freiwilliges Engagement war eine Selbstverständlichkeit. Wer sich nicht engagierte, galt als Privatmensch oder „idiōtes“ – wie solche Menschen in der Antike genannt wurden. Für die Bürger moderner Demokratien ist das öffentliche Engagement nicht mehr so selbstverständlich. Wir sind – wie der Münchner Sozialpsychologe Heiner Keupp das nennt – eine Gesellschaft der „Ichlinge“. Im Vordergrund stehen unsere privaten Angelegenheiten und die Karriere. Was zählt ist das private Glück oder der berufliche Erfolg. Freiwilliges Engagement für das Gemeinwohl bleibt dagegen oft im Schatten. Dies zeigt sich schon daran, dass wir – wie jetzt von der Europäischen Union ausgerufen – ein Jahr des freiwilligen Engagements zelebrieren müssen. Denn dem freiwillig übernommenen Amt folgt nicht mehr automatisch die Ehre. Wir müssen Anerkennung inszenieren. Eine Anerkennungskultur muss hergestellt werden.

Schon gar nicht selbstverständlich ist das Engagement in einem so schwierigen, manchmal angstbesetzten und oft vorurteilsbeladenen Bereich wie der Straffälligenhilfe. Hier laufen heute eher die freiwillig Engagierten Gefahr, als eigentümlich, eigenartig (so weitere Bedeutung des griechischen Wortes idiōtes) oder als Laien (die latinisierte Form Idiota) abgestempelt zu werden.

Warum engagieren sich Menschen für Straftäter? Warum begeben sie sich dafür freiwillig in die totale Institution Gefängnis? In ihrer individuellen Engagementmotivation dürften sich die Engagierten des Strafvollzugs nicht grundsätzlich von anderen Engagierten unterscheiden. Es mischen sich – mit je individueller Gewichtung – „traditionelle“ und „neue“ Engagementmotive. Bürger engagieren sich aus Nächstenliebe und Pflichtbewusstsein oder weil sie es aus Elternhaus, Freundeskreis und weiterem Umfeld (Milieu) schlicht so gewohnt sind. Sie wollen aber auch etwas Sinnvolles tun, Neues erleben, Erfahrungen sammeln, sich weiter entwickeln und/oder Anerkennung und Kontakte finden. Die meisten Engagementwilligen schätzen sich dabei realistisch ein und verfügen über eine gesunde Mischung unterschiedlicher Motivationen. Wenige versuchen mit ihrem Engagement ernste eigene Problematiken zu lindern oder zu verstecken und können damit sich und anderen schaden. Engagierte im Strafvollzug unterscheiden sich also nicht grundsätzlich von anderen Engagierten. Gesellschaftlich aber wird ihr Engagement oftmals anders gesehen und bewertet. Teils reagiert die Umwelt verständnislos teils beäugt sie dieses Engagement misstrauisch. Wie kann

man nur? Wozu? Verdienen die das? Umso mehr muss es ein Anliegen sein, deutlich zu machen, welche Bedeutung Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug hat oder haben könnte. Ich versuche dies in drei Thesen.

1. Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug hat eine grundsätzliche gesellschaftliche Dimension

Jene Bürgerinnen und Bürger die sich im Strafvollzug engagieren, halten ein Bewusstsein dafür wach, dass Verurteilung, Strafe und Resozialisierung die Angelegenheit aller Bürger sind. Urteile werden in der Bundesrepublik Deutschland mit der Urteilsformel „im Namen des Volkes“ im Namen der Bürger gesprochen. Ein Ausdruck dieses Anspruchs sind die vielen tausend ehrenamtlichen Schöffen, die als ehrenamtliche Richter ihren Beitrag zur Rechtsprechung leisten. Aber auch im Bereich der Resozialisierung ist es wichtig diesen Anspruch einer gesellschaftlichen Rückbindung der Justiz aufrechtzuerhalten. Denn nur „Bürger integrieren Bürger“. Ein humaner Strafvollzug und die Reintegration von Straftätern kann und darf nicht allein die Angelegenheit weniger bezahlter Fachkräfte sein. Dort wo im Namen einer Gesellschaft verurteilt wird, muss diese Gesellschaft auch Sorge tragen, wie Strafe gestaltet und (Re-)Integration gelingen kann.

Konkret erfüllen bürgerschaftlich Engagierte für Gefängnisse Kontroll- (1), Normalisierungs- (2) und Multiplikatorenfunktionen (3). Sie machen die Mauern (des Gefängnisses) auf mehrfache Weise durchlässig:

1. Sie sind Teil der notwendigen Kontrolle der totalen Institution Gefängnis durch die Gesellschaft. Denn solche nach außen abgeschotteten, dem Sicherheitsdenken unterworfenen Institutionen entwickeln gefährliche Eigendynamiken und neigen zur Intransparenz. Menschen die Kontakt zu Insassen halten, Anstalten regelmäßig besuchen und von Innen kennen, wirken durch ihre bloße Anwesenheit als Korrektiv. Gegebenenfalls sollten sie sich aber auch nicht scheuen anwaltschaftlich für ihre Betreuten einzutreten und nachdrücklich auf Missstände aufmerksam zu machen.
2. Die Anwesenheit bürgerschaftlich Engagierter im Vollzugsalltag bedeutet einen – wenn auch manchmal kleinen – Beitrag zur Normalisierung einer ansonsten künstlichen, teils abnormen Welt. Freiwillige stellen eine Verbindung zur Welt draußen her und erzeugen in Einzelgesprächen und Gruppen ein Stück alltäglicher Normalität. Wie sehr mit den bürgerschaftlich Engagierten die Spontaneität und Unberechenbarkeit des normalen Alltags Einzug hält, zeigt sich oft schon an den ängstlichen Abwehrreaktionen des Vollzugssystems.
3. Sie leisten als Multiplikatoren ihren Beitrag dazu, ein realistischeres Bild des Strafvollzugs und der dort inhaftierten Menschen zu zeichnen. Dies ist

notwendig, denn Resozialisierung ist auf eine entgegenkommende resozialisierungsfreundliche Gesellschaft angewiesen. Bürgerschaftliches Engagement trägt dazu bei ein verbessertes resozialisierungsfreundliches Klima zu schaffen. Dies ist eine Grundbedingung für eine erfolgreiche Straffälligenhilfe. Dies gilt gerade heute, wo das Gefährdungsbewusstsein wächst und wo Sühne und Verwahrung überall in Europa wieder salonfähig werden. Denn unabhängig davon, wie gut neue Qualitätsstandards für die professionelle Straffälligenhilfe formuliert, umgesetzt und kontrolliert werden, egal wie ausgefeilt die Methodik des Case Managements angewandt wird, wenn sie nicht in ein entgegenkommendes gesellschaftliches Umfeld eingebettet sind, werden die sozialarbeiterischen Bemühungen kaum erfolgreich sein. Indem mehr Menschen sich direkt im Bereich der Straffälligenhilfe engagieren und diese in den Netzwerken des Bürgerschaftlichen Engagements präsent sind, wird die Öffentlichkeitsarbeit verbessert und soziales Kapital produziert. Vielleicht öffnen sich hier Türen, die der Straffälligenhilfe sonst verschlossen blieben. Simple law-and-order-Parolen können aufgeweicht werden. Dem Verlangen nach Schuld und Sühne kann ein Mehr an Verständnis für den Nutzen und den Wert sozialer Rechtspflege gegenübergestellt werden. Damit würden nicht nur die generellen Bedingungen für die Resozialisierungsarbeit verbessert, sondern im Nebeneffekt auch ein besseres Bewusstsein für die Notwendigkeit und die Leistungen einer professionellen Sozialarbeit in der Justiz geschaffen. Schließlich wird ein Bewusstsein dafür wach gehalten, dass soziale Probleme nicht einfach an Professionelle abzuschieben sind, sondern dass sie Herausforderung und Aufgabe aller Bürger sind. Mit Wendt (1995) lässt sich sagen, dass das Soziale niemals die Sache von Spezialisten allein sein kann.

2. Freiwilliges Engagement ist eine unverzichtbare Ressource für die Straffälligenhilfe im Vollzug

Bürgerschaftliches Engagement erschließt Ressourcen, die in der professionellen Straffälligenhilfe knapp sind. Dazu zählen (1) Alltagswissen, (2) Zeit, (3) spezielles Fachwissen von Bürgern für Bürger, (4) soziale Beziehungen, (5) materielle Hilfe, (6) Freiwilligkeit und (7) Innovationsfähigkeit. Lassen Sie mich diese Punkte kurz ausführen:

1. Freiwillige sind zunächst schlicht Experten für den Alltag. Als Bürger die sie – mal schlecht, mal recht – ihren Alltag bewältigen, können sie Gefangenen Perspektiven aufzeigen, Realitätssinn vermitteln und Werthaltungen transportieren. Sie stehen – weil sie keine Fachkräfte für das Soziale sind – auf gleicher Augenhöhe. Sie können in diesem Sinne Vorbildfunktionen wahrnehmen. Einzelbetreuungen im Vollzug oder Gruppenarbeit können auf dieser Basis gestaltet werden. Schließlich bringen – wie oben bereits

festgestellt – sie das alltägliche „normale Leben“ in die durchorganisierte, künstliche Welt des Vollzugs. Sie halten die Welt „draußen“ im Vollzug präsent.

2. Dazu gehört auch, dass Freiwillige Zeit investieren können. Sie müssen Gespräche nicht takten und straff zielorientiert führen. Ihre Stärke liegt darin auch für nebensächliches, scheinbar Belangloses – das Leben eben – Zeit zu haben. Ein elementares Bedürfnis nach Austausch- und Angenommen-Sein ist mit diesem Aspekt der Betreuungsarbeit erfüllbar. Berufliche Soziale Arbeit kann – und darf – dies nur begrenzt erzeugen. Sie hat professionelle Distanz zu halten und eine an professionellen Standards orientierte Dienstleistung zu erbringen – und aufgrund andauernd hoher Fallbelastung oft schlicht zu wenig Zeit.
3. Engagierte Bürger können darüber hinaus aber auch spezielles Fachwissen einbringen. Sie sind aufgrund eigener Betroffenheit (Bsp. Sucht, Arbeitslosigkeit, Krankheit, Migration usw.), ihres Berufs (Banker, Rechtsanwälte, BerufsberaterIn, HauswirtschaftslehrerIn, LehrerIn, DolmetscherIn usw.) oder ihres privaten (im Sportverein, im Chor, in der Theatergemeinde usw.) bzw. religiösen Engagements (in der Kirchengemeinde usw.) Experten für unterschiedlichste Problematiken der Klienten. Als bürgerschaftlich Engagierte sind sie zwar ehrenamtlich und nicht hauptamtlich, doch sind sie für ihren Bereich keine Laien sondern eben Experten. Sie können in diesem Fall die Beratung und Betreuung im Strafvollzug sinnvoll ergänzen (ich denke insbesondere an Suchtprobleme, Überschuldung, Sprachprobleme aber auch an Sinnsuche, Freizeitgestaltung usw.).
4. Bürgerschaftliches Engagement kann dabei helfen Isolation zu überwinden und soziale Beziehungen herzustellen. In Gruppensitzungen, gemeinsamen Aktivitäten und Freizeitveranstaltungen können Kontakte hergestellt, soziale Kompetenzen erlernt, menschliches Miteinander, Wertschätzung und Solidarität erfahren werden. Die Einbeziehung Freiwilliger ist ein zentrales Element des Netzwerkansatzes Sozialer Arbeit.
5. Freiwilliges Engagement kann aber auch materielle Ressourcen erschließen. Denken sie aber auch an Kooperationen mit örtlichen Unternehmen. Warum sollten sich Unternehmen nicht dadurch als gemeinwohlorientiert auszeichnen, dass sie im Rahmen von Resozialisierungsprogrammen Praktikums-, Ausbildungs- oder Arbeitsplätze anbieten, dass sie Projekte der Straffälligenhilfe fördern o. ä. Social Sponsoring und gemeinwohlorientierter Unternehmer eröffnen neue Perspektiven für einen gemeinwesenorientierten Strafvollzug.
6. Auch ist diese Art der Hilfe (also das freiwillige Engagement) ein zusätzliches Angebot. Es beruht auf Freiwilligkeit. Es kann deshalb einen anderen

Zugang zum Straffälligen erschließen. Es erhöht dessen selbst bestimmten Entscheidungsspielraum und hat damit u. U. positiven Einfluss auf sein Selbstwertgefühl.

7. Schließlich setzt Bürgerschaftliches Engagement innovative Impulse. Gefängnisse als auf Sicherheitsdenken fixierte Institution aber auch professionelle Soziale Arbeit, gerade wenn sie hoch qualifiziert und spezialisiert ist, unterliegen der Gefahr, dass sich der Blick verengt, dass der Hauptamtliche professionelle Scheuklappen trägt, dass er der Gefahr der Verkrustung erliegt und an Kreativität verliert. Projekte Bürgerschaftlichen Engagements überraschen uns regelmäßig durch ihren Erfindungsreichtum. Das unkonventionelle macht sie anziehend. Bürgerschaftliches Engagement ist innovativ, weil es – zumindest im Idealfall – nicht von Einzelnen sondern von Gruppen getragen wird, weil es generations- und systemübergreifend ist. Es sprengt die Grenzen von Lebensbereichen, arbeitet vernetzend und kombiniert alte mit neuen Ideen (Tradition mit Fortschritt). Im Bürgerschaftlichen Engagement treffen Menschen unterschiedlichen Alters, Herkunft und Bildung aufeinander, berühren sich privates Leben, Freizeit, Kultur, Wirtschaft, Politik und Verwaltung. Es eröffnen sich Zugänge zu neuen Aufgaben und Bereichen. Zu denken ist an die Selbstorganisation von Gefangenen, Selbsthilfe und Angehörigengruppen, Ehe- und Lebensberatungsgruppen, Soziales Training, Freizeitgruppen usw.

Mit diesen Ressourcen leistet Bürgerschaftliches Engagement einen wichtigen, um nicht zu sagen unverzichtbaren Resozialisierungsbeitrag. Ich will hier aber betonen, dass sich freiwilliges Engagement eben nicht in seiner Nützlichkeit erschöpft. Zivilgesellschaft kennt kein Ziel, sondern hat einen Zweck. Sich umeinander zu kümmern, gemeinsam Leben zu gestalten, sich begegnen und austauschen, ist sinnvoll auch wenn es keinen unmittelbaren Nutzen hätte.

3. Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug braucht entgegenkommende Rahmenbedingungen

Damit Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug gedeiht müssen bestimmte Rahmenbedingungen gegeben sein: (1) Bürgerschaftliches Engagement muss in den Gesetzen und Verordnungen die das Leben im Vollzug regeln, verankert sein, sollte (2) eine intensive und vertrauensvolle Zusammenarbeit mit der Sozialen Arbeit und anderen Professionellen im Vollzug pflegen, bedarf (3) stabiler Organisationsformen, welche (4) vernetzt anzulegen sind, um Informationen auszutauschen, neue Ideen und Projekte zu verbreiten sowie politisch wirksam werden zu können.

1. Gefängnisse sind nach außen abgeschottete, vom Sicherheitsgedanken regierte und bis ins Letzte reglementierte Institutionen. Soll das freiwillige Engagement hier seinen Platz finden, muss ihm dieser auch rechtlich

geschaffen werden. Bürgerschaftliches Engagement muss als selbstverständlicher und notwendiger Teil des Resozialisierungsgedankens in den Strafvollzugsgesetzen festgehalten werden. Die Vollzugsbehörden müssen Zulassungskriterien und Verantwortlichkeiten regeln sowie die Stellung von Freiwilligen im Vollzugssystem über Verordnungen verbindlich definieren. Auf diese Weise wird Bürgerschaftliches Engagement zu nicht mehr so leicht übersehen. Es findet seinen festen Platz in der Logik des Vollzugs.

2. Braucht es eine intensive, von gegenseitigem Vertrauen getragene Zusammenarbeit mit der Sozialen Arbeit und anderen Professionellen im Vollzug. Außenstehende sind in der Welt der Gefängnisse kaum allein handlungsfähig. Mangels Schlüsseln fehlt es Ihnen schon an Bewegungsfreiheit. Sie sind mit Blick auf Kontaktaufnahme, Zeiten und Räume auf „Brückenbauer“ von „innen“ angewiesen. Die Unterstützung durch die Professionellen betrifft aber nicht nur die örtlichen und zeitlichen Rahmenbedingungen sondern auch die grundsätzliche Ermöglichung und qualitative Entwicklung des Engagements. Die Engagierten sind darauf angewiesen, dass der Kontakt zu den Inhaftierten hergestellt wird, dass sie die notwendigen Informationen für ihre Arbeit erhalten und dass sie ggf. unterstützt, manchmal auch gewarnt oder zur Vorsicht gemahnt werden.
3. Schließlich bedarf Bürgerschaftliches Engagement stabiler Organisationsformen. Dabei sind unterschiedliche Organisationsformen ebenso denkbar wie wünschenswert. Denn Wesensmerkmal der Zivilgesellschaft ist ihre Vielfalt. Bürgerschaftliches Engagement kann erstens von den Fachkräften im Gefängnis (Sozialarbeiterinnen, Geistliche, Vollzugsbedienstete usw.), zweitens von Träger der Sozialen Arbeit außerhalb der Gefängnismauern (Wohlfahrtsverbände usw.) oder drittens in Selbstorganisation der Engagementwilligen (Freiwilligenvereine, Betreuungsvereine usw.) organisiert werden. Wichtig ist, dass die Organisationsform bestimmte Funktionen erfüllt, um die Qualität des Engagements für alle Beteiligten – die Inhaftierten, die Engagierten und den Vollzug – zu gewährleisten. Denn Bürgerschaftliches Engagement in der Justiz und anderswo ist in modernen Gesellschaften kein Selbstläufer. Es bedarf spezifischer Rahmenbedingungen damit Gleichgesinnte überhaupt zusammenfinden oder der Kontakt zu Organisationen aufgebaut wird. Es ist eine Herausforderung für die Öffentlichkeitsarbeit Mitarbeiter/innen für einen schwierigen, vorurteilsbeladenen Bereich wie das Bürgerschaftliche Engagement im Strafvollzug zu finden. Hat man neue Freiwillige gewonnen, müssen diese betreut, begleitet und beraten werden. Anerkennung muss inszeniert werden. Die mögliche Beendigung des Engagements sollte gestaltet werden. Dies sind generelle Funktionen, die im Bürgerschaftlichen Engagement organisiert werden müssen. Für Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug sind sie von besonderer

Bedeutung, weil hier – mehr noch als in anderen Bereichen – eine große Gefahr der Überforderung auf Seiten der Freiwilligen besteht und qualitative Standards im Umgang mit einer oft komplizierten Klientel gewahrt werden müssen. Dies erfordert Einzelgespräche im Hinblick auf die Eignung für bestimmte Aufgaben, zur fachlichen Information, zu Fallbesprechungen und zur Bewältigung individueller Krisen. Gruppen mit Supervisionscharakter müssen eingerichtet und betreut werden. Sie helfen Fehler vermeiden, beugen Frustration vor, bieten Anerkennung, ermöglichen Selbsterfahrung und Weiterentwicklung. Schließlich sind für bestimmte fachliche Themen, aber auch zur Ideenentwicklung und zur wechselseitigen Bestätigung und Anerkennung Seminare (Fortbildungen) anzubieten. Solche Zusammenkünfte dienen nicht zuletzt dem Gemeinschaftserlebnis – sich gemeinsam freuen, Spaß zu haben und sich auszutauschen sind wichtige Elemente Bürgerschaftlichen Engagements! Nur wenn Bürgerschaftliches Engagement in diesem Sinne fachlich, organisatorisch eingebettet wird, wird es zu wechselseitigem Nutzen sein und zur Bereicherung für alle – die Freiwilligen, die Inhaftierten und die Fachkräfte – werden.

4. Schließlich ist es von großer Bedeutung, dass sich die im Strafvollzug engagierten Organisationen vernetzen. Isoliert im Engagement für einzelne Inhaftierte und abhängig von der Strafanstalt und deren Leitung vor Ort lassen sich die Engagementbedingungen nur schwer verändern bzw. verbessern. Die Vernetzung der unterschiedlichen Organisationen über gemeinsame Veranstaltungen, regelmäßige Kontakte und Austausch, gemeinsame Leitbilder und Standards fördert den Austausch von Informationen und Projektideen. Sie ermöglicht gemeinsame Öffentlichkeitsarbeit und bessere politische Einflussnahme, um gemeinsam die Rahmenbedingungen für Bürgerschaftliches Engagement im Strafvollzug zu verbessern.

Le bénévolat dans le système pénitentiaire

Prof. Günter Rieger, Stuttgart, Allemagne

En 500 avant Jésus-Christ l'Athénien Périclès exhortait ses concitoyens: „Un homme qui ne participe pas aux affaires de la ville n'est pas un citoyen silencieux, mais un mauvais citoyen". Selon lui l'engagement public des citoyens était la base fondamentale et indispensable de la démocratie. L'engagement public et volontaire allait de soi. Celui qui ne s'engageait pas était considéré comme personne privée ou „idiôtes" – comme on nommait de telles personnes dans l'Antiquité. Pour les citoyens des démocraties modernes l'engagement public ne va plus de soi. Nous sommes devenus – selon l'expression du socio-psychologue munichois Heiner Keupp – une société des „d' égoïstes". Nos affaires personnelles et le parcours professionnel sont au premier plan. Ce qui importe, c'est le bonheur privé ou le succès professionnel. L'engagement bénévole pour le bien commun s'en trouve souvent éclipsé. Le fait qu'il s'avère nécessaire de célébrer une Année du Bénévolat – telle qu'elle a été déclarée par l'Union Européenne – en est la preuve. Car la charge assumée volontairement n'implique plus automatiquement que cet engagement soit associé avec un honneur. Il faut désormais une véritable mise en scène de la reconnaissance. Il faut créer une culture de la reconnaissance.

L'engagement dans un domaine aussi difficile, parfois anxiogène et encombré de préjugés que l'aide aux délinquants semble tout sauf évident. Les bénévoles risquent plutôt d'être considérés comme étant particuliers, étranges, bizarres (ce sont d'autres significations du mot grec „idiôtes") ou d'être qualifiés d'"amateurs" („Idiota" en latin). Pourquoi donc un tel engagement pour les délinquants? Pourquoi ces personnes acceptent-elles de se rendre volontairement dans ce monde fermé – la prison? Par rapport à leur motivation individuelle, il n'y a à mon avis pas de distinction fondamentale entre un bénévole opérant dans le système pénitentiaire et un bénévole dans un autre domaine. Il y a un mélange – toujours individuel – de motivations „traditionnelles" et „nouvelles" qui poussent au bénévolat. Les citoyens s'engagent par amour du prochain, par conscience du devoir ou tout simplement parce qu'ils en ont pris l'habitude dans leur maison paternelle, dans leur cercle d'amis ou leur entourage plus large (milieu). Ils veulent également faire quelque chose d'utile, élargir leur horizon, acquérir des expériences, développer leur personnalité et/ou trouver de la reconnaissance et des contacts. La plupart des bénévoles potentiels ont une appréciation réaliste d'eux-mêmes et disposent d'un mélange sain de motivations différentes. Ils sont peu nombreux à vouloir soulager ou dissimuler un problème personnel, ce qui pourrait porter préjudice à eux-mêmes ou à autrui. Il n'y a donc pas de différence fondamentale entre les bénévoles qui s'engagent dans le système pénitentiaire et les autres bénévoles. Mais la société porte souvent un autre regard et une autre appréciation sur leur

engagement. Parfois l'entourage réagit avec incompréhension, voire méfiance. Comment est-ce qu'on peut faire une chose pareille? A quoi bon? Est-ce qu'ils le méritent? Il faut donc insister d'autant plus sur l'importance réelle et potentielle du bénévolat dans le système pénitentiaire. Je vais essayer de le faire en énonçant trois thèses.

1. Le bénévolat dans le système pénitentiaire comporte une dimension sociétale fondamentale

Les citoyennes et citoyens qui s'engagent dans le système pénitentiaire nous rappellent que la condamnation, la peine et la resocialisation sont l'affaire de tous les citoyens. Dans la République fédérale d'Allemagne les jugements sont prononcés „au nom du peuple", au nom des citoyens. Cette prétention à juger au nom du peuple se concrétise dans le travail des milliers de juges-asseurs non professionnels qui contribuent au travail de la justice en tant que juges bénévoles. Mais cette exigence d'un enracinement sociétal de la justice doit également être maintenue dans le domaine de la resocialisation. Seuls „les citoyens intègrent les citoyens". Un régime pénitentiaire humain et la réintégration de délinquants ne peut pas et ne doit pas être l'affaire d'un petit nombre de professionnels rémunérés. Là où on condamne au nom de la société, cette même société se doit de veiller à la façon dont la peine est organisée et au succès d'une (ré)intégration.

Concrètement les bénévoles remplissent au sein des prisons des fonctions de contrôle (1), de normalisation (2) et de multiplication (3). Ils rendent les murs (de la prison) perméables, et ceci de plusieurs façons:

1. Ils font partie du contrôle sociétal nécessaire de cette institution „hermétique" qu'est la prison. De telles institutions qui sont renfermées sur elles-mêmes et régies par l'obsession de la sécurité sont susceptibles de développer des dynamiques particulières dangereuses et elles ont tendance à la non-transparence. Les personnes qui gardent le contact avec les détenus, qui font des visites régulières dans les prisons et qui connaissent l'intérieur des prisons agissent comme mécanisme correcteur rien que par leur présence. Le cas échéant elles ne devraient pas non plus hésiter à défendre les intérêts des personnes qu'elles accompagnent et à signaler avec insistance d'éventuels dysfonctionnements.
2. La présence de bénévoles dans la vie quotidienne des prisons contribue – modestement parfois – à normaliser un monde par ailleurs artificiel et parfois anormal. Les bénévoles sont un lien avec le monde extérieur et amènent une part de la vie quotidienne, de la normalité dans les entretiens individuels et les discussions en groupe. A quel point spontané et imprévisible du quotidien font irruption avec les bénévoles se manifeste souvent à la réaction défensive et angoissée des représentants du régime pénitentiaire.

3. En tant que multiplicateurs les bénévoles contribuent à créer une image plus réaliste du système pénitentiaire et des personnes détenues. Ceci est indispensable pour réussir la resocialisation qui dépend d'une société bienveillante la favorisant. Le bénévolat contribue à créer un climat plus favorable à la resocialisation. C'est une condition sine qua non pour le succès de l'aide aux délinquants. Ceci vaut d'autant plus dans la situation actuelle, où il y a une conscience accrue des risques et où les concepts d'expiation et d'enfermement gagnent les esprits partout en Europe. Quelle que soit la qualité des standards proposés aux professionnels de l'aide aux détenus avec une évaluation de leur action s'ils ne sont pas mis en oeuvre dans l'environnement d'une société bienveillante, tous les efforts de ces travailleurs sociaux auront peu de chances d'être couronnés de succès. Si davantage de personnes s'engagent directement pour l'aide aux détenus et sont présentes dans les réseaux de bénévoles, la société sera davantage sensibilisée et s'en trouvera enrichie. Ceci pourrait créer des ouvertures pour l'aide aux détenus jusque là impensables. Des devises simplistes du genre „law-and-order" pourraient être tempérées. On pourrait opposer à la demande de culpabilité et d'expiation une compréhension approfondie de l'utilité et de la valeur d'une organisation judiciaire sociale. Ceci pourrait non seulement améliorer le contexte général pour le travail de resocialisation, mais également montrer la nécessité d'une présence de travailleurs sociaux professionnels dans la justice et sensibiliser aux services qu'ils rendent. Et finalement cet engagement nous rappelle qu'il ne suffit pas de déléguer les problèmes d'ordre social à des professionnels, mais qu'ils représentent plutôt un défi et un devoir pour tous les citoyens. Nous pouvons rejoindre Wendt (1995) qui dit que le social ne pourra jamais être une exclusivité des spécialistes.

2. L'Engagement volontaire est une ressource indispensable pour l'aide aux détenus dans le système pénitentiaire

Le bénévolat débloque des ressources qui sont rares chez les professionnels de l'aide aux délinquants. Parmi ces ressources on compte (1) les connaissances acquises au quotidien, (2) le temps, (3) les connaissances spécialisées des citoyens pour les citoyens, (4) les relations sociales, (5) l'assistance matérielle, (6) le volontariat et (7) la capacité d'innover. Permettez-moi développer ces points brièvement:

1. Les bénévoles sont tout simplement les experts de la vie quotidienne. En tant que citoyens qui gèrent - tant bien que mal - leur quotidien, ils peuvent développer des perspectives avec les détenus, véhiculer un sens de la réalité et transporter des valeurs. Ils ont - parce qu'ils ne sont pas des professionnels du social - des relations d'égal à égal avec

les détenus. Ils peuvent servir d'exemples. Les accompagnements individuels de détenus ou le travail en groupe peuvent être établis sur cette base puisque ce sont les bénévoles qui - on vient de le constater - amènent la „vie normale" quotidienne dans le monde complètement organisé et artificiel de la prison. Ils rappellent aux justiciables qu'il existe un monde „à l'extérieur".

2. Les bénévoles peuvent investir du temps. Pas besoin de fixer une durée bien déterminée pour les entretiens et pas besoin d'atteindre des objectifs précis. Le point fort des bénévoles c'est qu'ils ont le temps pour parler des choses apparemment accessoires ou négligeables - des petites choses de la vie. Cet aspect de l'accompagnement nourrit un besoin élémentaire d'échanger et de se sentir accepté. C'est une mission que l'assistance sociale professionnelle ne peut - et ne doit - remplir que dans des limites bien précises. Elle est tenue de respecter une distance professionnelle et d'apporter un service selon des standards professionnels - et par suite du nombre élevé de cas les assistants sociaux professionnels manquent souvent tout simplement de temps.
3. Les citoyens engagés apportent par ailleurs un savoir spécifique. Parce qu'ils sont affectés eux-mêmes (p.ex. toxicomanie, chômage, maladie, migration etc.), grâce à leur profession (banquier, avocat, conseiller/ère d'orientation, enseignant/e en économie domestique, enseignant/e, interprète etc.) leur engagement privé (dans le club sportif, dans la chorale, le groupe de théâtre etc.) ou religieux (dans la paroisse etc.) ils sont des experts pour les problèmes les plus divers des personnes visitées. Parce qu'ils sont des bénévoles il s'agit certes d'une charge honorifique et non pas professionnelle, mais dans leur domaine ils ne sont pas des amateurs mais plutôt des experts. Ils sont donc capables de donner un complément judicieux au conseil et à l'accompagnement fournis par le système pénitentiaire (je pense notamment aux problèmes de toxicomanie, de surendettement, aux problèmes linguistiques mais également aux questions de recherche du sens de la vie, ou d'organisation des loisirs etc.).
4. Le bénévolat peut contribuer à surmonter l'isolement et à créer des relations sociales. Les séances en groupe, les activités en commun et les loisirs sont des opportunités pour nouer des contacts, acquérir des compétences sociales, faire l'expérience de la cohabitation humaine, de l'estime et de la solidarité. La participation des bénévoles est un élément central de la mise en réseau du travail social.

5. Le bénévolat peut également générer des ressources matérielles. Pensez aux coopérations avec les entreprises locales. Pourquoi ne pas donner aux entreprises l'occasion de se distinguer par leur engagement pour le bien commun, en offrant des stages, des formations ou des emplois dans le cadre de programmes de resocialisation, en soutenant des projets d'aide aux délinquants etc.? Le sponsoring social et les entrepreneurs soucieux du bien commun offrent de nouvelles perspectives au un système pénitentiaire ayant une approche communautaire.
6. Cette catégorie d'assistance (c'est-à-dire l'engagement volontaire) est une offre supplémentaire. Elle repose sur le volontariat. C'est une manière différente d'approcher le délinquant. Celui-ci dispose de ce fait de plus de pouvoir décisionnel et d'autodétermination ce qui peut avoir une influence positive sur son estime de soi.
7. Par ailleurs le bénévolat amène des impulsions innovatrices. Les prisons qui sont des institutions figées par le souci de sécurité, mais également les professionnels de l'assistance sociale, souvent hautement qualifiés et spécialisés, risquent d'avoir un point de vue rigide. Le professionnel risque de porter des oeillères, de devenir immobiliste et de perdre sa créativité. Les projets de bénévoles nous surprennent sans cesse par leur inventivité. C'est leur côté moins conventionnel qui les rend si attrayants. Le bénévolat est innovateur puisque – au moins dans l'idéal – il est porté, non par des individus, mais par des groupes, parce qu'il dépasse les générations et les systèmes. Le bénévolat passe les bornes des différentes sphères de vie, il travaille en réseaux et marie des idées anciennes et nouvelles (traditions et progrès). Le bénévolat réunit des personnes de tous âges, origines et éducations. Vie privée, loisirs, culture, économie, politique et administration se touchent. Des ouvertures se créent vers de nouvelles tâches et des nouveaux domaines: l'autogestion des détenus, auto-assistance et groupes de parole pour proches, groupes de conseil conjugal et de conseil de vie, entraînement social, groupes de loisirs etc.

Grâce à ces ressources le bénévolat apporte une contribution importante, voire indispensable au travail de resocialisation. J'aimerais cependant souligner que l'engagement bénévole ne se limite justement pas à son utilité. La société civile ne connaît pas d'objectif, mais elle a un sens. Le fait de s'occuper l'un de l'autre, de faire ensemble sa vie, de se rencontrer et d'échanger donne du sens même s'il n'y a pas d'utilité immédiate.

3. Le bénévolat dans le système pénitentiaire a besoin de conditions cadre favorisant l'engagement

Afin que le bénévolat dans le système pénitentiaire puisse prospérer, il faut certaines conditions cadre: (1) le bénévolat doit être ancré dans les lois et règlements qui régissent la vie en prison, (2) il faut une coopération étroite et basée sur la confiance entre les bénévoles et les assistants sociaux et autres professionnels du système pénitentiaire, (3) il faut des formes d'organisation stables, lesquelles (4) doivent être aménagées en réseaux pour échanger des informations, répandre de nouvelles idées et de nouveaux projets et mener une politique active.

1. Les prisons sont des institutions coupées de l'extérieur, régies par le souci de la sécurité et réglementées dans le moindre détail. Afin que l'engagement volontaire puisse y trouver sa place il faut que cette place soit créée par la loi. Le bénévolat doit être ancré dans les lois pénitentiaires comme une partie évidente et nécessaire de la resocialisation. Les administrations pénitentiaires sont tenues de fixer les critères d'agrément et les responsabilités et de définir par voie de règlement la position des bénévoles au sein du système pénitentiaire. De cette façon le bénévolat ne passera plus inaperçu. Il aura sa place fixe dans la logique du régime pénitentiaire.
2. Il faut une collaboration intense et basée sur la confiance réciproque avec les acteurs de l'assistance sociale et les autres professionnels du système pénitentiaire. Les personnes extérieures sont pratiquement incapables d'agir de façon autonome dans le monde des prisons. Déjà faute de clés elles manquent de liberté de mouvement. Elles ont besoin de personnes „de l'intérieur" pour „jeter des ponts". L'aide des professionnels ne concerne pas seulement les conditions cadre du point de vue du temps et de l'espace, mais également la facilitation et l'évolution qualitative de l'engagement. Les bénévoles ont besoin de ce soutien pour établir le contact avec les détenus, pour recevoir les informations nécessaires à leur travail et pour qu'ils soient, le cas échéant, assistés voire parfois même avertis ou mis en garde.
3. En définitive le bénévolat a besoin de formes d'organisation stables. En l'occurrence la diversité des formes d'organisation est tout-à-fait pensable et souhaitable. En effet la société civile se caractérise justement par sa diversité. Le bénévolat peut être organisé par (1) les professionnels dans la prison (assistantes sociales, clergé, personnel de prison etc.), (2) les acteurs de l'assistance sociale à l'extérieur de la prison (associations caritatives etc.) (3) des organisations créées par les personnes désirant s'engager dans le bénévolat (associations de bénévoles, associations

d'accompagnement etc.). Ce qui importe, c'est que la forme d'organisation remplisse certaines fonctions pour garantir la qualité de l'engagement pour tous les acteurs - les détenus, les bénévoles et l'institution pénitentiaire. Le bénévolat dans le domaine de la justice ou dans d'autres domaines ne fonctionne pas tout seul. Il faut des conditions cadre spécifiques afin de permettre aux personnes partageant les mêmes idées de se rencontrer ou afin d'établir des contacts avec les organisations. Trouver des collaborateurs et des collaboratrices pour un domaine si difficile et tellement soumis à des préjugés que le bénévolat dans le régime pénitentiaire représente un défi pour le travail de sensibilisation. Une fois que l'on a trouvé de nouveaux bénévoles il s'agit de les accompagner, de les prendre en charge et de les conseiller. Il faut une mise en scène de la reconnaissance. Il faut trouver un moyen pour encadrer un éventuel arrêt de la mission bénévole. Ce sont là des étapes qui doivent être organisées au sein du bénévolat. Elles sont d'autant plus importantes pour le bénévolat dans le système pénitentiaire que ce domaine comporte pour les bénévoles un risque de surcharge beaucoup plus grand que les autres. Aussi faut-il sauvegarder des normes qualitatives dans le contact avec une clientèle souvent compliquée. Ceci implique des entretiens individuels pour déterminer l'aptitude à certaines missions, pour donner des informations techniques, pour discuter des cas et pour gérer des crises individuelles. Il faut créer et accompagner des groupes de supervision. Ils aident à éviter les erreurs, préviennent la frustration et donnent de la reconnaissance. Dans ces groupes il est possible de prendre conscience de soi-même et d'évoluer sur le plan personnel. Par ailleurs il faut offrir des séminaires et des formations pour discuter de sujets techniques, mais également pour générer de nouvelles idées, pour se donner mutuellement de la reconnaissance et de la validation. Enfin ces réunions servent à créer un sentiment de communauté. Se réjouir ensemble, s'amuser, échanger - voilà des éléments importants du bénévolat! Afin que le bénévolat soit mutuellement utile et enrichissant pour les bénévoles, les délinquants et les professionnels cet encadrement technique et organisationnel est indispensable.

4. En dernier lieu il est d'une grande importance que les organisations engagées dans le système pénitentiaire se mettent en réseaux. Lorsqu'elles sont isolées dans leur engagement pour des délinquants individuels et dépendent de l'institution pénitentiaire et de sa direction locale, il leur est difficile de changer ou d'améliorer les conditions de leur engagement. La mise en réseau des différentes organisations à travers des manifestations communes, des contacts et des échanges

réguliers, des exposés de mission et des standards communs améliore l'échange d'informations et d'idées. Elle permet un travail de sensibilisation commun et une plus grande influence sur la politique afin d'améliorer ensemble les conditions cadre du bénévolat dans le système pénitentiaire.

8. Ehrenamt im Strafvollzug in der Tschechischen Republik – ein Projekt der Caritas in Budweis

Jaroslav Hala, Budweis, Tschechische Republik

Aus politischen Gründen entwickelte sich ehrenamtliche Arbeit im tschechischen Gefängniswesen erst seit 1990. Sie zielte insbesondere auf drei Gebiete:

- Begleitung von Gefangenen mit Drogenproblemen,
- Begleitung von Gefangenen, die keine befriedigende Beziehungen zu Menschen ausserhalb des Gefängnisses haben,
- Hilfe bei der Entlassung und Reintegration in die Gesellschaft (Arbeit, Wohnen, Wiedereingliederung in die Familie usw.).

Bei der Caritas in der Diözese Budweis haben wir ein ehrenamtliches Projekt, das eindeutig in das zweite Gebiet gehört. Gestatten Sie mir jetzt einige Aussagen über das Projekt GEFÄNGNISKORRESPONDENZ (Briefwechsel mit Gefangenen).

Das Projekt Gefängniskorrespondenz ist eines der vielen Programme, das von den bei der Caritas Budweis bestehenden Freiwilligenzentren betreut wird. Unter dem Begriff „Briefwechsel mit Gefangenen“ versteht man eine Tätigkeit, bei der die Freiwilligen einen regelmässigen und aktiven schriftlichen Kontakt mit den Gefangenen pflegen. Das Ziel des Projektes ist es, wichtige menschliche Bedürfnisse zu befriedigen, den Gefangenen während einer äusserst anspruchsvollen Lebensperiode zu begleiten, seine Aktivität zu steigern und seine Chancen auf die Reintegration in die Gesellschaft zu verbessern.

Die Geschichte des Projektes begann im Jahr 1990 bei der Caritas in der Erzdiözese Prag. Im Laufe der Zeit wurde ein Teil des Projektes dem Freiwilligenzentrum bei der Caritas Budweis übergeben. Zu Beginn des Jahres 2007 wurde das Programm beim Innenministerium der Tschechischen Republik akkreditiert.

Bevor sich ein Freiwilliger im Programm aktiv engagiert, hat er an einem Eingangsgespräch teilzunehmen, wodurch seine Motivation und die gesamte Persönlichkeitsreife ermittelt werden sollen. Nach dem erfolgreichen Gespräch hat der Freiwillige an einer Eingangsschulung teilzunehmen und einen Vertrag über die Freiwilligentätigkeit abzuschließen.

Der Gefangene, der sein Interesse an einem Briefwechsel bekundet hat und die Caritas kontaktierte, erhält die Regeln des Programms Briefwechsel mit Gefangenen und den Fragebogen. Diesen muss er ausfüllen und an die Caritas zurückzusenden. Der

Fragebogen umfasst die nachstehenden Bereiche: Informationen über das Programm, Motivation (warum er sich für diese Art der Kommunikation entschlossen hat), seine Erwartungen an den Briefwechsel und seine Zustimmung zu den Regeln.

Wir haben nachfolgende Grundsätze und Empfehlungen für die Umsetzung des Briefwechsels mit den Gefangenen:

1. Auf Anonymität achten! Im Interesse der eigenen Sicherheit ist es dem Freiwilligen untersagt, dem Gefangenen seinen Namen, den Familiennamen, die Adresse oder sonstige Informationen, die zu einer Identifizierung führen können, mitzuteilen. Der Freiwillige hat sorgfältig abzuwägen, welche Informationen er über seine eigene Person mitteilt.
2. Für den Schriftverkehr ist ausschließlich die Adresse der Caritas zu verwenden!
3. Der Freiwillige hat den Grundsatz des Datenschutzes, also der Geheimhaltung von Daten des Gefangenen wie auch von anderen Freiwilligen zu beachten.
4. Der Freiwillige hat einen Spitznamen bzw. ein Pseudonym zu verwenden. Diese Möglichkeit steht auch den Gefangenen frei, sie wird jedoch von ihnen in der Regel abgelehnt.
5. Es ist untersagt, den Briefen Anlagen beizufügen.
6. Es ist den Freiwilligen untersagt, den Gefangenen – auch auf deren ausdrücklichen Wunsch – irgendeine Art von Päckchen zuzusenden.
7. Es ist untersagt in keinerlei Angelegenheit im Auftrag des Gefangenen zu handeln.
8. Die Häufigkeit des Schriftverkehrs (1-2 Briefe monatlich) muss eingehalten werden. Dies gilt auch für den Fall, dass der Gefangene öfters schreibt.
9. Jegliche Probleme oder Mutmaßungen sind mit dem Koordinator vom Freiwilligenzentrum zu besprechen.
10. Der Freiwillige hat den Gefangenen darauf vorzubereiten, dass ein persönliches Treffen mit dem Freiwilligen nach seiner Entlassung aus dem Gefängnis nicht möglich ist.

Es wird großer Wert auf die Gewährleistung der Sicherheit für die Briefschreiber gelegt. Die Briefe werden über die Caritas Budweis zugestellt. Die eingegangenen Briefe werden geöffnet und in einen neuen Umschlag gelegt, wobei die Caritas als Absender angegeben wird.

Die Briefschreiber werden wiederholt instruiert und darauf hingewiesen, dass sie ihre persönlichen Identifikationsdaten überwachen und stets erwägen, welche Tatsachen sie den Gefangenen über sich mitteilen. Die Sicherheit wird auch durch die Teilnah-

me an regelmässigen (mindestens zweimal pro Jahr) Supervisionen gewähr-leistet. Supervisor bin ich – mit meiner achtzehnjährigen Praxis als Gefängnis-psychologe. Die Briefschreiber sind überwiegend meine Studenten aus der Theologischen Fakultät der Universität Budweis oder die Absolventen dieser Hochschule. Aktuell haben wir 12 Briefschreiber und 14 Gefangene im Projekt. Das ist sicher nicht sehr viel, aber wir beurteilen unsere Arbeit nicht nach Zahlen.

Es gibt weitere Orte in der Tschechischen Republik, in denen das Programm Briefwechsel mit Gefangenen umgesetzt wird:

- SOS-Zentrum Prag der Diakonie der Evangelischen Kirche der Böhmisches Brüder,
- Caritas in der Diözese Pilsen und
- Malteser Hilfsdienst – regionale Zentren in der Tschechischen Republik.

Zum Schluss noch eine Falldarstellung:

Eine Freiwillige, 23 Jahre alt, Hochschulabschluss, 1 Jahr Projektpraxis

Der Gefangene, mit dem sie im Briefwechsel stand, nahm ihr gegenüber eine relativ übergeordnete Stellung ein, obwohl er nicht wesentlich älter war als sie. Er sprach ihre angebliche Naivität und Unerfahrenheit an. Als Verurteilter hielt er sich für einen schwer geprüften Menschen und für den Kenner des „echten“ Lebens. Er gefiel sich in der Rolle des Mentors. In seinen Briefen von beinahe zwanzig Seiten ging er – neben dem Schulmeister der Freiwilligen – umfassend auf das Thema des Niveaus der Gerichtsbarkeit in der Tschechischen Republik ein. Er hielt sich stets für ein Opfer des Justizsystems und der Briefwechsel war für ihn von Anfang offensichtlich nur eine Mittel, eine breitere Öffentlichkeit über das angebliche an ihm begangene Unrecht in Kenntnis zu setzen. Die Freiwillige fand die Situation zunehmend als unerträglich, sie erörterte sie in regelmäßigen Supervisionen mit dem Psychologen und setzte die erteilten Weisungen in der Praxis um. Der weitere Briefwechsel mit dem Gefangenen erfolgte eher zurückhaltend. Nach weiteren Briefen öffnete sich jedoch der Gefangene und verliess die Rolle eines gekränkten Menschen und begann die Verantwortung für seine eigenen Taten zu übernehmen.

Bénévolat en prison dans la République Tchèque – un projet du Secours catholique à Budweis

Jaroslav Hala, Budweis, République Tchèque

Pour des raisons politiques le bénévolat en prison ne s'est développé en République Tchèque qu'à partir de 1990. Il visait essentiellement trois domaines:

- l'accompagnement de détenus ayant un problème de drogues
- l'accompagnement de détenus qui n'avaient pas de relations satisfaisantes avec des personnes de l'extérieur
- l'aide au moment de la libération et de la réintégration dans la société (travail, logement, retour dans la famille etc.)

La Caritas du diocèse de Budweis a mis sur pied un projet de bénévolat qui s'inscrit dans la deuxième démarche. Permettez-moi de vous présenter brièvement le projet COURRIER avec des détenus (échange de lettres avec des détenus).

Le projet de correspondance avec les détenus est l'un des nombreux programmes de bénévolat organisés dans les centres de bénévolat de la Caritas de Budweis. Par « échange épistolaire avec des détenus » on entend un contact régulier et actif avec des détenus par le biais de courrier. Le but du projet est de satisfaire des besoins humains importants, d'accompagner le détenu durant cette période de vie si importante, d'augmenter son activité et d'améliorer ses chances de réintégration dans la société. L'histoire du projet a débuté en 1990 au sein de la Caritas dans le diocèse de Prague. Peu à peu une partie du projet a été transférée au centre du bénévolat de la Caritas de Budweis. Début 2007 le Ministère de l'Intérieur de la République Tchèque a accrédité le programme.

Avant de pouvoir s'engager activement dans le programme le bénévole doit participer à un entretien durant lequel on tente de faire le point sur la motivation et la maturité de la personne. Si la personne est admise elle doit participer à une formation puis signer un contrat relatif à l'activité de bénévole.

Le détenu qui a manifesté son intérêt à un échange épistolaire et contacté la Caritas reçoit le règlement du programme « courrier avec des détenus » et le questionnaire. Il doit le remplir et le renvoyer à la Caritas. Le questionnaire touche aux points suivants : informations relatives au programme, motivation (pourquoi il s'est décidé pour ce type de communication) ses attentes à l'égard de l'échange épistolaire et son acceptation des règles.

Nos principes et recommandations pour l'échange épistolaire avec les détenus:

1. préserver l'anonymat ! Pour des raisons de sécurité il est interdit au bénévole de donner son nom, son nom de famille, son adresse ou toute autre information qui pourrait permettre de l'identifier. Le bénévole doit bien réfléchir aux informations personnelles qu'il transmet.
2. Le courrier passe uniquement par l'adresse de la Caritas.
3. le bénévole est tenu de respecter les données personnelles du détenu et des autres bénévoles (principe de la confidentialité).
4. Le bénévole utilise un pseudonyme. Cette possibilité est aussi offerte au détenu ; généralement il la refuse.
5. Il est interdit de joindre quoi que ce soit au courrier
6. Il est interdit de faire parvenir un paquet au détenu même si le bénévole le souhaite
7. Il est interdit de régler une quelconque affaire pour le détenu.
8. On doit respecter le rythme d'une à deux lettres par mois. Cela vaut aussi pour le cas où le détenu écrit plus souvent.
9. Tout problème ou interrogation (initiative) doit faire l'objet d'une discussion avec le coordinateur du centre de bénévolat.
10. Le bénévole doit préparer le détenu au fait qu'après sa libération il ne pourra pas le rencontrer.

On attache beaucoup d'importance à la sécurité du correspondant. Les lettres sont remises par le biais de la Caritas. Les lettres sont ouvertes et remises dans une nouvelle enveloppe. La Caritas est l'expéditeur.

On instruit régulièrement les correspondants et leur rappelle qu'ils doivent réfléchir à ce qu'ils dévoilent sur leur personne. Pour assurer la sécurité on offre une supervision (au moins deux fois par an). Je suis moi-même le superviseur, suite à mon activité de psychologue de prison durant 18 ans. La plupart des correspondants sont essentiellement des étudiants de la Faculté de théologie de l'université de Budweis ou d'autres étudiants de cette université. Actuellement nous comptons 12 correspondants et 14 détenus au sein du projet. Ces chiffres sont, certes, peu élevés mais nous ne jugeons pas notre travail en fonction des chiffres.

Ce programme existe dans d'autres lieux en République Tchèque:

- Centre SOS de la Diaconie de l'Eglise Protestante des Frères de Bohême,
- La Caritas du diocèse de Pilsen et
- L'ordre de Malte - centres régionaux en République Tchèque.

Pour terminer j'en viens à décrire un cas:

Une bénévole de 23 ans, ayant un niveau universitaire et un an de pratique au sein du projet

Le détenu, avec lequel elle échangeait, a pris une position de domination à son égard, bien qu'il n'ait pas été beaucoup plus âgé qu'elle. Il a abordé sa soi-disant naïveté et son manque d'expériences. En tant que condamné il se considérait comme quelqu'un de très éprouvé par la vie et comme un connaisseur de la « vraie vie ». Il se complaisait dans son rôle de mentor. Dans ses lettres de près de vingt pages il abordait en détails - outre son rôle de formateur des bénévoles - la question du niveau de la Justice (tribunaux) en République Tchèque. Il ne cessait de se considérer comme une victime de la Justice et son échange épistolaire n'avait dès le départ qu'un seul but : rendre publique, le plus largement possible, l'injustice commise à son égard.

La bénévole trouvait cette situation de plus en plus insupportable. Elle en discutait régulièrement durant les séances de supervision et respectait les consignes qu'on lui donnait. Elle s'est retenue par la suite. Après plusieurs lettres le détenu a abandonné son rôle de personne blessée et a commencé à se sentir responsable de ses propres actes.

9. Kommentar aus Sicht der Freiwilligen-Koordination

Wolfgang Krell, Freiwilligen-Zentrum Augsburg, Deutschland

1. Begriffsdiskussion

„Ehrenamt – Freiwillige – bürgerschaftliches Engagement“ – allein schon im Deutschen ergab sich in den letzten Jahren eine verwirrende Diskussion um Begriffe. Auch in anderen Ländern gibt es diese Diskussionen. Wichtig erscheinen aber nicht konkrete Begriffe, sondern immer die Deutungen, die damit vermittelt werden.

Deshalb ist es ein wichtiger Beitrag vom CEV und anderen internationalen Verbänden, dass sie eine Definition des freiwilligen Engagements geben und mit wenigen Sätzen die Inhalte benennen.

„Freiwillige ... engagieren sich:

- aus freiem Willen heraus
- unentgeltlich
- in einem organisierten Rahmen einer Organisation
- mit dem Ziel, sich für das Gemeinwohl einzusetzen, aber auch selber als Person davon Nutzen zu haben“

2. Rolle der Freiwilligen im Strafvollzug

Freiwillige als Vertreter der Gesellschaft haben eine sehr wichtige Rolle im Strafvollzug. Wenn Menschen im Namen des Volkes verurteilt werden, dann sollte das Volk bei dem Vollzug der Strafe auch mitbeteiligt werden. Engagierte Bürger/innen bieten sich dafür an und sollten als „Spezialisten des Alltags“ auch im Strafvollzug eingesetzt werden. Freiwillige im Strafvollzug bringen ihre speziellen Kompetenzen in vielfältiger Weise ein: im Einzelgespräch, in Gruppen, in Kursen wie z.B. Anti-Gewalt-Kursen, Kochkurse, Gebetskreise usw. Die Standards nehmen zur Rolle des engagierten Bürgers im Strafvollzug eindeutig Stellung.

3. Rahmenbedingungen für freiwilliges Engagement

3.1. Grundentscheidung zum Einsatz von Freiwilligen in einer Organisation

Um erfolgreich mit Freiwilligen arbeiten zu können, muss es in einer Organisation – hier ganz konkret also dem Strafvollzug – eine Grundentscheidung dafür geben mit Freiwilligen, mit aktiven Bürger/innen arbeiten zu wollen.

Diese Grundentscheidung muss von der zuständigen politischen Ebene, aber auch jeweils von der Leitung einer Strafanstalt getroffen werden. Die Arbeit mit Freiwilligen bedeutet nämlich, dass die gesamte Organisation, die gesamte Strafanstalt sich

auf diese Kooperation einstellen muss. Dies geht los beim Mitarbeiter an der Pforte bis hin zu allen anderen Bereichen der Anstalt. Denn durch die konsequente Grundentscheidung und deren Umsetzung innerhalb der Anstalt wird das Verhältnis von Hauptamtlichen und Ehrenamtlichen, von beruflichen und freiwilligen Mitarbeiter/innen ganz wesentlich beeinflusst.

Ob diese Grundentscheidung wirklich im Strafvollzug von Seiten der Politik und auch von Seiten der Anstaltsleitung immer getroffen wurde, muss jedoch angezweifelt werden. Wenn sie fehlt und damit auch die innere Einstellung zum Einbezug von Freiwilligen, dann wird alles Weitere nur gezwungen, formell und in aller Regel auch ohne Erfolg sein.

Neben den inhaltlichen Schritten der Freiwilligen-Koordination sind vor allem auch noch organisatorische Dinge wichtig:

- Versicherung der Freiwilligen: Unfallversicherung, Haftpflichtversicherung, evtl. auch Kfz-Versicherung
- Kostenerstattung (in der Regel wohl Fahrtkosten, aber auch Porto, Telefon, usw. möglich)
- Benennung von Ansprechpersonen im Strafvollzug und von Freiwilligen-Koordinatoren,
- Bereitstellung von Räumen für die konkrete Arbeit, aber auch für Gruppentreffen, Austauschtreffen

Zu den Standards:

In Präambel und Einführung wird die Rolle der Bürger/innen als Vertreter/innen der Zivilgesellschaft deutlich hervorgehoben. Dies ist die Basis für die Grundentscheidung zum Öffnen des Strafvollzugs für Freiwillige/Ehrenamtliche.

Wichtig ist hier auch das Verfahren der formellen Zulassung durch den Strafvollzug, das in den Standards mit aufgenommen ist – hier dürfen zu lange Wartezeiten nicht den engagementbereiten Bürger/in abschrecken.

Sehr gut ist hier insbesondere die Vorgabe zur Versicherung und auch zur Kostenerstattung.

3.2. Schritte der Freiwilligen-Koordination

In der Freiwilligen-Koordination gibt es – abgebildet am zeitlichen Ablauf des Engagements – folgende Arbeitsfelder, die beachtet und die methodisch ausgearbeitet werden müssen.

- Gewinnung

Hier wird in den Standards insbesondere Bezug genommen auf die möglichen Zielgruppen und die Grundlagen der Organisation, um offen für verschiedene Zielgruppen zu bleiben

- Auswahl und Aufnahme als Freiwilliger

Hier wird Bezug darauf genommen, in dem die Einbindung in eine Organisation als sehr wichtig angesehen wird, die dann auch Verantwortung für die Auswahl wie auch für die weiteren Bereiche der Freiwilligen-Koordination übernimmt. Es werden „Bewerbungsgespräche“ vorgeschlagen, um Motivation und Reife zu prüfen – dies entspricht genau der Frage des Auswahl und der Annahme von Freiwilligen.

Eine Charta im Sinne einer Selbstverpflichtung auf Standards kann Teil einer schriftlichen Vereinbarung mit dem Freiwilligen sein.

- Ausbildung

Hier werden in den Standards zwar keine zeitlichen Vorgaben gemacht (Anzahl der Stunden, Unterrichtseinheiten), aber mehrere Inhalte der Ausbildung definiert.

Dazu kommen hier auch noch die Punkte, die im Verhältnis zum Gefangenen benannt werden: auch dies sind wichtige Inhalte der Ausbildung für den Einsatz im Strafvollzug.

Auch das Angebot der Ausbildung vor dem Einsatz erscheint wichtig und richtig. Es können Interessierte dann auch noch einmal für sich selber einschätzen, ob sie geeignet sind und es wird auch gezeigt, dass durchaus – neben vorhandener bürgerschaftlicher Kompetenz – noch zusätzliche Kenntnisse notwendig sind, um gute Arbeit als Freiwilliger zu leisten.

- Einführung

Es sollte ein Verfahren entworfen sein, wie ein neuer Freiwilliger in seine Betreuungsarbeit einsteigt. Dies kann – wie in den Standards erwähnt – durch einen erfahrenen Freiwilligen geschehen im Sinne eines Mentors.

- Fortbildung

Hier wird insbesondere auf gemeinsame Fortbildung von Beruflichen und Freiwilligen verwiesen. Gerade damit können verschiedene Sichtweisen diskutiert werden und das gegenseitige Verständnis kann wachsen.

- Begleitung

Eine laufende Begleitung ist notwendig. Insbesondere Austauschtreffen, das Angebot von Reflexion und Supervision sind sehr wichtig.

In den Standards wird hier vor allem auf die Notwendigkeit einer Einbindung in eine Organisation verwiesen. Diese muss dann aber diese Angebote auch machen und auf die Teilnahme der Freiwilligen dabei drängen.

- Anerkennung

Wie ein Engagement anerkannt werden kann, dazu äußern sich die Standards nicht. In der Regel kann natürlich langjähriges Engagement durch staatliche Ehrenzeichen und Orden anerkannt werden.

Wichtig ist Freiwilligen aber auch Öffentlichkeitsarbeit über ihr Engagement – aus diesem Grunde ist es wichtig als Organisation oder als Strafanstalt für entsprechende Öffentlichkeit zu sorgen, um auf den Einbezug von Freiwillige, ihre Leistungen und ihre Erfolge aufmerksam zu machen.

- Verabschiedung

Es sollte im Rahmen der Freiwilligen-Koordination immer auch methodisch vorbereitet sein, wie ein Freiwilliger verabschiedet wird. Ein einfaches Aufhören (manchmal aus Frustration, manchmal aus Ärger, manchmal aus Überlastung, schlimmstenfalls aufgrund von Schwierigkeiten mit einem Gefangenen) gibt kein positives Bild über dieses wichtige bürgerschaftliche Engagement.

Alle, die mit der Freiwilligen-Koordination beauftragt sind, sollten deshalb auch einen positiven Abschied aus dem Engagement für die aktiven Bürger/innen im Blick haben und sich dafür einsetzen.

Auch bei einer „Entlassung“ aus persönlichen Gründen (z.B. Fehlverhalten, nicht Einhalten von Hausordnung usw.) sollte in einem persönlichen Gespräch noch einmal die Aktivitäten diskutiert, das Verhalten bewertet und die Entscheidung erläutert werden.

4. Resümee

Es ist sehr erfreulich, dass viele Punkte aus dem Bereich der Freiwilligen-Koordination in diesen Standards aufgegriffen werden. Zu beachten sind bei diesem besonderen Engagementbereich, dem Strafvollzug, insbesondere aber auch die unterschiedlichen Zuständigkeiten und Verantwortlichkeiten der verschiedenen Partner und das Verhältnis untereinander:

- Politik, Anstaltsleitung, Strafvollzugsverwaltung, Arbeitsbereiche wie z.B. Sozialdienste
- freie Straffälligenhilfe und deren Träger
- Vereine von Freiwilligen, von Freiwilligen-Koordination

Le point de vue d'un responsable de bénévoles

Wolfgang Krell, Centre de Volontariat, Augsburg, Allemagne

1. A propos du concept de bénévolat

En Allemagne- mais aussi dans les autres pays européens- le concept du „bénévo-lat“, de „ l'engagement citoyen“ a donné lieu à des discussions animées. Cependant l'essentiel ne réside pas tant dans les appellations précises que dans leur contenu.

C'est pourquoi la commission européenne et d'autres institutions internationales ont permis une avancée significative en donnant en quelques mots une définition de l'engagement bénévole et de ses contenus :

„Les bénévoles s'engagent:

- librement
- sans rétribution
- dans le cadre d'une organisation
- dans le but de contribuer au bien commun, mais d'en tirer aussi un bénéfice personnel.“

2. Le rôle des bénévoles dans le parcours pénitentiaire

En tant que représentants de la société civile les bénévoles ont une place très importante dans l'exécution de la peine.

Si des personnes sont condamnées au nom du peuple, il importe que le peuple soit associé à l'exécution de la peine. Des citoyens engagés offrent leurs services pour ce faire; ils devraient être utilisés comme „ spécialistes du quotidien“ dans le service pénitentiaire.

Les bénévoles apportent leurs compétences spécifiques dans des circonstances très variées : en entretien individuel, dans des groupes, des cours, par exemple des entraînements à la non-violence, des cours de cuisine, des groupes de prière etc....

Les standards prennent clairement position sur le rôle du citoyen engagé dans le parcours pénitentiaire.

3. Le cadre de l'engagement citoyen

3.1 Nécessité d'une disposition réglementaire pour l'engagement de bénévoles dans une institution

Pour que l'activité de bénévoles puisse s'exercer avec succès dans une institution - en l'occurrence l'administration pénitentiaire- une disposition fondamentale en ce sens doit être prise. Cette disposition fondamentale doit être prise au niveau des responsables politiques , mais aussi par la direction de chaque établissement pénitentiaire. En effet le travail avec des bénévoles exige que toute l'institution, tout l'établissement

s'adapte à cette coopération. Cela concerne le fonctionnaire présent à l'entrée, mais aussi tous les services de l'établissement. La disposition fondamentale et sa traduction dans le règlement intérieur de l'établissement influe grandement sur les relations et la coopération des professionnels et des bénévoles.

Cette disposition fondamentale a-t-elle été effectivement adoptée aussi bien par les politiques que par les directions d'établissements ? Il est permis d'en douter. Si elle est absente, et par là-même l'adhésion profonde pour faire appel à des bénévoles, toute tentative en ce sens apparaîtra forcée, formaliste et, à coup sûr vouée à l'échec.

En outre des points d'ordre pratique sont importants :

- les assurances des bénévoles : contre les accidents, la responsabilité civile, ...
- Le remboursement des frais (surtout les déplacements, mais aussi le courrier, le téléphone etc...)
- Désignation de référents parmi le personnel pénitentiaire et parmi les bénévoles
- Mise à disposition de locaux pour l'activité des visiteurs, mais aussi pour des réunions

En ce qui concerne les standards:

Dans le préambule et l'introduction le rôle des citoyens comme délégués de la société civile est clairement mis en valeur. Là réside la base pour la disposition fondamentale d'ouvrir la prison aux bénévoles.

Dans ce contexte il est important de définir le processus pour l'agrément par les autorités de l'administration pénitentiaire et à ce sujet les standards précisent qu' il faut éviter qu'un délai trop long ne décourage les candidats prêts à s'engager.

3.2 Les étapes de l'engagement bénévole

Il est impératif de repérer et d'approfondir les questions qui suivent - suggérées par le déroulement chronologique de l'engagement

Recrutement

Les standards évoquent les différents groupes de personnes susceptibles d'être visités et les bases de l'organisation pour s'adapter à des groupes différents

Choix et accueil du bénévole

On insiste sur l'intégration dans une organisation, qui assume la responsabilité du choix du bénévole et des autres domaines de la coordination des bénévoles. Il est proposé des „ entretiens d'embauche“ pour juger de la motivation et de la maturité de l'impétrant.

Une charte dans le sens d'un engagement à respecter des principes essentiels peut servir de base à un accord écrit avec le bénévole.

Formation

Les standards ne fixent pas d'objectifs chiffrés (nombre d'heures de formation, etc...) mais plusieurs thèmes. A cela s'ajoutent les points qui concernent la relation au détenu: c'est un aspect important de la formation.

La proposition d'une formation avant l'entrée en fonction nous apparaît importante et justifiée. C'est l'occasion pour les participants de faire le point: sont-ils faits pour cette mission? et il apparaît qu'au-delà de la compétence civile dont ils disposent, il importe d'acquérir des connaissances complémentaires pour un service de qualité.

Début d'activité

Il conviendrait de fixer le processus permettant à un nouveau bénévole de débiter dans son activité de visiteur. Cela peut être fait- comme il est suggéré dans les standards- par l'intermédiaire d'un bénévole engagé qui serait le référent.

Formation continue

L'accent est mis sur la formation commune de professionnels et de bénévoles. Cela permettrait d'échanger des points de vue différents et de développer la compréhension mutuelle.

Accompagnement

Un accompagnement continu est nécessaire, à travers des réunions d'échanges, des propositions de réflexion et une supervision.

Les standards insistent sur la nécessité d'appartenir à une organisation. C'est à elle qu'il appartient de faire ces propositions et de veiller à la participation des bénévoles.

Reconnaissance

Les standards ne mentionnent pas la manière dont un engagement peut être reconnu. Naturellement un engagement de longue durée peut être reconnu par des honneurs et des distinctions officielles.

Mais il est aussi très important que les bénévoles fassent un travail de communication sur leur engagement. A ce sujet il est important que l'association, mais aussi l'établissement veillent à faire connaître à l'opinion publique l'engagement de bénévoles, leur activité et leurs succès.

Séparation

Dans le cadre de l'organisation des bénévoles il conviendrait de prévoir précisément comment on se sépare d'un bénévole. Une cessation d'activité en catimini (par frustration, dépit, surmenage, au pire pour des ennuis avec un détenu) ne donne pas une image positive de cet important engagement civique. Tous les responsables de l'association devraient en conséquence avoir le souci de veiller à une séparation positive d'avec un citoyen actif. Même en cas de „ rupture“ pour des raisons liées à la personne du visiteur (faute ou non observation du règlement) la séparation devrait se faire lors d'une entretien personnel au cours duquel qui permettrait de faire mention de ses services, d'évaluer sa conduite et d'expliquer la décision.

4. Résumé

Il est réjouissant que de nombreux points qui sont essentiels pour la coordination des bénévoles aient été repris dans ces standards. Mais dans ce domaine particulier d'engagement, à savoir l'exécution des peines, il faut tenir compte des attributions et responsabilités des différents partenaires et de leurs relations :

- les politiques, la direction d'établissement, l'administration pénitentiaire, les domaines d'activités, comme les services sociaux
- l'aide aux justiciables et leurs ONG
- les associations de bénévoles, la coordination de bénévoles

10. Kommentar Ehrenamtliche im Strafvollzug

Harald Preusker, Dresden, Deutschland

Ehem. Gefängnisdirektor, ehem. Abt.leiter Strafvollzug im Justizministerium Sachsen

Diese Personen unterstützen unentgeltlich das Gefängnispersonal bei der Resozialisierung. Grundsätzlich heißt ehrenamtlich auch unentgeltlich. Allerdings sollen die Ehrenamtlichen nicht „draufzahlen“. In allen Bundesländern gibt es Regelungen, damit dies nicht passiert. In Sachsen erhält 25 Euro, wer im Monat vier Stunden in der Anstalt arbeitet. Wer einen weiten Arbeitsweg hat, erhält bis zu 50 Euro. Das ist nicht viel, zumal der Staat durch die Arbeit der Ehrenamtlichen erhebliche Einsparungen erzielt. Das wichtigste ist aber, dass die ehrenamtliche Arbeit eine ganz andere Qualität hat. Die Ehrenamtlichen haben nämlich – was beim Beamten nicht gern gesehen wird – die Möglichkeit, ganz persönliche Arbeitsbeziehungen und Vertrauen zum Gefangenen aufzubauen. Vertrauen ist – das wissen alle, die das Gefängnis kennen – im Gefängnis absolute Mangelware. Dort herrscht unter den Gefangenen und gegenüber den Bediensteten überwiegend professionelles Misstrauen.

Der Anstaltsleiter soll über die Ehrenamtlichen hinaus auch mit anderen Personen und Vereinen, deren Einfluss die Reintegration fördern kann, zusammenarbeiten. Dazu gehören zum Beispiel der Anstaltsbeirat, die Bewährungshilfe und die Arbeitsagentur. Resozialisierung braucht – um erfolgreich zu sein – moderne Netzwerke (Integrierte Resozialisierung).

Ehrenamtliche müssen für ihre Arbeit unbedingt bestmöglich vorbereitet werden. In den Ländern geschieht das auf recht unterschiedliche Weise. Meistens wird ein Einführungsseminar veranstaltet. Dabei werden die rechtlichen, psychologischen und sicherheitstechnischen Abläufe eingehend erklärt. Das Ziel darf nach meiner Auffassung aber nicht die Professionalisierung sein, sonst geht gerade die besondere Bedeutung ehrenamtlicher Arbeit verloren. Die Ehrenamtlichen sind keine Sozialarbeiter und sollen auch keine werden. Übrigens werden die Reisekosten für diese Seminare in der Regel auch denen erstattet, die schon häufiger teilgenommen haben. Das Seminar gibt auch die Gelegenheit, zukünftige Kolleginnen und Kollegen kennenzulernen.

In ordentlich geführten Anstalten gibt es einen vom Anstaltsleiter bestimmten Mitarbeiter, der für alle Fragen der Ehrenamtlichen zuständig ist. Der Leiter dieser Anstalt wird es sich nicht nehmen lassen, jeden „Neuen“ persönlich zu begrüßen. Darüber hinaus wird er alle Ehrenamtlichen ein- bis zweimal im Jahr zu einer Zusammenkunft einladen und mit ihnen alle offenen Fragen erörtern.

Es gibt in allen Bundesländern Verwaltungsvorschriften wonach nur geeignete Personen als ehrenamtliche Betreuer und zur Mitarbeit im Gefängnis zugelassen werden

dürfen. Die Prüfung der Eignung ist in den Ländern unterschiedlich. In Sachsen wird zum Beispiel nicht zugelassen:

- wer noch nicht 21 Jahre ist,
- wer innerhalb der letzten fünf Jahre mit einer Freiheitsstrafe belegt wurde,
- wer unter Bewährungs- oder Führungsaufsicht steht,
- wer Beschuldigter eines Ermittlungs- oder Strafverfahrens ist,
- wer mit einer Selbstauskunft, einer Anforderung eines Führungszeugnisses durch die JVA sowie einer Sicherheitsüberprüfung nicht einverstanden ist.

Der Ehrenamtliche oder Betreuer erhält eine mit Lichtbild versehene Zulassungsbescheinigung. Diese gilt in allen sächsischen JVA's.

Er muss Kenntnisse, die er im Rahmen seiner Tätigkeit erlangt, und aus denen sich der Verdacht einer erheblichen Straftat oder eine Gefährdung der Sicherheit der Anstalt ergeben könnte, dem Anstaltspersonal vermitteln. Er darf ohne Erlaubnis mit Gefangenen keine Geschäfte machen, nichts annehmen, nichts übergeben und keine Nachrichten oder Aufträge vermitteln. Er muss über die persönlichen Verhältnisse des Gefangenen und andere vertrauliche Angelegenheiten, auch nach Beendigung seiner Tätigkeit, Verschwiegenheit bewahren.

Es gibt meines Wissens kaum Literatur darüber, wer ehrenamtlich in den deutschen Gefängnissen arbeitet. Ich kenne nur einen Beitrag zum Thema von Erich Marks (ZfStrVo 1985, S. 82 ff). Danach ergibt sich folgendes:

- es gibt etwa gleich viel Frauen wie Männer
- geschiedene Frauen sind überrepräsentiert
- Katholiken sind erheblich unterrepräsentiert
- über die Hälfte geben als Schulabschluss das Abitur an
- die meisten sind Anregungen von Freunden gefolgt oder hatten das Ziel, Gefangenen als einer besonderen Randgruppe zu helfen
- eher Ich-bezogene Motivationen (Neugier, Isolation, Kontaktwünsche, Frustration, Kompensation) scheinen gegenüber eher altruistischen Motiven (Umsetzung von Grundüberzeugungen oder Hilfsbereitschaft) zu überwiegen
- Ehrenamtliche Mitarbeiter im Strafvollzug sind überwiegend engagierte Laienhelfer ohne einschlägige Ausbildung oder längere Vorbereitung auf die Helferrolle
- sie sind neben ihren weiteren gesellschaftlichen Aktivitäten über viele Jahre, regelmäßig im Durchschnitt wöchentlich circa 5 Stunden im Gefängnis tätig
- nahezu 90 % sind in einer geschlossenen Anstalt tätig

- zur Institution des Strafvollzuges und seinen Mitarbeitern nehmen sie eine kritisch-distanzierte Haltung ein
- sie fühlen sich in ihrer Arbeit im Gefängnis in hohem Maße durch Vorschriften eingeengt, sehen ihre Einflussmöglichkeiten als recht gering an und meinen, dass sie nur wenig Rechte und Befugnisse haben.

Erörtern müssen wir das Phänomen der Einzelgängerinnen unter den Betreuerinnen, die sich im Laufe der Betreuung in ihren Schützling verlieben. In der Regel beginnt der Insasse, diese Situation mehr oder weniger auszunutzen. Spätestens jetzt steigen die Risiken und Gefahren nicht nur für die Betreuerin sondern für die gesamte JVA. Über kurz oder lang verlangt der Insasse – meist mit rührseligen Geschichten und Versprechungen – das Einzahlen von Geld oder das Einbringen von verbotenen Dingen. Mit der Liebe ist es schnell vorbei, wenn Sie nicht mehr macht, was Er will. Dann sucht er sich ein neues Opfer. Ich kenne einige Fälle, in denen die Ehrenamtlichen am Ende materiell und menschlich ruiniert waren. Um solche Desaster zu verhindern, bedarf es der Offenheit und Beratung. Besonders jede Betreuerin, die eine Einzelbetreuung übernimmt, sollte sich eingehend bei den zuständigen Mitarbeitern über den Gefangenen informieren.

Die Ehrenamtlichen haben durchaus eine faktische, weniger eine rechtliche Kontroll- und Aufsichtsfunktion. Sie hören und sehen häufig mehr als die Bediensteten. Gefangene vertrauen und offenbaren sich eher den Betreuern als den Bediensteten. Die Ehrenamtlichen können die Akzeptanz des Strafvollzugs in der Gesellschaft verbessern. Überall wo sie leben, arbeiten und Menschen treffen, können sie die vielen Vorurteile und Dummheiten, die über den Strafvollzug verbreitet werden, zurecht-rücken. Diese Aufklärungsarbeit der Ehrenamtlichen kann gar nicht hoch genug geschätzt werden. Je mehr Ehrenamtliche sich daran beteiligen, umso besser.

Die Ehrenamtlichen können wichtige Beiträge zur Erreichung des Vollzugszieles der Gefangenen leisten. Das Ziel ist klar: Sie sollen nach der Entlassung fähig sein, ein Leben ohne Straftaten zu führen. Das kann aber nur gelingen, wenn auch nach der Entlassung tragfähige Bindungen zu Menschen außerhalb aufrechterhalten oder hergestellt werden können. Hierbei können Ehrenamtliche gute Dienste leisten, weil die Gefangenen und Entlassenen besser mit Ehrenamtlichen als mit staatlichem Personal kooperieren. Das entspricht auch meiner jahrelangen Erfahrung.

Schließlich möchte ich noch die drei gestellten Fragen beantworten.

Frage 1: Gibt es – und wenn ja, warum – Probleme in der Zusammenarbeit mit Bediensteten?

Antwort: Im Allgemeinen Vollzugsdienst (AVD), und nur um diesen geht es, wird durchaus die Meinung vertreten, Ehrenamtliche seien Sicherheitsprobleme. Sie gehen meistens unvorsichtiger mit Sicherheitsvorschriften um und verhalten sich zu distanzlos gegenüber den Gefangenen der AVD, wissen nicht, was der Ehrenamtliche eigentlich treibt, mit der Folge, dass der AVD misstrauisch wird. Der Ehrenamtliche tritt gelegentlich unangemessen forsch, fordernd und überheblich auf. Der AVD beklagt sich, wenn der Ehrenamtliche nicht pünktlich kommt und geht.

Frage 2: Wieso ist es wichtig, dass die Zivilgesellschaft im Strafvollzug vertreten ist?

Antwort: Die moderne aufgeklärte Zivilgesellschaft hat – jedenfalls in Europa – gelernt, dass die Straftäter und Gefangenen nicht vom Himmel fallen, sondern dass sie unsere Väter, Söhne, Mütter usw. sind, und dass sie nach dem Gefängnis wieder unsere Nachbarn sein werden, ob wir wollen oder nicht. Es liegt deshalb in der Verantwortung der gesamten Gesellschaft, dass die Gefangenen eine faire Chance bekommen, wieder Fuß zu fassen und ohne Straftaten zu leben. Die Gefangenen sind – wie Sie und ich – Teil der Gesellschaft. Es ist nur konsequent, dass Gefängnisse transparent sind und die Ehrenamtlichen stellvertretend für die Zivilgesellschaft in den Gefängnissen präsent sind.

Frage 3: Wieso brauchen Strafgefangene die Begleitung von Ehrenamtlichen?

Antwort: Die Begleitung von Gefangenen durch Ehrenamtliche ist ein wichtiges Element der Resozialisierungsarbeit. Müssten wir darauf verzichten, wäre die Resozialisierungsarbeit erheblich schwerer.

Commentaire: Les bénévoles en prison

Harald Preusker, Dresde, Allemagne
Ancien directeur de prison, conseiller du ministre

Ces personnes soutiennent gratuitement le personnel pénitentiaire dans le processus de resocialisation. Par principe le bénévole ne touche aucune indemnité. Mais il n'y a pas de raisons que cette activité entraîne des frais pour les bénévoles. Chaque Land fédéral dispose d'une réglementation à ce sujet. En Saxe, qui intervient 4 heures par semaine en prison, touche 25 Euro. Celui qui doit faire de longs trajets touche jusqu'à 50 Euro. Ce n'est pas beaucoup surtout lorsqu'on sait que l'État fait de grosses économies grâce au travail des bénévoles. Le plus important, cependant, est que le travail bénévole a une toute autre qualité. Les bénévoles ont la possibilité de nouer des contacts très personnels et créer ainsi un climat de confiance avec les détenus – ce qui est mal vu par le personnel. La confiance est – comme le savent tous ceux qui connaissent la prison – une denrée très, très rare en prison. Le plus souvent c'est la méfiance que règne entre les détenus et des détenus vis-à-vis du personnel.

La direction de la prison doit collaborer non seulement avec les bénévoles mais encore avec d'autres personnes et associations dont l'influence peut promouvoir la réintégration. En font partie les conseils de surveillance, les agents de probation et l'agence pour l'emploi. Pour réussir la resocialisation a besoin de réseaux modernes (resocialisation intégrée).

Les bénévoles doivent absolument être préparés à leurs tâches ; ceci dans les meilleures conditions possibles. Ceci se fait de manière très diverse d'un Land à l'autre. Dans la plupart des cas on organise un séminaire introductif. On explique en détails les questions juridiques, psychologiques et de sécurité. Mais, à mon avis, le but n'est en aucun cas de faire des bénévoles des professionnels, car, alors, la signification particulière du bénévolat disparaîtrait. Les bénévoles ne sont pas des assistants sociaux et n'ont pas à le devenir. Les frais de déplacement pour se rendre au séminaire sont généralement pris en charge pour les personnes qui s'y rendent régulièrement. Le séminaire permet aux futurs collègues de faire connaissance.

Dans les établissements pénitentiaires bien gérés la direction nomme un collaborateur ou une collaboratrice responsable de toutes les questions relatives aux bénévoles. La direction ne manquera jamais de saluer « le nouveau venu » personnellement. De plus il convoquera une ou deux fois par an les bénévoles à une rencontre commune et discutera avec eux des questions qui restent ouvertes.

Il existe dans tous les Land fédéraux une réglementation administrative qui stipu-

le que seules des personnes capables d'assurer correctement une fonction bénévole peuvent être admises comme accompagnatrices dans l'établissement. Le mode adapté pour ce faire varie d'un Land à l'autre. En Saxe par exemple n'est pas admis qui :

- a moins de 21 ans
- a subi dans les 5 dernières années une peine privative de liberté
- est soumis à probation ou contrôle judiciaire
- est inculpé dans le cadre d'une procédure d'instruction ou d'un procès pénal
- refuse de donner des renseignements sur sa personne, de remettre un extrait du casier judiciaire, et n'ait pas d'accord avec l'enquête menée sur la personne par l'établissement.

Le bénévole reçoit une carte d'accès avec photo. Cette carte vaut pour tous les établissements en Saxe.

Il est tenu de faire part au personnel de la prison de toute information – dans le cas d'un soupçon relatif à un acte grave ou de menace pour la sécurité – qu'il recevrait dans le cadre de son activité. Il ne peut conclure, sans autorisation, aucune affaire avec le détenu, rien accepter, rien remettre et ne transmettre aucune nouvelle ou commande. Il lui est interdit de divulguer toute information personnelle relative au détenu ou encore confidentielle, y compris après la cessation d'activité.

A mon avis il n'existe pratiquement pas d'étude portant sur l'activité des bénévoles dans les prisons allemandes. Je ne connais qu'un texte décrit par Erik Marks (paru dans la revue allemande Zeitschrift für Straffälligenhilfe und Strafvollzug, en date de 1985 pp. 82 et suivantes). Dans cet article il est écrit :

- il y a autant de femmes que d'hommes
- le pourcentage de femmes divorcées est très élevé
- les catholiques sont peu représentés
- plus de la moitié ont le baccalauréat
- la plupart ont suivi la suggestion d'amis et avaient pour but d'aider des détenus en tant que représentants d'un groupe marginal particulier
- il semblerait que des motivations en lien avec le bénévole lui-même (curiosité, isolement, recherche de contacts, frustration, compensation) l'emportent sur des motifs altruistes (mettre en pratique des convictions profondes ou être prêt à aider)
- les bénévoles en prison sont des personnes engagées qui n'ont pas suivi de formation particulière ou sans préparation approfondie au rôle d'aider
- ils passent en moyenne 5 heures par semaine en prison, cela durant de nombreuses années et en plus de leurs autres activités sociales

- près de 90 % agissent en milieu fermé
- ils adoptent une attitude critique et gardent leur distance à l'égard de l'institution prison et son personnel
- ils se sentent très entravés par les directives, considèrent que leur influence est très restreinte et qu'ils ne disposent que de peu de droits et de possibilités d'agir.

Il faut évoquer le phénomène des femmes isolées – parmi les bénévoles – qui tombent amoureuses de leur « protégé » durant l'accompagnement. En règle générale le détenu commence par utiliser plus au moins cette situation. C'est alors que les risques et les dangers augmentent non seulement pour la bénévole mais aussi pour l'établissement pénitentiaire. A plus ou moins long terme le détenu – généralement grâce à des histoires larmoyantes et des promesses – exige qu'elle lui verse de l'argent ou lui remette des objets interdits. Dès qu'elle arrête de faire ce qu'il exige, l'amour touche à son terme. Il cherche alors une nouvelle victime. Je connais quelques cas où pour finir les bénévoles sont ruinés matériellement et humainement. Pour éviter des tels désastres on a besoin d'ouverture et de conseils. La bénévole, qui prend en charge un détenu individuellement, devrait s'informer précisément sur le détenu, ceci auprès des collaborateurs compétents dans son cas.

Les bénévoles exercent une fonction essentiellement factuelle et bien moins de contrôle et de surveillance au sens juridique du terme. Ils entendent et voient plus que le personnel. Les détenus leur font plus confiance et s'ouvrent davantage à eux qu'au personnel.

Les bénévoles peuvent améliorer l'image de la prison auprès de la société. Partout, là où ils travaillent et rencontrent d'autres personnes ils peuvent démonter les idées fausses et les nombreux préjugés qui sont répandus sur le milieu pénitentiaire. On ne peut pas assez louer ce travail de mise au point par les bénévoles. Plus il y a de bénévoles qui y participent, mieux cela vaut.

Le travail des bénévoles peut être favorable aux détenus en vue de leur resocialisation. Le but est clair : ils doivent être, après leur libération, en mesure de mener une vie conforme aux lois de nos sociétés. Ceci ne peut réussir que si, après la libération, ils peuvent maintenir ou nouer des contacts solides avec des personnes vivant à l'extérieur. Pour ce faire les bénévoles peuvent rendre de grands services car les détenus et les libérés de prison coopèrent plus facilement avec des bénévoles qu'avec le personnel de l'État. Je parle par expérience.

Pour finir je souhaite répondre aux trois questions posées:

1. Question: Y a-t-il des problèmes dans la collaboration avec le personnel pénitentiaire, et si oui, pourquoi?

Réponse: Parmi le personnel de surveillance, et uniquement dans ce cadre-là, l'idée est répandue que les bénévoles posent des problèmes au niveau de la sécurité. Ils ne tiendraient pas toujours compte des mesures de sécurité et ne garderaient pas la distance nécessaire à l'égard des détenus. Le personnel surveillant ne serait pas au courant de ce que font les bénévoles. Le bénévole serait parfois arrogant et exigeant, et donnerait l'impression d'être supérieur. Le personnel surveillant se plaint que le bénévole n'arriva ni ne reparte pas à l'heure.

2. Question: En quoi est-ce si important que la société civile soit représentée en milieu pénitentiaire?

Réponse: La société civile moderne éclairée – au moins en Europe – sait que les auteurs d'infraction pénale et les détenus ne sont pas tombés du ciel, mais qu'ils sont nos pères, nos fils, nos mères etc. et qu'une fois sortis de prison ils seront à nouveau nos voisins, que nous le voulions ou non. Aussi est-il de la responsabilité de toute la société que les détenus aient une vraie chance de reprendre pied et de vivre conformément aux normes. Les détenus font – comme vous et moi – partie de la société. Cela va donc de soi qu'il faille y voir clair dans les prisons et que les bénévoles y soient présents en tant que représentants de nos sociétés civiles.

3. Question: Pourquoi les détenus ont-ils besoin de l'accompagnement de bénévoles?

Réponse: L'accompagnement de détenus par des bénévoles constitue un élément important du processus de resocialisation. Si nous devons y renoncer, ce processus de resocialisation serait beaucoup plus difficile.

11. Ergebnisse der Evaluation

Nach der Tagung in Trier wurde ein Auswertungsbogen in französischer und deutscher Sprache an die im Projekt involvierten Teilnehmer/innen (bei den grenzüberschreitenden Treffen und der Trierer Tagung) geschickt.

34 Bögen (es entspricht 33% der Teilnehmer/innen) wurden ausgefüllt zurückgeschickt. Die Organisator/innen haben bewusst Bögen entwickelt, die offene Fragen enthalten. Daher geht es eher um eine qualitative differenzierte als um eine reine quantitative Auswertung.

Alle fanden die Rahmenbedingungen sehr gut. Das Tagungshaus in Trier wurde als ideal bezeichnet (Räumlichkeiten, Essen und Umgang mit den Gästen). Die Übersetzungen wurden exzellent benotet.

Die Atmosphäre wurde von allen (bis auf eine Gruppenleiterin bei einem grenzüberschreitenden Treffen, die die Anstaltsleitung als „neutral“ beschrieb) als freundlich, unkompliziert, zugewandt und anregend beschrieben.

Der Blick über den Tellerrand hat für alle die Möglichkeit eröffnet,

- festzustellen, die Probleme ähneln sich sehr in allen betroffenen Ländern: überbelegte Anstalten, zu wenig Personal und damit fehlende Zuwendung für die straffällig gewordenen Mitbürger/innen, mangelnde Anerkennung des Ehrenamts im Strafvollzug durch die Zivilgesellschaft in den jeweiligen Ländern usw.
- sich miteinander auszutauschen, ob in kleinerem Kreis bei den grenzüberschreitenden Treffen oder bei der Tagung in Trier, es ist ein Gefühl der Zusammengehörigkeit entstanden. Daraus ergibt sich auch eine Solidarität, die als wohltuend für das eigene Engagement empfunden wird,
- die Vielfältigkeit des Ehrenamts im Strafvollzug zu entdecken,
- zusammen europäische Empfehlungen für das freiwillige Engagement im Strafvollzug auszuarbeiten, die sich mit seiner Bedeutung und den damit verbundenen Rahmenbedingungen beschäftigt.

Bei allen hat dieses Projekt große Hoffnungen geweckt. Einstimmig ist der Wunsch geäußert worden, weitere grenzüberschreitende Treffen und wenn möglich weitere Tagungen zu organisieren.

Begrüßt wurde auch die Tatsache, dass nicht nur Ehrenamtliche, sondern auch Hauptamtliche aus verschiedenen Bereichen an der Trierer Tagung teilgenommen haben. Es wurde klar, dass ein besseres Verständnis füreinander notwendig ist, um die Reintegration von straffällig gewordenen Mitbürger/innen zu fördern.

Résultats des évaluations

A la suite du colloque européen qui a eu lieu à Trèves du 26 au 29 mai 2011

les personnes qui ont participé activement au projet, que ce soit aux rencontres transfrontalières ou encore au colloque, ont reçu un questionnaire dans leur langue respective.

34 questionnaires (ce qui correspond à environ 33% du nombre de participants) ont été renvoyés remplis. Les organisateurs ont fait le choix d'envoyer des questionnaires contenant des questions ouvertes. L'évaluation est donc plus d'ordre qualitative que quantitative.

Tous ont trouvé les conditions matérielles excellentes. Ceci vaut en particulier pour l'Académie de Trèves qui a accueilli les participants pour le colloque final (que ce soit pour les locaux, les repas et l'accueil). Les traductions furent, elles aussi, perçues très positivement.

A l'exception d'un cas où l'accueil fut décrit comme étant « neutre » l'atmosphère a été décrite par tous comme ouverte, chaleureuse, attentive et encourageante.

Le regard porté au-delà des frontières a permis à tous de:

- Constater que les problèmes se ressemblent dans les tous les pays concernés: prisons surpeuplées, manque de personnel et difficultés, qui en découlent, à accompagner les détenus, manque de reconnaissance du bénévolat en milieu pénitentiaire par la société civile... ;
- Échanger des expériences, que ce soit lors des rencontres transfrontalières ou encore lors du colloque. Un sentiment d'appartenance à un même groupe et par là aussi de solidarité en est né, ce qui a été perçu comme encourageant pour le propre engagement ;
- Découvrir les nombreuses facettes du bénévolat en prison ;
- Elaborer des recommandations européennes pour l'engagement bénévole en prison, recommandations relatives à sa signification et aux conditions nécessaires à l'exercice de cette activité.

Ce projet a fait naître chez tous les participants de grands espoirs. Tous ont émis le souhait que soient organisées d'autres rencontres transfrontalières et si possible d'autres colloques.

Le fait que non seulement des bénévoles mais encore des professionnels appartenant à différentes branches professionnelles aient participé au colloque de Trèves a été fortement apprécié. Il est apparu qu'une meilleure compréhension entre bénévoles et professionnels est nécessaire pour soutenir la réintégration de concitoyens justiciables.

12. Schluss – Conclusion

Auf der gemeinsamen Tagung in Trier wurden die „Europäischen Empfehlungen zum freiwilligen Engagement im Strafvollzug“ in Französisch und in Deutsch beschlossen. ANVP und EFK werden diese Empfehlungen an alle zuständigen Stellen (regional, national sowie europaweit) weiterleiten und sie in möglichst vielen europäischen Sprachen veröffentlichen.

Alle am Projekt beteiligten Bürgerinnen und Bürger waren mit dem Ablauf und den Ergebnissen des Projekts sehr zufrieden. Sie fühlen sich als Freiwillige und Ehrenamtliche auch gestärkt in ihrem Vorhaben, aktiv an der Integration von straffällig gewordenen Mitmenschen mitzuwirken und schätzen sehr das Solidaritätsgefühl, das durch das Projekt entstanden ist. Alle haben großes Interesse an weiteren grenzüberschreitenden Austauschtreffen, um gemeinsam nach Wegen zu suchen, in Zukunft als Vertreter/innen der Zivilgesellschaft die Kriminalpolitik zu beeinflussen.

Mit Unterstützung der Robert Bosch Stiftung wird es im Programm „On y va“ ein weiteres Projekt geben zum Austausch von im Strafvollzug engagierten Bürgerinnen und Bürgern aus Osteuropa mit Aktiven aus Frankreich und Deutschland. ANVP und EFK werden weiter daran arbeiten, europäische Werte in der Kriminalpolitik zu vertreten und den Austausch aller aktiven Praktikerinnen und Praktiker aus ganz Europa noch intensiver zu gestalten.

Lors du colloque de Trèves les «recommandations européennes au sujet de l'engagement des bénévoles en prison » ont été rédigées en français et en allemand. L'ANVP et l'EFK vont s'efforcer de diffuser ces recommandations à tous les niveaux (régional, national, européen) et les publieront dans le maximum de langues européennes.

Tous les citoyen(ne)s ayant participé au projet ont été satisfaits du déroulement et des résultats de ce projet. Ils se sentent confortés dans leur projet de participer activement à l'intégration des concitoyens qui se sont éloignés des lois de la société et ils apprécient la solidarité qui est née à l'occasion de ce projet. Tous souhaitent poursuivre les rencontres transfrontalières pour rechercher ensemble comment ils peuvent à l'avenir influencer la politique criminelle en tant que représentants de la société civile.

Grâce au soutien de la fondation Robert Bosch, dans le cadre du concours « On y va auf geht's » un nouveau projet est mis en route, permettant des échanges entre des citoyen(ne)s engagés dans la prison en Europe de l'Est et des citoyens actifs en France et en Allemagne. L'ANVP et l'EFK continueront à œuvrer pour que les valeurs européennes soient à l'œuvre dans la politique criminelle et pour intensifier les échanges entre les acteurs de toute l'Europe dans ce domaine.

DANKE – MERCI

Impressum:

EFK

Europäisches Forum für angewandte Kriminalpolitik e.V.
Forum européen de la politique criminelle appliquée
Humboldtstr. 19 A

40237 Düsseldorf, Deutschland

www.europaforum-kriminalpolitik.org

ANVP

Association Nationale des Visiteurs de Prison
1b rue du Paradis
75010 Paris . France

www.anvp.fr

Gefördert von der Europäischen Union



Programm
„Europa für Bürgerinnen und Bürger“

Wir danken allen Beteiligten ganz herzlich für die engagierte Mitarbeit:

Nous remercions toutes les participants et participantes pour leur engagement et leur intérêt pour le projet:

Susanne Baer, Benoit Ballenghien, Pascaline Bamama, Sara Bayley, Paul Bazard, Mario Ballerini, Akima Bellili, Maurice Bernard, Gwen Berwier, Jean-Louis Billot, Agnès Billequey, Martine Birling, Guy Bogaert, Raphael Bonte, Henri Bosly, Christa Brinckmann, Anne-Marie Bury, Paul Cadman, Claire Capron, Frédérique Cohignac, Suzanne Cuzenot, Sandra Decker, Pamela Deegan, Eric Dehling, Jean-Marie Delhez, Noelle Detry, Suzanne Diebold, Bettina Dresel, Jeanette Favre, Susan Fawcus, Dominique Field, René Foltzer, Cristina Ganguzza, Nicole Gayet, Duman Gökhan, Michel Gueroult, Jaroslav Hala, Lydia Halbhuber-Gassner, Jean-Luc Hazard, Peter Heyden, Jean-Jacques Higy, Carol Hill, Chris Holmes, Birgitta Horster, Andy Hudson, Angèle Kieffer, Hüsseyin Kilic, Harry Kircheis, Lucien Klein, Anne-Marie Klopp, Andrea Knorr, Wolfgang Krell, Romain Kremer, Elodie L'Homel, Oliver Ladwig, Morgan Leroux, Denis Lieby, Sonja Lindner, Richard Litschky, Frederic Lopez, Hervé Lottin, Dominique Loumaye, Christophe Loy, Jutta Lüttke-Enking, Guillaume Maire, Paul Marsh, Jacques Massion, Chantal de Mautort, Susan McDonald, Jürgen Miesslerer, Jörg Müller, Mathias Nagel, Etienne Nibus, Geneviève Nippert, Marie-Madeleine Ott, Sara Pauli, Philip Pendered, Elmar Pichelmaier, Heribert Pick, Jean-Louis Pierreuse, Louise Piron, Stephen Pitts, Solange Pourveur, Harald Preusker, Carla Raymond, Michel Renkens, Carlo Reuland, Günter Rieger, Raymond Rixen, Manfred Rooskamp, Gisela Ruwwe, Petra Schaab, Gertrude Schirmer, Rolf Schneider, Barbara Scholl, Klaus-Dieter Scholl, Marie-Doris Schueller, Birgit Sieger, Georges Sobieski, Jean Stehly, Bernd Steinmetz, Edith Streicher, Patricia t'Serstevens, K.Thiemann, Ulrike Thomann, Helen Thomson, Paul Van Bossche, Guy Vandegaart, Marie-Ange Vanderheyden, Jochen Vieser, Marie-Thérèse Vonthron, Maryvonne de Vitton, Béatrice Walter, Charles Walther, Jean Wanner, Jürgen Weber, Stefan Wendorf, Christiane Wernert, Valérie Wolfertz

Außerdem danken wir

- Mirko Schwärzel vom Europabüro des BBE, Berlin, Deutschland
- der Kontaktstelle „Europa für Bürgerinnen und Bürger“, Kulturpolitische Gesellschaft, Bonn, Deutschland
- EACEA der Europäischen Union, Brüssel